

ÉTUDE  
SUR  
LE SERVICE OBLIGATOIRE  
DE TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 8 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**René AURIC**

---

*Président : M. BARTHÉLEMY, Professeur.*

*Suffragants*  $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. LESCURE, Professeur.} \\ \text{M. OUALID, Professeur.} \end{array} \right.$

---

PARIS

**Editions A. PEDONE**

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (5<sup>e</sup>)

---

1934





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**ÉTUDE**  
**SUR**  
**LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL**



ÉTUDE  
SUR  
LE SERVICE OBLIGATOIRE  
DE TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 8 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**René AURIC**

---

*Président : M. BARTHÉLEMY, Professeur.*

*Suffragants* { *M. LESCURE, Professeur.*  
                  { *M. OUALID, Professeur.*

---

PARIS

**Editions A. PEDONE**

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (5<sup>e</sup>)

---

1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



## INTRODUCTION

---

Cet ouvrage a pour objet l'étude d'une forme de travail obligatoire que les derniers événements de la politique allemande ont placé au premier rang des questions d'actualité.

Sans aucun doute, le service obligatoire de travail constitue un sujet des plus vastes qu'il est intéressant d'approfondir car cette institution soulève immanquablement de nombreux problèmes politiques, économiques et financiers, tout en mettant en cause, au point de vue social et philosophique, le principe de la liberté du travail.

Mais avant de pénétrer dans le champ d'application du service obligatoire de travail, il importe d'en donner une définition précise.

Bien qu'il soit très délicat de généraliser en cette matière, on peut admettre cependant que le service obligatoire de travail ne constitue, en principe, qu'un système de recrutement de main-d'œuvre forcée et régulière, créé, en vertu des lois sur le service militaire obligatoire, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général.

Car, autant que ce fait puisse paraître paradoxal à une époque où le chômage sévit sur la plus grande partie du globe, il s'est trouvé des situations où, pour des raisons diverses, il a paru nécessaire à certains Gouvernements de recourir à une forme de travail forcé.

Tel fut le cas en Bulgarie, où le Gouvernement au lendemain de la guerre mondiale, privé de capitaux et de main-d'œuvre suffisante pour entreprendre avec succès le rétablissement économique du pays, n'hésita pas à instituer le service obligatoire de travail.

Situation quelque peu semblable à Madagascar où le service obligatoire de travail imposé aux jeunes Malgaches permet de remédier à la carence de main-d'œuvre, tout en constituant un procédé de colonisation efficace et socialement éducateur.

Mais en dehors de ces deux applications n'ayant pour but que l'amélioration des conditions économiques et la recherche du mieux-être, le service obligatoire de travail peut, suivant les circonstances dans lesquelles il est adopté, revêtir un caractère particulier et une tendance toute différente.

Tel est le cas en Allemagne où, après avoir été préconisé, d'ailleurs à tort, comme remède contre le chômage, le service obligatoire de travail fait l'objet d'un projet qui ne semble avoir été créé que dans le but défini de permettre au Gouvernement allemand de modeler à sa guise l'esprit de la jeunesse.

Auxiliaire du redressement économique, procédé de colonisation, remède contre le chômage, service militaire déguisé : tels sont les objectifs poursuivis par le service obligatoire de travail sous les diverses formes que nous allons examiner.

Notre seule prétention se bornant à apporter un peu de clarté dans l'enchevêtrement des faits, des idées et des tendances qui font du service obligatoire de travail une institution des plus complexes.

---

PREMIÈRE PARTIE

---

LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL  
EN BULGARIE



## PRÉLIMINAIRES

---

### I. — LA BULGARIE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE MONDIALE

A partir du moment où les troupes bulgares, sous la poussée des armées alliées, durent lâcher pied à Dobropolé, le pays connut les heures les plus troubles de son histoire déjà fort tragique (1). L'autorité du commandement n'ayant plus de prise sur les esprits affolés et excités, des mutineries se produisirent dans l'armée, et des soldats en groupes désordonnés se dirigèrent vers Radomir.

En cette ville, ils retrouvèrent l'ancien député agrarien Stamboliiski, que le roi avait fait incarcérer pour avoir provoqué un vif mouvement d'opposition lors de l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche.

Le 26 septembre 1918, porté en triomphe, M. Stamboliiski était élu Président de la République ; mais, ces hommes exaltés ne pouvaient être satisfaits par une simple élection aussi éphémère, et, pour tous, l'entrée à Sofia constituait l'objectif à atteindre.

C'est dans ce but que les hordes de soldats, un instant arrêtées, se mirent en marche vers la capitale. Heureusement pour le pays, des compagnies de soldats allemands postées à quelques kilomètres de la ville, barrè-

---

(1) Pour une étude détaillée, lire l'ouvrage fondamental du Colonel Lamouche : *Quinze ans d'histoire balkanique (1904-1918)* (Paris, Payot, 1928).

rent la route aux troupes mutinées, qui, se heurtant à un tel obstacle, renoncèrent momentanément à poursuivre leur marche.

D'ailleurs, le 29 septembre, l'armistice était signé à Salonique, et à cette nouvelle, les soldats révoltés, devant la réalité de la situation, s'apaisèrent rapidement et réintégrèrent leur foyer si longtemps délaissé.

Pressé par les événements, au lendemain de l'armistice, le roi abdiquait en faveur de son fils Boris, lui laissant ainsi la charge bien lourde de présider aux destinées d'une Bulgarie désarmée.

En effet, la Bulgarie sortait toute meurtrie de cette guerre dévastatrice. Les durs combats qu'elle avait engagés lui coûtaient 101.000 hommes tués sur les champs de bataille auxquels venait s'ajouter un triste effectif de 86.000 invalides. Le pays lui-même — conséquence inévitable d'une lutte interminable — se trouvait dans un état complet de bouleversement : les champs bien souvent abandonnés faute de main-d'œuvre, se ressentaient d'une mise en valeur hâtive et médiocre, et les récoltes, durant trois années, avaient été nettement déficitaires.

Mines et usines présentaient le même aspect d'abandon et de délabrement, et ce tableau de désolation se complétait par la désorganisation des voies ferrées et l'état déplorable des routes défoncées, ne constituant plus qu'un réseau d'ornières.

Le fléau avait fait son œuvre, et n'avait épargné aucune richesse nationale...

Conséquence inévitable d'une alliance à tendance dominatrice, les troupes allemandes entraînaient pour une large part dans l'affaiblissement des richesses du pays.

Le séjour des cadres allemands en Bulgarie aura laissé de bien mauvais souvenirs, car ces troupes, agissant comme en pays conquis, accaparèrent tout pour leur seul profit et contribuèrent ainsi largement à l'appauvrissement de l'économie nationale. Les mines de charbon et de métaux portaient la marque du passage des soldats allemands, qui surent en outre, rapidement épuiser les réserves importantes du grenier bulgare, poussant même l'audace jusqu'à vider, en 1918 les dépôts aménagés dans la zone d'arrière-front.

L'année 1919, pour le peuple bulgare, allait être une année de privations. La récolte de 1918 ayant été nettement insuffisante et les stocks en grande partie dispersés, la Bulgarie dut effectuer l'achat aux Etats-Unis de 20.000 tonnes de farine entre octobre 1918 et juin 1919. Jusqu'à la moisson satisfaisante de juin 1919 qui produisit près de 2.000.000 de tonnes de céréales, dont 800.000 tonnes de blé, le peuple dut se rationner dans des conditions souvent pénibles.

C'est dans cette situation trouble, marquée par le déséquilibre et l'appauvrissement de l'économie nationale, que le Président du Conseil des Ministres M. Stamboliiski, signa le 27 novembre 1919, le traité de paix de Neuilly, qui consacrait la ruine de la politique du roi Ferdinand ainsi que l'affaiblissement territorial, économique et financier de la Bulgarie.

## II. — LES CHARGES DU TRAITÉ DE NEUILLY

L'aventure dans laquelle le roi Ferdinand avait entraîné son peuple se terminait à Neuilly en un véritable

désastre. Le souverain qui dès le 10 août 1913, jour même de la signature du Traité de Bucarest, déclarait à son peuple, pacifique de nature, dont le seul désir était de se remettre au travail : « Epuisés et fatigués, nous devons replier nos glorieux étendards pour des jours meilleurs... ConteZ à vos enfants et à vos petits-enfants la vaillance du soldat bulgare, et préparez-les à achever un jour l'œuvre glorieuse que vous avez commencée » (1) demeure le grand responsable de l'effondrement national. Il est intéressant de remarquer que cette opinion est devenue une affirmation dans un ouvrage autorisé par le Ministère de l'Instruction Publique à l'usage des écoles de Bulgarie (l'Histoire Bulgare de Popoff), où l'on peut lire que « le roi Ferdinand et le Gouvernement de Radoslavoff ont forcé le peuple bulgare, malgré sa résistance, à prendre part à la guerre mondiale contre les Etats de l'entente ».

Au nouveau Président du Conseil Stamboliiski, revint la triste mission d'apposer sa signature au bas d'un traité qui, de l'avis des esprits impartiaux et compétents, imposait à la Bulgarie des charges peu en rapport avec ses possibilités.

### *Clauses territoriales*

Territorialement, la Bulgarie sortait fortement amoindrie. En faveur de la Yougoslavie, elle devait se séparer des territoires de Stroumitsa, Tsaribrod et Bossilégrad, régions relativement riches et en plein développement

---

(1) J. Ancel : *Manuel historique de la question d'Orient* (1792-1923).

économique, dont la population de 80.000 habitants était en totalité bulgare.

La Bulgarie devait céder aux puissances alliées, la Thrace occidentale avec Xanthi, Dédéagatch, Gumuldjina, territoires, qui après avoir été confiés à une Administration interalliée que présidait avec tact le Général Charpy, furent remis, sous l'influence de Venizelos, à la Grèce lors de la signature du Traité de Sèvres.

Par contre, l'article 48 spécifiait que « les principales puissances alliées et associées s'engageaient à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la Mer Egée, soit garantie ». Malheureusement, pour la Bulgarie les conditions de cette garantie n'étaient même pas fixées !

Le tableau suivant (1) montre l'importance des cessions de territoires qui mutilaient le royaume dans de notables proportions :

| Années                               | Acquisitions<br>(en km <sup>2</sup> )        | Cessions (en km <sup>2</sup> )                                                               | Superficie<br>du Royaume<br>(en km <sup>2</sup> ) |
|--------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| 1913.....                            |                                              |                                                                                              | 111.836.867                                       |
| 1915 (Convention<br>avec la Turquie) | 2.587.641<br>(terrains<br>sur la<br>Maritsa) |                                                                                              | 114.424.508                                       |
| 1919 (Traité<br>de Neuilly).....     | 1) A la Yougoslavie<br>2) A la Grèce .....   | 1.548.061<br>(territoires<br>anciens)<br>1.021.207<br>(bassin de<br>la Strouma)<br>8.712.070 | 103.446.170                                       |
|                                      |                                              | TOTAL. .                                                                                     | 11.278.338                                        |

(1) Sauf mention spéciale, les tableaux statistiques sont extraits de « l'Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie ».

### Réparations

Au titre des réparations, d'importants sacrifices étaient exigés ainsi que l'on peut s'en rendre compte dans ce bref exposé :

*Art. 121.* — La Bulgarie devait payer 2.250 millions de francs or : cette dette était amortissable en 37 années et portait intérêt à 5 %.

La Bulgarie paya régulièrement, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1923, les échéances prévues par le protocole du 21 mars 1923.

*Art. 125-126.* — La Bulgarie devait restituer tous les objets et les valeurs enlevés sur les territoires envahis durant les hostilités.

Très rapidement, la Bulgarie s'exécuta et livra, en particulier, un important matériel de chemin de fer :

|                                  | Grèce | État<br>Serbe-Croate-<br>Slovène | Roumanie | Total |
|----------------------------------|-------|----------------------------------|----------|-------|
|                                  | —     | —                                | —        | ..    |
| Locomotives (voie normale) ..... | 12    | 86                               | 15       | 113   |
| Wagons (voie normale) .....      | 81    | 1.658                            | 588      | 2.327 |

*Art. 127.* — La Bulgarie devait livrer à la Grèce, à la Roumanie et à l'Etat Serbe-Croate-Slovène les quantités de bétail suivantes :

|                          |        |
|--------------------------|--------|
| Taureaux .....           | 125    |
| Vaches laitières .....   | 13.500 |
| Chevaux et juments ..... | 12.500 |
| Mulets .....             | 2.500  |
| Bœufs de trait .....     | 9.200  |
| Moutons .....            | 33.000 |

L'exécution rapide de cet article dans des conditions remarquables de probité qui font honneur à l'Etat bulgare, coûta la somme importante de 169.500.000 leva.

*Art. 128.* — En raison des « Destructions opérées dans les mines de charbon situées en territoire serbe occupé par les armées bulgares », la Bulgarie devait livrer à l'Etat Serbe-Croate-Slovène pendant cinq ans, 50.000 tonnes de charbon par an prélevées sur la production des mines de Pernik. Cet article souleva des protestations indignées en Bulgarie où l'on prétendait que les troupes bulgares n'avaient opéré aucunes « destructions » dans les mines serbes. Néanmoins, dès le 31 décembre 1921, la Bulgarie avait fourni à l'Etat Serbe-Croate-Slovène 98.000 tonnes de charbon, livraison qu'elle compléta jusqu'à concurrence du total prévu, conformément à la Convention Bulgaro-Yougoslave du 26 novembre 1923.

### *Clauses financières*

Au titre des clauses financières, les charges suivantes venaient s'ajouter.

*Art. 130.* — Les frais d'entretien de la Commission inter-alliée étaient à la charge de la Bulgarie. Au 31 décembre 1922, ces frais s'élevaient à 3.510.753 francs or.

*Art. 133.* — « Le coût total d'entretien de toutes les armées alliées et associées dans les territoires occupés de la Bulgarie, sera à la charge de la Bulgarie à partir de la signature de l'armistice du 29 septembre 1918, et jusqu'à la mise en vigueur du présent traité. L'entretien des armées comprend la subsistance des hommes et

animaux, le logement et le cantonnement, les soldes et accessoires, les traitements et salaires, le couchage, le chauffage, l'éclairage, l'habillement, l'équipement, le harnachement, l'armement et le matériel roulant, les services de l'aéronautique... et en général tous les services administratifs et techniques dont le fonctionnement est nécessaire à l'entraînement des troupes, au maintien de leurs effectifs et de leur puissance militaire ».

Le montant des frais fut fixé à 25.000.000 de francs or payables en dix ans, suivant un accord signé le 28 mai 1924 et l'Etat bulgare exécuta très ponctuellement le montant des échéances. En outre, l'art. 134 imposait à la Bulgarie de prendre à sa charge, une partie de la dette publique ottomane, proportionnée aux acquisitions des territoires ottomans faites par elle en vertu du traité de Constantinople en 1913.

### *Clauses militaires*

La partie IV du Traité de Neuilly contient, en réalité les clauses militaires du Traité de Versailles adaptées fort peu judicieusement à la Bulgarie.

*Art. 65.* — « Le service militaire obligatoire pour tous sera aboli en Bulgarie. L'armée bulgare ne sera, à l'avenir, constituée que par des engagements volontaires ».

Cet article très important est à l'origine, nous le verrons, de l'institution du service obligatoire de travail.

*Art. 66.* — « Le nombre total des forces militaires dans l'armée bulgare ne devra pas dépasser 20.000 hommes, y compris les officiers et les troupes des dépôts... »

*Art. 68.* — « Toutes mesures de mobilisation ou ayant trait à la mobilisation sont interdites. Les formations, les services administratifs et les Etats-Majors ne devront, en aucun cas, comprendre des cadres supplémentaires. Il est interdit d'exécuter des mesures préparatoires en vue de la réquisition d'animaux ou d'autres moyens de transport militaire ».

*Art. 72.* — « La durée totale de l'engagement des sous-officiers et hommes de troupe ne devra pas être inférieure à douze années consécutives de service sous les drapeaux ».

Cette clause fixant l'engagement volontaire à une durée aussi longue, a fortement ému l'opinion bulgare, et soulève de grosses difficultés d'application. En effet, la population étant en majorité paysanne, il est fort difficile de trouver des volontaires qui veuillent bien abandonner leurs champs dans de telles conditions. Pour exécuter l'art. 65 conformément à l'art. 72, l'Etat bulgare s'est vu dans l'obligation d'allouer aux volontaires des soldes fort élevées qui grossissent sensiblement son budget militaire. Malgré ces sacrifices, les volontaires, en grande partie, recrutés parmi les ouvriers sans travail ou les réfugiés de Macédoine et de Thrace, sont loin de constituer par leur mentalité ou leur rancœur des éléments de tout repos.

Cette clause, à elle seule, permet de condamner ce procédé hâtif qui a consisté, de la part des auteurs du Traité de Neuilly, à rédiger la partie IV d'après les clauses militaires du Traité de Versailles. Il n'échappera à personne qu'il est autrement plus facile de recruter 100.000 volontaires engagés pour douze ans dans un pays

industriel de 65 millions d'habitants, que d'enrôler 20.000 hommes pour la même durée dans un pays essentiellement agricole, dont la population ne dépasse pas 5 millions. C'est pourquoi, en mars 1923, malgré toutes les initiatives prises pour intensifier le recrutement des volontaires, les effectifs de l'armée s'élevaient seulement à 8.626 hommes et à 1.216 sous-officiers.

### III. — LA SITUATION POLITIQUE EN 1920

Les élections de 1919 avaient donné une forte majorité à l'Union Nationale Agraire. Ce parti politique, se prétendant seul représentant des paysans et constitué en 1899 par quelques instituteurs, avait déjà obtenu 23 sièges aux élections de 1901 après une brève campagne qui opposait « l'Union Agrarienne » aux Socialistes et aux Partis bourgeois. Cependant, ce résultat prometteur n'eut aucune suite durant de nombreuses années. Mais, en 1913, le pays désigna pour siéger au Sobranié 48 députés qui, se réclamant de l'Union Agrarienne, se donnèrent pour chef M. Stamboliiski.

Au lendemain de la guerre désastreuse, le parti agrarien, tirant profit de l'attitude ferme et clairvoyante de son chef, au moment de l'entrée en guerre de la Bulgarie, devait voir en août 1919, 85 de ses membres élus députés. Ce succès devait d'ailleurs trouver une confirmation encore plus nette aux élections de mars 1920, qui permirent à l'Union Agrarienne de grouper une importante majorité de 110 représentants au Sobranié.

Le tableau suivant, permet de suivre avec facilité l'évolution politique de la Bulgarie de 1913 à 1920 :

|                                              | Parti libéral<br>Radoslawoff | National libéral | Jeune libéral | Libéraux<br>indéterminés | Parti<br>démocratique | Radical<br>démocrate | Parti populiste | Progressif<br>libéral | Union nationale<br>Agraire | Social démocrate<br>unifié | Parti ouvrier<br>communiste | TOTAL |
|----------------------------------------------|------------------------------|------------------|---------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|-------|
| XVI <sup>e</sup> ass. nat.<br>24/11/1913..   | 54                           | 26               | 8             | 6                        | 44                    | 5                    | 5               | 4                     | 48                         | 19                         | 19                          | 204   |
| XVII <sup>e</sup> ass. nat.<br>23/2/1914...  | 83                           | 34               | 12            | 3                        | 34                    | 5                    | 10              | 2                     | 47                         | 10                         | 11                          | 245   |
| XVIII <sup>e</sup> ass. nat.<br>17/8/1919... | —                            | 3                | —             | —                        | 28                    | 8                    | 19              | 8                     | 85                         | 38                         | 47                          | 236   |
| XIX <sup>e</sup> ass. nat.<br>28/3/1920...   | —                            | 6                | —             | —                        | 24                    | 8                    | 14              | 8                     | 110                        | 9                          | 50                          | 229   |

Ainsi, après des fortunes diverses, l'Union Agrarienne et son chef, M. Stamboliiski, se trouvaient en mars 1920 maîtres des destinées du pays (1).

La mission à accomplir représentait une tâche gigantesque, puisqu'il s'agissait de relever un pays effondré dans un chaos indescriptible de difficultés économiques et financières. L'Union Agrarienne, fidèle à son programme, se mit en devoir de l'appliquer aussitôt.

De ce programme d'action, il importe de retenir les trois points suivants :

- 1) *Le travail seul peut relever la Bulgarie.*  
*Protection et glorification des travaux manuels, et surtout des travaux agricoles.*
- 2) *Lutte inexorable contre le Communisme.*
- 3) *Lutte contre les exploiters du paysan : Bourgeois, Commerçants, Avocats.*

L'Institution du Consortium des Céréales et la Réforme Judiciaire qui tendaient l'une à faire disparaître les in-

---

(1) Les élections de 1923 furent un triomphe pour l'Union Agrarienne qui obtint 210 sièges.

termédiaires, l'autre à restreindre le rôle des avocats, donnèrent satisfaction aux paysans.

La lutte entreprise avec fermeté par l'Union Agrarienne contre les communistes, sauva, sans aucun doute, le pays du Bolchevisme. D'autre part, les lois sur l'extension du domaine public, la loi de la propriété fondée sur le travail, ainsi qu'une loi en préparation sur les assurances sociales, portaient la marque hardie de l'Union Agrarienne.

Mais l'œuvre la plus caractéristique et la plus originale de l'activité du Gouvernement agrarien demeure, sans aucun doute, l'institution du service obligatoire de travail.

#### IV. — EXPOSÉ DES CARACTÉRISTIQUES ECONOMIQUES DE LA BULGARIE EN 1920

##### *La Population*

La Bulgarie est un pays essentiellement agricole, dont la population, en 1920, se répartissait par rapport aux professions de la façon suivante :

|                                                            |           |
|------------------------------------------------------------|-----------|
| Agriculture, élevage, jardinage .....                      | 3.634.896 |
| Sylviculture, chasse, pêche .....                          | 20.904    |
| Exploitations, mines, carrières .....                      | 12.047    |
| Transformation matières premières .....                    | 484.270   |
| Communication, transports .....                            | 102.123   |
| Commerce .....                                             | 202.862   |
| Administration publique et professions libérales.          | 247.209   |
| Personnes improductives et professions indéterminées ..... | 142.660   |
|                                                            | <hr/>     |
|                                                            | 4.846.971 |

Ce total comprenait 2.420.784 hommes et 2.426.187 femmes.

Le caractère purement agricole de la population se présente de façon catégorique, lorsqu'on examine la répartition des habitants entre les communes urbaines et rurales, qui fait ressortir le fait que la population rurale représente 80 % environ de la population totale. La densité de la population comparativement aux autres Etats européens est faible. La Bulgarie s'étendant sur 103.146 kilomètres carrés, cette densité s'élevait pour l'année 1920 à 46.9.

### *La Terre*

Sur 103.146 km. carrés, on relève en 1920, 2.436.000 hectares de terre cultivée dont 2.126.120 hectares de terre ensemencée en céréales. Alors qu'en 1913, la récolte de céréales (grain) avait atteint 26.000 quintaux, en 1920 on enregistrait tout juste une récolte de 19.206 quintaux, et le rendement moyen agricole par hectare au quintal était passé de 11.86 à 9.24.

### *Morcellement de la terre*

Les statistiques de 1920 relatives à la répartition des propriétés suivant leur importance n'ayant pas été dressées on peut cependant, se rendre compte par le tableau suivant (1), établi en 1908, qu'en Bulgarie, les propriétés de grande superficie étaient rares :

---

(1) K. Popoff : *La Bulgarie économique*, page 95.

| Superficie      | Nombre de Propriétés |                  | Surface totale    |                  |
|-----------------|----------------------|------------------|-------------------|------------------|
|                 | Nombre absolu        | % de répartition | Nombre d'hectares | % de répartition |
| < 2 hect. ....  | 424.898              | 45,5             | 321.568           | 6,9              |
| De 2 à 10 hect. | 386.728              | 41,4             | 1.954.854         | 42,3             |
| De 10 à 30 —    | 111.632              | 12,0             | 1.689.371         | 36,5             |
| De 30 à 100 —   | 9.473                | 1,0              | 405.652           | 8,8              |
| > 100.....      | 936                  | 0,1              | 254.342           | 5,5              |
|                 | 933.367              |                  | 4.625.787         |                  |

En 1920, avant la réforme agraire, la situation devait être sensiblement la même.

### *Les Routes*

Si l'on compare les statistiques de 1911 et celles de 1921, on constate qu'en dix ans le développement du réseau routier s'est fort peu accru durant cette période.

#### NOMENCLATURE DES ROUTES (en km.)

|        |            | Existantes | En construction | Tracées | Total  |
|--------|------------|------------|-----------------|---------|--------|
|        |            | —          | —               | —       | —      |
| 1911.. | Etat ..... | 6.420      | 738             | 449     | 7.607  |
|        | Communes.  | 2.524      | 3.011           | 1.793   | 7.328  |
|        | Total..    | 8.944      | 3.749           | 2.242   | 14.935 |
| 1921.. | Etat ..... | 6.638      | 900             | —       | 7.558  |
|        | Communes.  | 4.141      | 4.802           | —       | 8.943  |
|        | Total..    | 10.799     | 5.702           | —       | 16.501 |

Cette infériorité était d'autant plus inquiétante que les routes existantes laissaient beaucoup à désirer quant à leur entretien. Le tableau suivant permet de constater qu'entre 1911 et 1921 le pourcentage des routes en bon état était tombé de 45 à 35 %.

ÉTAT DES ROUTES (routes de l'État et communales) en km.

|            | Bon<br>— | Moyen<br>— | Mauvais<br>— | °/o Bon état<br>— |
|------------|----------|------------|--------------|-------------------|
| 1911 ..... | 4.024    | 2.854      | 2.066        | 44.99             |
| 1921 ..... | 3.787    | 4.262      | 2.750        | 35.17             |

Les voies de communication, les routes en particulier, constituant le meilleur agent du développement économique, le Gouvernement bulgare, en présence d'une telle situation comprit qu'un grand effort devait être effectué sur ce point. Le service obligatoire de travail devait fournir la main-d'œuvre nécessaire à cette importante entreprise de réfection, et nous verrons de quelle façon cette institution a permis en quelques années de doter la Bulgarie d'un réseau routier convenable.

*Réseau ferroviaire*

En 1913, le réseau ferroviaire bulgare occupait un rang fort modeste dans l'échelle européenne, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

|                |           |
|----------------|-----------|
| Bulgarie ..... | 2.124 km. |
| Roumanie ..... | 3.763 —   |
| Belgique ..... | 8.814 —   |
| Suisse .....   | 5.077 —   |

La guerre mondiale n'avait fait que confirmer cette infériorité et la Direction des Chemins de Fer éprouva de grosses difficultés à rétablir l'exploitation normale du réseau.

En effet, au cours de la guerre, le matériel avait subi de grosses avaries, et l'obligation de remettre en vertu

du Traité de Neuilly un matériel important aux pays voisins, venait aggraver une situation déjà fort délicate.

Dans l'indescriptible désordre qui régnait en 1920, il ne fut établi aucune statistique, mais les chiffres communiqués pour l'année 1922-1923 montrent de façon catégorique l'infériorité du matériel des chemins de fer bulgares.

|   |       |                        |          |   |               |
|---|-------|------------------------|----------|---|---------------|
| — | 406   | locomotives            |          |   |               |
| — | 382   | wagons de passagers    |          |   |               |
| — | 37    | wagons-postaux         |          |   |               |
| — | 142   | fourgons               |          |   |               |
| — | 3.293 | wagons de marchandises | couverts |   |               |
| — | 3.019 | —                      | —        | — | non couverts. |

D'autre part, les voies non entretenues pendant la guerre demandaient une réfection immédiate.

### *Balance du commerce*

Pour compléter ce bref tableau de la situation économique en 1920, il est intéressant de suivre l'évolution de la balance du commerce. Alors qu'en 1911, malgré une période de guerre, la balance du commerce ne faisait apparaître qu'un déficit relativement faible, en 1920, la situation paraissait fort inquiétante :

|      | Importations |               | Exportations  |               | Balance<br>du commerce<br>(en leva) |
|------|--------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------------------|
|      | kg.          | leva          | kg.           | leva          |                                     |
| 1911 | 564.198.690  | 199.344.808   | 1.036.058.938 | 184.633.945   | - 14.710.863                        |
| 1918 | 485.128.011  | 567.210.526   | 63.889.657    | 445.476.195   | -451.734.331                        |
| 1920 | 126.152.490  | 2.213.827.249 | 185.381.581   | 1.642.998.900 | -570.828.349                        |

## V. — LA SITUATION FINANCIÈRE EN 1920

La situation financière de la Bulgarie n'était pas plus brillante que sa situation économique... Engagé depuis 1912 dans des guerres incessantes, le pays avait eu à fournir un tel effort financier qu'à la fin de la guerre mondiale, l'équilibre du budget paraissait bien compromis. En effet, depuis 1912 jusqu'en 1919, le déficit budgétaire n'avait fait que croître ainsi que l'indique le tableau suivant :

| Exercices<br>budgétaires | En millions de leva |          |         | Évaluation<br>des déficits<br>en millions<br>de francs suisses |
|--------------------------|---------------------|----------|---------|----------------------------------------------------------------|
|                          | Recettes            | Dépenses | Déficit |                                                                |
| 1912.....                | 170                 | 310      | 140     | 140                                                            |
| 1913.....                | 168                 | 349      | 181     | 176                                                            |
| 1916.....                | 193                 | 578      | 385     | 264                                                            |
| 1917.....                | 338                 | 1.088    | 750     | 428                                                            |
| 1/1/18-31/3/19.          | 566                 | 1.560    | 994     | 497                                                            |

D'autre part, au lendemain de cette période de guerre, la balance des comptes ne pouvait qu'être déficitaire. Dans de telles conditions, la situation du lev devenait particulièrement critique, car sa valeur étant directement liée à l'encaisse métallique qui garantissait les émissions de la Banque Nationale, la débâcle de la devise s'expliquait par la diminution de l'encaisse or qui passait de 64 millions au 31 décembre 1918 à 37 millions seulement au 31 décembre 1919.

Pour aggraver la situation, les avoirs étrangers possédés par la Banque Nationale, étaient constitués en grande

majorité par des couronnes autrichiennes et des marks allemands.

Ainsi, la chute du lev, par suite de la diminution de l'encaisse métallique et de la médiocrité des devises qui le gageaient, s'accentua de façon dangereuse. Le 31 décembre 1918 le lev valait encore fr. 0.44 mais fin 1920 il ne valait plus que fr. 0.07.

Telle était la triste situation financière du pays que le Gouvernement agrarien avait le devoir d'améliorer.

---

## CHAPITRE PREMIER

# LA LOI SUR LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

---

### I. — RAISONS QUI PRÉSIDÈRENT A L'INSTITUTION DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

Dans les pages qui précèdent, nous avons vu se dessiner les motifs qui permirent à l'Union Agrarienne d'établir les fondements du service obligatoire de travail. Mais aucun texte à la fois plus concis et plus net ne pourrait mieux préciser l'orientation donnée à cette institution que cette déclaration faite en janvier 1920 par M. Stamboliiski : « On exige de nous le paiement de contributions énormes, on nous oblige à dissoudre nos forces militaires. Eh bien ! la Bulgarie saura la première donner un bel exemple au monde en substituant à l'armée belliqueuse qui absorbe sans profit pour personne les plus belles années de la jeunesse, une armée de travail développant l'idée de la fraternité et de la solidarité des classes sociales et produisant pour le pays des résultats matériels utiles et tangibles » (1).

---

(1) M. Nicolaev : *Revue politique et parlementaire*, 1923.

Deux faits essentiels sont donc à l'origine de la tentative agrarienne :

- 1) *la suppression du service militaire obligatoire,*
- 2) *la diminution des forces vitales du pays.*

La création du service obligatoire de travail est sans aucun doute une conséquence directe de l'art. 65 du Traité de Neuilly. En effet, le Gouvernement agrarien, de tendances nettement pacifistes, estimait cependant que la vie à la caserne constituait une excellente école de démocratie et de solidarité, et qu'il fallait « maintenir et perfectionner ce genre particulier d'impôt qu'est le service militaire, auquel le peuple bulgare est déjà habitué tout en faisant progresser l'éducation et en préparant la jeunesse à la vie pratique ».

D'autre part, pour « aider à relever la Bulgarie des ruines causées par la guerre, il importait de socialiser la source de la richesse, le travail humain, dans la période de son plus grand rendement, intensifier en général le progrès économique de la Bulgarie en entretenant le sentiment du devoir social et l'intérêt porté aux richesses nationales et sociales » (1).

Le Gouvernement bulgare avait la charge de rétablir l'équilibre économique du pays, le travail, source de richesse suppléerait à l'insuffisance des capitaux.

En dehors de ces deux motifs primordiaux, le service obligatoire de travail trouvait, auprès du Parti agrarien, sa propre justification par le fait que la mise en application de cette institution lui permettait d'extraire du programme bolchevik original et dangereux, le principe du travail obligatoire, de l'adapter dans des condi-

---

(1) Discours prononcé par M. Stamboliiski au Sobranié, en février 1920.

tions spéciales et d'enlever ainsi à la thèse bolchevik son arme de propagande la plus directe et la plus efficace.

Le Gouvernement de M. Stamboliiski, fort de ces différents arguments et soutenu par la volonté de tout un peuple prêt à tous les sacrifices pour réaliser le redressement du pays, institua le service obligatoire de travail (1) en faisant voter par le Sobranié la loi du 5 juin 1920.

## II. — LA LOI DU 5 JUIN 1920

Les dispositions essentielles de la loi du 5 juin 1920 établissaient le principe du service obligatoire de travail dans les termes suivants : « Tous les sujets bulgares de l'un et l'autre sexe, ayant accompli, les hommes leur vingtième année, et les filles leur seizième année, sont soumis au travail obligatoire ».

Le but poursuivi par la nouvelle institution apparaissait nettement pacifique, ainsi qu'en témoignait le caractère purement économique des travaux entrepris. La durée du service obligatoire était fixée à 12 mois pour les hommes et à 6 mois pour les filles, étant bien spécifié que la prestation de travail était personnelle, aucune substitution ne pouvant être autorisée.

D'autre part, l'art. 10 précisait qu'« en cas de dommages graves causés par les éléments ou quelque calamité nationale, tous les sujets bulgares de sexe masculin,

---

(1) En langue bulgare : « troudova povinnost », troudova est un adjectif dérivé de troud : travail et povinnost l'équivalent du mot prestation.

âgés de 20 à 35 ans peuvent être appelés provisoirement par décision du Conseil des Ministres à un travail obligatoire, c'est-à-dire à une prestation en commun pour 4 semaines au plus ».

La loi, par contre, exemptait du travail obligatoire les incapables, les malades âgés de plus de 24 ans, les prisonniers, les soutiens de famille et les fonctionnaires. Des sursis étaient accordés aux malades jusqu'à l'âge de 24 ans et aux étudiants.

Telles étaient les dispositions fondamentales de la première loi, qui se complétait par l'exposé de l'organisation de la Direction générale du service obligatoire de travail et par les dispositions pénales.

### *L'attitude de la Conférence des Ambassadeurs*

Les premiers règlements d'Administration publique concernant la mise en application de la loi du 5 juin 1920 parurent le 25 octobre et le 4 novembre 1920. L'expérience bulgare allait pouvoir faire ses premiers pas ; mais le Gouvernement n'avait pas compté sur l'intervention de la Conférence des Ambassadeurs. Ce Comité, qui joua pendant longtemps un rôle prépondérant, après examen de la loi bulgare, jugea que l'esprit de l'institution était marqué d'un caractère nettement militaire et que le Gouvernement bulgare « recrutant une armée », violait sans aucun doute les clauses militaires du Traité de Neuilly. Le 9 décembre 1920 la Conférence des Ambassadeurs interdisait l'application de la loi, et pour étayer sa décision, elle s'appuyait sur les art. 65, 68, 70 et 74 du Traité de Neuilly.

Ces différents articles précisent que l'armée bulgare

ne peut être recrutée que par engagement volontaire, toute mesure de mobilisation étant interdite, et spécifie que les associations de préparation militaire, ne peuvent être tolérées. Compte tenu des dispositions catégoriques de ces articles, la question se posait de savoir si la convocation de la jeunesse bulgare, en vue d'effectuer des travaux essentiellement pacifiques, pouvait être assimilée à un recrutement militaire. Il semble que la Conférence des Ambassadeurs ait jugé sans tenir compte des intentions pacifiques du Gouvernement agrarien et du peuple bulgare tout entier. Comment un pays isolé, de 5 millions d'habitants, amoindri dans ses forces vitales, dépourvu de capitaux, écrasé par un traité de paix impitoyable, et menacé à l'intérieur par le péril communiste, pouvait-il songer, au lendemain d'une guerre meurtrière, à entretenir des idées belliqueuses en poussant l'esprit de finesse jusqu'à travestir en travailleurs de véritables soldats ?

Le Gouvernement bulgare avait des visées plus pures que M. Stamboliiski exposait en ces termes au Sobranié en février 1920 : « Décidés une fois pour toutes à rompre avec le passé, à abandonner la vie des folles aventures, des équipées militaires qui mènent à la catastrophe, nous devons nous frayer un chemin fermement et sans hésitation dans la direction opposée c'est-à-dire sur la voie de la culture pacifique, et du développement économique ». Et c'est conformément à cette déclaration que les art. 2 et 3 de la loi précisaient le but du travail obligatoire et la nature des travaux entrepris.

En réponse à l'interdiction prononcée, le Gouvernement bulgare fit remarquer que le fait seul de convoquer les jeunes filles à des prestations de travail prouvait

amplement ses intentions pacifistes. Néanmoins, la Conférence des Ambassadeurs maintint ses positions. Elle fit ressortir que le fait de revêtir d'un uniforme les hommes appelés, donnait à cette conscription un caractère d'enrôlement et que la durée d'un an ne s'expliquait pas, car les travaux projetés ne pouvaient être entrepris que pendant la belle saison.

Mais c'est surtout l'art. 10 qui, parlant de calamité nationale, prenait l'allure d'une mobilisation et entretenait le conflit entre les deux partis. Cependant, après des discussions où le Gouvernement bulgare fit preuve d'un bel esprit de conciliation, la loi du 22 octobre 1921, par les modifications qu'elle apportait à l'organisation du service obligatoire de travail donna satisfaction à l'Entente, et permit au Gouvernement bulgare d'entreprendre son œuvre.

### III. — ANALYSE DE LA LOI DU 22 OCTOBRE 1921 PORTANT MODIFICATIONS A CERTAINS ARTICLES DE LA LOI DU 5 JUIN 1920

#### I. — *Dispositions générales*

##### *Définition et durée de l'obligation.*

Les deux articles concernant la nature et la durée de l'obligation de travail instituée par la loi sont les suivants :

Art. 1 : « Tous les sujets bulgares de l'un et l'autre sexe ayant accompli, les hommes leur 20<sup>e</sup> année et les filles leur 16<sup>e</sup> année, sont soumis au travail

obligatoire, c'est-à-dire au travail obligatoire en vue du bien public. Les hommes seront appelés jusqu'à l'âge de 40 ans révolus, les filles jusqu'à l'âge de 30 ans révolus. Toutefois, il ne peut être appelé plus de 30 % des personnes du même âge chaque année. »

Art. 4 : « La durée du travail obligatoire est la suivante :

a) Pour les hommes qui n'ont jamais été convoqués pour plus de trois mois ininterrompus, huit mois au plus et pour les filles se trouvant dans le même cas, quatre mois au plus.

Les prestations de service peuvent être effectuées en deux ou plusieurs fois.

b) Pour les personnes des deux sexes ayant effectué au moins trois mois consécutifs de service, vingt-et-un jours au plus par an.

L'article I de la nouvelle loi modifie l'ancien article I en ce qu'il limite l'appel des travailleurs à 30 % des personnes du même âge chaque année et précise que les hommes de plus de 40 ans sont exempts de toute obligation.

Mais l'article 4 dérivé de l'ancien article 10, donne à la loi une nature nouvelle.

En fait, la loi du 22 octobre 1921 crée deux sortes de prestations bien distinctes.

D'une part, une « prestation régulière » (redovna povinnost) due par tout Bulgare valide âgé de moins de 40 ans pendant 8 mois au plus.

D'autre part, une « prestation temporaire » (vremenna povinnost), dont la durée ne peut dépasser 21 jours.

La nouvelle loi établissait deux obligations différentes :

D'une part une prestation de travail due, sur convocation d'Etat à titre individuel et qui constitue par sa durée fixe et ses modalités d'application un service obligatoire de travail.

D'autre part, une prestation de travail éventuelle de quelques jours, due sur convocation d'une municipalité, à titre collectif.

La première prestation doit être supportée, à cause de sa durée, par des hommes jeunes alors que le Gouvernement a la possibilité de convoquer en vue de la seconde prestation longue de 21 jours au plus, tous les citoyens sans distinction d'âge.

Ainsi la loi créait d'un côté un service obligatoire de travail et de l'autre, des prestations temporaires de travail que l'on peut assimiler par leur brièveté à des « périodes » de réserve et par les buts poursuivis à des « corvées ».

Et pour ne pas sortir des limites fixées, seul le service obligatoire de travail sera l'objet de notre étude.

### *Caractère général de l'institution.*

Le but de la loi n'a pas changé.

L'objectif à atteindre consiste dans l'organisation, l'équipement économique du pays, en construisant des ouvrages d'intérêt public dans une atmosphère sereine de labeur et de paix.

Dans un tel esprit sont rédigés les articles 2 et 3 concernant la portée générale de la loi et le domaine d'action réservé aux prestataires.

Art. 2 : « Le travail obligatoire a pour but :

a) d'organiser et d'utiliser les forces sociales en vue d'élever la production et le bien-être général.

b) de développer chez les citoyens, indépendamment de leur situation sociale et matérielle, le dévouement à la chose publique et l'amour du travail physique.

c) d'assurer le relèvement moral et économique du peuple en entretenant chez les citoyens, le sentiment du devoir envers eux-mêmes et envers la Société et en leur enseignant les méthodes rationnelles de travail dans tous les domaines de l'économie nationale. »

Art. 3 : « Le travail obligatoire sera pratiqué dans tous les domaines de l'économie nationale ou en vue du bien-être général, à savoir : constructions de routes, chemins de fer, canaux, aqueducs, barrages, maisons, plans de villages et de villes, endiguement et rectification des cours d'eau, asséchement des marais, lignes téléphoniques et télégraphiques, préparation du matériel de construction, reboisement, exploitation des forêts, cultures des domaines de l'Etat, des départements, des communes et autres domaines publics, culture de fruits et de légumes, élevage de vers à soie, apiculture, élevage du bétail, pêche, mines et fabriques de conserves alimentaires, confection de drap, de toile et de toutes sortes de vêtements dans les hôpitaux, etc... »

*Les exemptions.*

Les textes déterminant les motifs d'exemption sont les suivants :

Art. 5 : « Sont affranchis du service dans les deux cas :

a) les personnes incapables de tout travail physique ou intellectuel par suite d'une maladie spécifiée dans la liste des maladies approuvées par le Conseil des Ministres ;

b) les femmes mariées et les hommes incorporés dans l'armée ou dans la gendarmerie.

*Remarque* : Les fils et les filles qui sont les seules personnes capables de travail dans leur famille, et qui sont les seuls soutiens de parents incapables de travail, d'une veuve mère de famille ou de leurs frères et sœurs orphelins et mineurs sont exempts du service obligatoire visé à l'art. 4 a) ».

Art. 7 : « a) .....

b) ...Les hommes qui à leur libération de prison ont atteint quarante ans et les filles qui à leur libération de prison ont atteint trente ans révolus sont exempts du service obligatoire de travail. »

Ces textes demandent peu de commentaires car les exemptions accordées sont toutes fort légitimes.

Rien de plus normal que de dispenser les incapables.

Rien de plus humain, afin de ne pas désorganiser les foyers, de ne jamais convoquer les femmes mariées et d'exempter les soutiens de famille du service obligatoire de travail.

### *Les sursis.*

Des sursis sont accordés pour le service obligatoire de travail aux étudiants, aux prisonniers et aux malades ainsi que le spécifie l'article 7.

Art. 7 : « Un sursis d'appel conformément à l'art. 4 a) sera accordé :

- a) à toute personne établissant qu'elle fréquente une école secondaire ou d'enseignement supérieur. Le sursis s'étend jusqu'à l'âge de 24 ans révolus pour les personnes fréquentant les écoles secondaires et jusqu'à l'âge de 28 ans révolus pour les personnes fréquentant les écoles supérieures ;
- b) à toute personne purgeant une peine d'emprisonnement jusqu'à sa libération...
- c) aux malades et aux convalescents. »

### *Le rachat.*

La nouvelle loi porte atteinte au principe de « la personnalité de la prestation » établi par la loi du 5 juin 1920 qui interdisait toute substitution dans le service obligatoire de travail. L'article 8 de la nouvelle loi permet le rachat dans les conditions suivantes :

Art. 8 : « En principe tout assujetti au travail obligatoire est tenu d'effectuer en personne la prestation de travail. Toutefois, le rachat d'un pourcentage déterminé d'assujettis est permis dans les cas visés à l'art. 4 a) ; les dispositions détaillées seront rendues par voie de règlement spécial approuvé par le conseil des ministres.

L'indemnité de rachat est déterminée proportionnellement au salaire moyen et à la situation matérielle de l'intéressé. »

Nous étudierons d'ailleurs dans le chapitre suivant l'évolution de l'article 8.

### *Lieu de la prestation.*

Art. 9 : « Les prestations de travail ont lieu séparément par sexe ; les hommes les effectuent dans le département, les femmes au lieu de leur domicile respectif. »

La rédaction de cet article manque de clarté et de précision, car l'application de la loi a permis l'affectation des hommes en dehors de leur département pour exécuter leur prestation de travail.

La localisation dans le département ne doit concerner que les prestations temporaires au profit des communes.

## II. — Organisation

L'organisation administrative du service obligatoire de travail fait l'objet d'un chapitre spécial.

L'ossature des services était constituée par :

### *Une direction générale :*

Art. 10 : « Une direction générale du travail obligatoire ayant à sa tête un directeur général sera instituée au ministère des Travaux Publics en vue d'élaborer un plan général d'exécution des tra-

vaux techniques et économiques et d'assurer la bonne application et la juste interprétation des dispositions de la loi. »

*Un conseil supérieur du travail obligatoire :*

Art. 11 : « Un conseil supérieur du travail obligatoire composé du directeur, des secrétaires généraux des ministères et de trois membres permanents est institué auprès de la direction. Les trois membres permanents prendront, sous la direction du directeur général, toutes mesures nécessaires en vue de l'application des décisions du conseil supérieur. »

*Dans chaque département :*

*Un conseil départemental et un bureau départemental du travail obligatoire.*

Art. 12 : « Auprès de chaque bureau départemental sera institué un conseil départemental du travail obligatoire qui se composera du préfet, de l'ingénieur départemental, du président ou d'un membre de la commission permanente départementale, de l'agronome départemental et de l'inspecteur du travail en vue de diriger les travaux techniques et les travaux d'exploration dans les diverses écoles professionnelles et entreprises agricoles mises au service du travail obligatoire.

Ce conseil statuera sur toutes les questions concernant le travail obligatoire dans les départements, fixera les travaux et entreprises, né-

cessitant l'engagement de main-d'œuvre, le nombre d'ouvriers nécessaires, etc... Le plan général d'emploi des personnes assujetties au travail obligatoire sera soumis à l'approbation de la direction du travail qui exercera le contrôle suprême sur son exécution. »

Art. 13 : « Un bureau départemental du travail qui dirigera également les écoles professionnelles, entreprises agricoles et travaux techniques dans le département est chargé de l'exécution des décisions prises par le conseil départemental de travail dans chaque département administratif. »

Le détail du service de la direction et de ses organes devait être réglementé par voie de règlements spéciaux.

Telle était l'armature des services administratifs de l'institution dont le premier directeur général fut M. Stoyanoff.

### III. — *Dispositions pénales*

L'énumération minutieuse des sanctions pénales permet de constater que les mesures les plus rigoureuses avaient été prises dès l'origine pour donner au service obligatoire de travail le caractère d'une institution fondamentale.

#### *Peines sanctionnant les infractions des assujettis.*

Art. 17 : « Quiconque par fraude se soustrait ou tente de se soustraire au service obligatoire ou est

convaincu de recel est passible *de 2 ans de prison au plus.* »

Art. 18 : « Quiconque sciemment et quelles que soient ses raisons se dérobe au service du travail obligatoire est passible, les hommes jusqu'à l'âge de 40 ans révolus, et les filles jusqu'à l'âge de 30 ans révolus s'ils sont aptes au travail obligatoire réglementaire, d'une amende de 500 à 3.000 leva et doit en outre effectuer le service dû ; les hommes âgés de 40 ans révolus et les filles âgées de 30 ans révolus seront punis d'une peine de prison de 3 ans au plus et du retrait des droits visés à l'art. 30, alinéas 1, 2 et 3 du Code pénal. Est passible d'une peine d'emprisonnement d'un an au moins, quiconque a changé de nationalité avant d'avoir effectué le service obligatoire de travail. Quiconque se soustrait au travail obligatoire après avoir commencé à l'effectuer est passible des peines suivantes :

a) pour une absence de 5 jours, d'une peine disciplinaire ;

b) pour une absence de 5 à 10 jours, un an au plus de prison ;

c) pour une absence de plus de 10 jours, un an au moins de prison ;

Quiconque ne se présente pas au service obligatoire de travail à l'époque fixée est passible :

a) pour un retard de 3 jours d'une peine disciplinaire ;

b) pour un retard de 4 jours et plus, d'une peine d'emprisonnement. »

Art. 19 : « Quiconque se mutile ou se rend, de toute autre manière, inapte au travail obligatoire est passible d'une réclusion d'un an au moins. »

*Peines sanctionnant les fautes des fonctionnaires.*

Art. 21 : « Toute personne appartenant aux services officiels qui fournira de faux renseignements sur la situation de fortune de l'assujetti et de sa famille ou sur sa santé, ou préparera sciemment des listes d'appels incomplètes ou inexactes, ou tolérera les substitutions de tiers aux personnes appelées sera passible d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans. »

Le barème des peines paraît fort élevé tant en ce qui concerne les assujettis que les fonctionnaires du service.

En frappant les esprits par ces mesures inflexibles le Gouvernement bulgare voulait éviter les difficultés et le flottement de la mise en vigueur de la loi.

D'autre part, sage précaution, l'article 22 précisait que :

« Quiconque par la voie de la presse, par des discours publics ou de toute autre manière incite sciemment à contrevenir aux dispositions de la présente loi est passible de trois ans de réclusion au plus et d'une amende de 5.000 leva au plus. »

La sanction de ce délit de presse n'est pas légère. L'institution était bien défendue...

IV. — RÈGLEMENTS RELATIFS A L'APPLICATION  
DE LA LOI DU 22 OCTOBRE 1921

Deux règlements intervinrent en 1922, l'un pour préciser l'organisation du service obligatoire de travail, l'autre en vue d'adapter le service obligatoire de travail aux jeunes filles.

I. — *Règlement du 30 octobre 1922, relatif à l'organisation du service de travail.*

Ce règlement, dans son premier chapitre, rappelle le but de l'institution tel que les deux premières lois l'avaient défini.

Le chapitre II traite de la Direction générale en définissant son rôle, et en fixant sa compétence et son champ d'action.

Art. 3 : « La Direction générale dirige le travail technique et économique du service de travail ; elle établit le plan général des travaux projetés et exécute les décisions du conseil des ministres sur l'utilisation des forces de travail et de la production. Elle veille à la bonne application de la loi sur le service de travail et donne les explications nécessaires. »

Vient ensuite un long exposé des droits et obligations respectifs :

a) *du directeur général :*

Art. 7 : « Le directeur général prend les mesures nécessaires en vue de la direction rationnelle

des travailleurs et de l'utilisation de leurs services avec due considération pour les dispositions de la loi relative au service de travail et les décisions prises par le Conseil supérieur de travail en vue des besoins économiques et techniques du pays et des sections des bureaux du travail de district, des fermes, des fabriques, etc... »

Art. 8 : « Les fonctionnaires devant être employés pour le service obligatoire de travail seront nommés par ukase sur proposition du directeur général. »

*b) du Conseil supérieur du travail :*

Art. 12 : « Le Conseil supérieur du travail se réunit en règle générale une fois par mois sur convocation du président. »

Art. 13 : « Il examine les demandes des différents ministères en ce qui concerne les travaux projetés dans leur ressort et établit un plan général en considération de l'importance et de l'étendue des travaux ainsi que de l'ordre dans lequel ils doivent être exécutés. »

Art. 14 : « Il répartit le nombre des ouvriers entre les différents ministères ; il fixe le salaire annuel moyen, les différents travaux qui pourront ou ne pourront être exécutés par les ouvriers et les méthodes d'exécution desdits travaux. »

*c) du Conseil permanent du travail :*

Art. 20 : « Le Conseil permanent du travail se compose du directeur général, de trois membres

permanents et du chef de la section de contrôle du budget. »

Art. 21 : « Le Conseil permanent du travail est chargé :

- 1) d'examiner les questions sur lesquelles il doit être fait un rapport au Conseil supérieur du travail et d'adopter des résolutions à ce sujet ;
- 2) d'examiner les questions qui lui seront soumises par le Conseil supérieur du travail et d'en faire un rapport qui sera présenté au dit Conseil en même temps que les résolutions adoptées ;
- 3) d'établir un projet de budget pour la direction générale du service de travail ;
- 4) d'examiner les services de fonctionnaires nommés par ukase ainsi que les décisions adoptées en ce qui concerne les démissions, les promotions et l'attribution des postes vacants ;
- 5) d'établir un règlement pour les différentes branches du service. »

Le chapitre III rappelle la composition du Conseil départemental et définit à nouveau sa compétence telle que l'avait déjà fait la loi du 22 octobre 1921.

Le règlement consacre enfin de nombreux articles au Bureau départemental du travail.

Après en avoir rappelé le rôle il en détermine :

1) *la composition* :

Art. 33 : « Le Bureau départemental du travail se compose de l'administration du bureau et de quelques groupes de travail, dont le nombre ne peut toutefois excéder le nombre des circonscriptions du département. »

2) *les obligations et les droits :*

Art. 35 : « Le chef du Bureau départemental du travail dirige personnellement le travail de l'ensemble des fonctionnaires et des branches de service du bureau ; il veille à ce que le travail de tous les fonctionnaires se fasse en collaboration efficace et sans conflit, en vue d'atteindre le but de la loi relative au service de travail d'une manière aussi complète que possible. »

Art. 36 : « Il est chargé d'exécuter les décisions prises par le Conseil départemental du travail. »

II. — *Règlement d'administration publique du 8 mars 1922 relatif au service obligatoire de travail des jeunes filles.*

La loi du 22 octobre 1921 imposait aux jeunes filles un service obligatoire de 4 mois au plus.

Un règlement devait intervenir pour fixer les dispositions générales d'application.

Le 8 mars 1922 le règlement dont les dispositions générales étaient calquées sur celles du service régulier des hommes, spécifiait de la façon suivante l'utilisation des jeunes filles :

Art. 5 : « Les jeunes filles accomplissent leur service obligatoire de travail en exécutant des travaux dans les branches suivantes :

- a) l'art culinaire, le lavage, le repassage et en général le ménage ;
- b) l'étude des règles d'hygiène sociale, domesti-

- que et personnelle ; les soins aux malades, la lutte contre les maladies contagieuses ;
- c) la couture, le tricotage, le tissage, la broderie, la chapellerie, la confection des fleurs artificielles et de jouets d'enfants ;
  - d) la dactylographie, la comptabilité, la connaissance générale de l'électro-technique, des téléphones et des télégraphes ;
  - e) la culture des vergers et jardins potagers et l'horticulture décorative dans le but d'embellir les propriétés communales ;
  - f) la conservation des différents produits comestibles ;
  - g) l'élevage des vers à soie, l'horticulture ;
  - h) la plantation des vignes et le reboisement.

Remarque I : Les prestations de travail dans ces branches s'exécutent dans chaque commune conformément aux conditions de lieu et en tenant compte des mesures prises pour cette exécution.

Remarque II : On n'impose pas aux jeunes filles des travaux qui ne leur permettent pas de se nourrir et de passer la nuit chez elles. »

Cette énumération a tout au moins le grand mérite d'ouvrir un large champ d'action à l'activité des jeunes filles bulgares, mais le règlement ne résoud pas le problème de l'affectation.

L'article 2 spécifie que les jeunes filles, si elles le désirent, peuvent ne pas quitter leur toit en accomplissant leur service obligatoire de travail dans leur commune.

Aux communes donc, restait le soin d'utiliser les milliers de jeunes filles appelées : système dont l'application allait soulever de nombreuses difficultés ainsi que nous le verrons dans les pages suivantes.

L'analyse de la loi du 22 octobre 1921 et des deux règlements d'application qui lui firent suite nous a permis de mettre en relief les idées directrices et les fondements du service obligatoire de travail.

La loi du 22 octobre 1921, malgré certaines obscurités dans sa rédaction, constituait la charte du service obligatoire de travail en Bulgarie.

Mais cette loi devait subir certaines modifications que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

---

## CHAPITRE II

### L'EVOLUTION DE LA LOI

---

La loi du 22 octobre 1921 par suite de certaines difficultés d'application et sous l'influence des partis politiques bourgeois dut subir des modifications.

Les plus importantes devaient aboutir en 1923 à la suppression du service de travail pour les jeunes filles et à l'étendue de la possibilité du rachat pour le service régulier des hommes.

#### I. — LOI DU 15 JUIN 1923 SUPPRIMANT LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL POUR LES JEUNES FILLES

L'affectation des jeunes filles, dès l'origine, avait provoqué de grosses difficultés.

Comment les communes allaient-elles pouvoir utiliser ces jeunes filles ?

Le Gouvernement bulgare comprenant qu'il était impossible de les occuper dans les communes pendant quatre mois, décida de commencer l'expérience en con-

voquant les jeunes filles d'origine bourgeoise, habitant Sofia.

L'application de l'institution aux jeunes filles prenait dans l'esprit du Gouvernement bulgare une grande importance car celui-ci tenait à prouver au monde entier que cette convocation n'avait pas été établie dans le but hypocrite de masquer le véritable caractère du service obligatoire de travail.

Pour ces raisons, en mai 1922, le Gouvernement bulgare convoquait trois cents jeunes filles pour accomplir leur service obligatoire de travail.

Sur 3.000 inscrites, on avait dû faire une importante sélection car, à l'encontre de ce que le Gouvernement avait supposé, un nombre insignifiant de prestataires avaient eu recours au rachat.

Les trois cents jeunes filles retenues furent réparties, à titre d'auxiliaires, dans différents ministères et affectées suivant leurs aptitudes.

Malgré leur bonne volonté, les prestataires, durant ce bref stage de quatre mois, ne pouvaient guère fournir de travail très productif.

D'autre part, en admettant que ce système de recrutement d'employées temporaires ne provoque pas par son instabilité un flottement dans les services, le débouché obtenu était bien insuffisant.

Car pour généraliser l'institution il ne s'agissait pas d'utiliser 300 jeunes filles mais 35.000 environ.

Devant de telles difficultés, le Gouvernement bulgare reconnaissant l'impossibilité d'appliquer la loi aux jeunes filles décida par la loi du 15 juin 1923 de les dispenser du service obligatoire de travail.

## II. — RÈGLEMENT DU 9 MAI 1924 SUR L'UTILISATION POUR LES BESOINS DES COMMUNES DU TRAVAIL DES PRESTATAIRES RÉGULIERS DU SERVICE DE TRAVAIL.

En mai 1924, un règlement intervenait pour permettre aux communes l'utilisation des « troudivaks (1) réguliers pour les besoins de l'économie publique et à des fins d'intérêt public ».

Mais cette possibilité n'était autorisée que sous certaines conditions :

1) Les besoins de l'Etat priment tous les autres.

Art. 2 : « Les prestataires du service de travail ne sont mis à la disposition des communes que si une fois les besoins de l'Etat satisfaits, il reste de la main-d'œuvre disponible. »

2) Les travaux entrepris devront être conformes à l'esprit de l'institution.

Art. 11 : « Les prestataires n'exécuteront que les travaux d'intérêt économique prévus à l'art. 3 de la loi sur le service obligatoire de travail. »

En principe, sont mis à la disposition des communes les prestataires appartenant à la commune intéressée.

Mais l'article 4 fondé sur le même principe que l'article 2 prévoit que « toutefois si les besoins de l'Etat exigent que ces prestataires soient employés ailleurs, il sera mis à la disposition des communes, à leur place,

---

(1) Du mot bulgare « troudiv » : travail.

des prestataires d'autres communes et d'autres arrondissements du département ».

D'autre part, l'article 8 spécifie que « la période de travail des prestataires dans une commune au cours d'une année ne peut être supérieure à six mois, ni inférieure à deux mois ».

Le paiement des salaires et des frais d'entretien des prestataires fait l'objet d'une réglementation minutieuse.

Art. 7 : « En même temps qu'elle demande des prestataires, la commune doit s'engager à payer le salaire établi pour les prestataires, ainsi que les dépenses de leurs chefs de groupe (fonctionnaires de l'Etat) pour leur nourriture, leurs vêtements et chaussures, leurs objets d'équipement, etc... à des tarifs fixés par la Direction générale. »

Art. 10 : « La commune paie pour les prestataires ainsi mis à sa disposition :

- a) la moitié de la somme totale (frais et salaires) pour la période pendant laquelle les prestataires sont mis à sa disposition, aussitôt que la commune est informée que des prestataires sont mis à sa disposition. Les prestataires ne se présentent dans la commune que lorsque le bureau est en possession de la somme. Cette somme est portée en recette dans les livres du bureau du travail départemental.
- b) L'autre moitié, après la clôture des comptes dans un délai qui n'excédera en aucun cas un mois après la clôture des travaux. »

Le règlement se termine par des recommandations faites aux communes en vue de veiller au bien-être des prestataires et à l'application des règles d'hygiène les plus strictes.

Art. 14 : « Le local des prestataires doit être sain et assez vaste pour que leurs lits puissent commodément y être disposés. »

Art. 17 : « Chaque mercredi et chaque samedi, après le repas de midi, les prestataires ont leur temps libre pour laver leurs vêtements et pour se rendre aux réunions organisées par leurs chefs. »

### III. — LE RACHAT

Nous savons que la première loi du 5 juin 1920 sur le service obligatoire de travail affirmait que la prestation de travail devait être personnelle et qu'aucune substitution ne pouvait être tolérée.

Ce principe allait, par la suite, subir de nombreuses atteintes.

Dès la seconde loi du 22 octobre 1921, l'article 8 établissait de la façon suivante la possibilité de rachat en ce qui concernait le service régulier de travail : « En principe tout assujetti au travail obligatoire est tenu d'effectuer en personne la prestation de travail. Toutefois, le rachat d'un pourcentage déterminé d'assujettis est permis dans les cas visés à l'article 4 a) ; les dispositions détaillées seront rendues par voie de règlement spécial approuvé par le conseil des ministres.

L'indemnité de rachat est déterminée proportionnellement au salaire moyen et à la situation matérielle de l'intéressé. »

Première atteinte à la loi du 5 juin 1920 : le rachat devenait possible dans les conditions arrêtées par un règlement d'administration publique du 25 novembre 1921.

Le pourcentage du nombre de « trouдовaks » pouvant se racheter est fixé dans ce règlement à 20% (art. 1).

Donc, le cinquième d'un contingent a la possibilité de se racheter en versant une somme qui est calculée d'après le salaire moyen d'un ouvrier pendant l'année et la situation de fortune de l'intéressé et de ses parents (art. 2).

Chaque intéressé, s'il veut se racheter, doit faire une demande annexée à des états permettant d'estimer sa situation de fortune et celle de ses parents.

Au reçu de la demande, après vérification des documents, le conseil départemental fixe la somme du rachat calculée sur 240 jours.

Puis les intéressés sont informés du montant du rachat fixé par le conseil départemental du service obligatoire de travail.

L'article 5 spécifie que « cette somme ne peut jamais être inférieure à 12.000 ni supérieure à 48.000 leva et que le montant fixé pour le rachat est définitif ».

La demande de rachat devant être faite entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> février de l'année pendant laquelle le prestataire doit être appelé, la somme de rachat doit être versée en une fois, avant le 10 mars, à la Banque Nationale de Bulgarie.

« Si la somme n'était pas versée à la date susdite, la

conséquence en serait l'annulation du droit de rachat et l'accomplissement de la prestation de travail sur la base générale. » (art. 6).

Muni de la quittance de versement, l'intéressé reçoit un congé de libération et son nom figure sur la liste des prestataires rachetés, publiée par le bureau départemental du service obligatoire de travail.

Telles étaient les principales conditions de rachat fixées par le règlement du 25 novembre 1921.

Elles permettaient déjà à un grand nombre d'appelés d'échapper à la loi ; cependant un arrêté du ministre des Travaux Publics en date du 6 mars 1924 vint modifier le règlement d'application de l'article 8 en facilitant à nouveau la possibilité de rachat.

En effet l'article 3 de cet arrêt précisait que « le rachat peut avoir lieu à toute époque de l'année ainsi que pendant l'accomplissement du service obligatoire ».

Et l'article 4 spécifiait en outre que « la somme afférente à la période de service accomplie est déduite de la somme totale fixée pour 240 jours ».

Cette réglementation permettant de se racheter en cours de service n'apparaît pas très heureuse car, outre qu'elle multiplie les demandes de rachat, elle ne permet plus de disposer d'un effectif constant de travailleurs.

D'autre part, l'article 5 réduisant la somme de rachat en la limitant entre 9.000 et 32.000 leva facilitait encore les demandes de rachat.

La législation du rachat, sous l'influence des Gouvernements bourgeois, a quelque peu déformé l'institution du service obligatoire de travail de caractère essentiellement démocratique à son origine.

---

## CHAPITRE III

### L'APPLICATION DE LA LOI

---

#### I. — LE RECRUTEMENT DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

Depuis la création du service obligatoire de travail, les opérations du recrutement des prestataires se déroulent sans incident grâce au soin apporté par la Direction générale à veiller au bon fonctionnement de l'institution.

Chaque année, les noms des jeunes gens devant se présenter pour accomplir leur service sont relevés ; puis, après l'élimination des soutiens de famille, des exemptés définitifs ou provisoires pour raison de santé, déterminés par la visite médicale, ainsi que des hommes détournés pour des causes prévues dans la loi, la liste des « déclarés aptes » au service obligatoire de travail est établie.

Les statistiques officielles, publiées chaque année, résumant en quelques chiffres les résultats des opérations effectuées en vue du recrutement des prestataires réguliers et en un simple coup d'œil il est facile de juger de leur importance (voir tableau I).

Après avoir retranché de cette première liste les hom-

TABLEAU I

## Nombre de jeunes gens régulièrement présentés pour le service obligatoire de travail

| Recrutement | Déclarés<br>après | Ajournés<br>temporaires | Exemptés<br>(Art. 5<br>de la loi) | Exemptés<br>autres causes | Total  | Dont         |                                                    |
|-------------|-------------------|-------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--------|--------------|----------------------------------------------------|
|             |                   |                         |                                   |                           |        | de la classe | ajournés et non<br>présentés mais<br>non détournés |
| 1928 .....  | 45,523            | 23,499                  | 8,581                             | 2,983                     | 80,586 | 52,791       | 24,437                                             |
| % .....     | 56,5              | 29,2                    | 10,6                              | 3,7                       |        | 65,5         | 30,4                                               |
| 1927 .....  | 44,473            | 22,887                  | 8,846                             | 3,078                     | 79,284 | 54,247       | 20,865                                             |
| % .....     | 56,1              | 28,9                    | 11,1                              | 3,9                       |        | 68,4         | 26,3                                               |
| 1926 .....  | 42,415            | 18,391                  | 8,545                             | 2,746                     | 72,097 | 53,903       | 13,950                                             |
| % .....     | 58,8              | 25,5                    | 11,9                              | 3,8                       |        | 74,8         | 19,3                                               |
| 1925 .....  | 44,629            | 12,776                  | 9,499                             | 1,441                     | 68,345 | 52,904       | 11,726                                             |
| % .....     | 68,3              | 18,7                    | 13,9                              | 2,1                       |        | 77,4         | 17,2                                               |
| 1924 .....  | 41,101            | 10,637                  | 9,209                             | 1,458                     | 62,405 | 49,790       | 10,868                                             |
| % .....     | 65,9              | 17,0                    | 14,8                              | 2,3                       |        | 79,8         | 17,4                                               |
| 1923 .....  | 50,992            | 9,831                   | 8,470                             | 1,459                     | 70,752 | 52,631       | 14,849                                             |
| % .....     | 72,1              | 13,9                    | 12,0                              | 2,0                       |        | 74,4         | 21,0                                               |
| 1922 .....  | 47,074            | 12,194                  | 5,898                             | 1,413                     | 66,579 | 46,252       | 16,532                                             |
| % .....     | 70,7              | 18,3                    | 8,9                               | 2,1                       |        | 69,5         | 24,8                                               |
| 1921 .....  | 49,296            | 12,397                  | 2,250                             |                           | 63,943 | 44,856       | 17,257                                             |
| % .....     | 77,1              | 19,4                    | 3,5                               |                           |        | 70,1         | 27,0                                               |

mes qui se sont rachetés dans les conditions définies par la loi, le Gouvernement bulgare fixe le nombre de sujets devant être appelés à accomplir leur service à l'époque désignée.

Car une limitation des effectifs d'un contingent s'impose pour plusieurs raisons : outre l'obligation formulée par l'Entente de ne pas convoquer simultanément et au cours d'une même année plus de 30 % des jeunes gens du même âge, les besoins de l'Etat et les frais d'installation et d'entretien des « troudovaks » sont des facteurs à considérer.

En effet, avant d'arrêter définitivement les effectifs d'un contingent à convoquer à une époque déterminée, la Direction du service obligatoire de travail doit tenir compte de l'importance et de la durée des travaux en cours ou projetés ainsi que du personnel nécessaire à la bonne marche des fabriques et des exploitations.

D'autre part, il importe de disposer de locaux suffisants pour abriter des milliers d'hommes et surtout que les frais d'entretien des travailleurs ne soient pas supérieurs dans l'ensemble à la valeur des travaux réalisés. Car lorsqu'une institution comme celle du service obligatoire de travail a principalement pour but d'accélérer le redressement économique du pays, il faut veiller à ce que les frais occasionnés ne constituent pas une charge trop lourde pour le budget. En résumé, il est nécessaire qu'il y ait suffisamment de travail pour les prestataires réguliers afin que l'Etat ne les nourrisse pas pour ne rien faire.

Tels sont les principes qui ont été suivis par le gouvernement bulgare dans la détermination de l'importance de chaque contingent de « troudovaks ».

## II. — LES EFFECTIFS

En avril 1921, la Direction générale du service obligatoire de travail leva un premier contingent de 750 « troudovaks » qui furent aussitôt employés pour la construction de la route autour de Sofia : Boyana-Kniajevo-Gorna Bania-Souhodol-Filipovtsi.

Poursuivant sa tentative la Direction générale convoqua ainsi 10.750 prestataires durant l'année 1921 et l'institution prenant de l'ampleur, les années 1922 et 1923 virent près de 30.000 travailleurs. Cependant les années suivantes, un grand nombre d'assujettis ayant profité de l'extension de la possibilité du rachat, les contingents s'affaiblirent dans de notables proportions, tout en demeurant fort importants.

D'ailleurs, le tableau suivant permet de suivre de façon précise l'évolution numérique des effectifs entre 1921 et 1930 :

| Années     | Nombre<br>de « troudovaks » |
|------------|-----------------------------|
| 1921 ..... | 10.750                      |
| 1922 ..... | 28.000                      |
| 1923 ..... | 28.754                      |
| 1924 ..... | 16.100                      |
| 1925 ..... | 16.000                      |
| 1926 ..... | 14.452                      |
| 1927 ..... | 16.365                      |
| 1928 ..... | 16.085                      |
| 1929 ..... | 18.690                      |
| 1930 ..... | 19.380                      |
| 1931 ..... | 19.000                      |
| 1932 ..... | 20.700                      |

En douze années près de 225.000 hommes ont été soumis au service obligatoire de travail, chiffre imposant qui prouve par lui-même que l'institution bulgare n'a pas été une simple tentative sans lendemain.

Cependant, il importe de remarquer pour la sincérité des faits, que les chiffres figurant dans les statistiques officielles ne correspondent pas toujours à la réalité. En effet, durant les premières années, l'assujetti avait la possibilité d'accomplir ses huit mois de prestation en deux ou trois périodes ce qui pouvait provoquer des erreurs dans les relevés d'incorporation.

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que l'institution du service obligatoire de travail a fourni au pays une main-d'œuvre des plus importantes.

### III. — AFFECTATION DES « TROUDOVAKS »

Les prestataires réguliers peuvent être mis à la disposition des différents ministères, de la Direction générale ou même des communes.

Si l'on se reporte aux statistiques de la Direction générale, on peut se rendre compte que, chaque année, les ministères des Chemins de fer et des Travaux Publics sont les grands bénéficiaires de l'institution, alors que le ministère de la Guerre ne se voit attribuer qu'un nombre infime de prestataires.

Le tableau de répartition des « troudivaks » permet de juger par comparaison de l'importance de la main-d'œuvre réservée à la réalisation des voies ferrées et à la construction des routes (voir tableau II).

TABLEAU II

## Répartition des « troudovaks » par années et Ministères

| Affectation                                                    | 1921   | 1922   | 1923   | 1924   | 1925   | 1926   | 1927   | 1928   | 1929   | 1930   | 1931   |
|----------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Ministère des chemins de fer et des ports . .                  | 2 620  | 6 688  | 5 570  | 5 400  | 5 200  | 4 500  | 3 500  | 2 400  | 1 400  | 1 000  | 1 400  |
| Ministère des T. P. chaussées et voiries.                      | 2 270  | 14 272 | 14 500 | 6 400  | 6 550  | 5 000  | 9 550  | 10 000 | 11 200 | 14 050 | 10 850 |
| Ministère de l'Agriculture et des Domaines                     | 2 400  | 513    | 450    | 397    | 400    | 490    | 465    | 615    | 340    | 440    | 400    |
| Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail . . . . .  | 200    | 833    | 910    | —      | —      | —      | —      | —      | —      | 100    | —      |
| Ministère de la Guerre                                         | 405    | —      | —      | —      | —      | —      | —      | 600    | 1 550  | 1 810  | 1 880  |
| Direction générale du service obligatoire de travail . . . . . | 2 405  | 5 456  | 7 324  | 3 903  | 3 750  | 3 250  | 2 750  | 2 370  | 4 400  | 4 820  | 4 370  |
| Divers autres établissements publics . . .                     | 750    | 538    | —      | —      | 100    | 1 212  | 400    | 100    | 400    | 160    | 100    |
|                                                                | 10 750 | 28 000 | 28 754 | 16 100 | 16 000 | 14 452 | 16 365 | 16 085 | 18 690 | 19 380 | 19 000 |

D'autre part, la Direction générale utilise régulièrement des milliers de prestataires qu'elle répartit suivant leur capacité dans les « tchétras » de production, les ateliers ou les domaines dont elle a la direction.

Les « tchétras » de production représentent les groupes constitués par les hommes spécialisés dans un métier, dont on utilise les compétences pour permettre à la collectivité des prestataires de se subvenir à elle-même. Ainsi, dès leur arrivée au service les cuisiniers, bouchers, boulangers, cordonniers, etc... sont affectés dans leur spécialité et ont pour mission de pourvoir aux besoins de leurs camarades. -

L'affectation des « troudovaks » se fait donc dans des conditions logiques en tenant compte des capacités de chacun et en utilisant dans l'intérêt de la communauté l'expérience et les aptitudes professionnelles des ouvriers déjà spécialisés.

#### IV. — L'ENTRETIEN DES « TRODOVAKS »

Une fois incorporés, les prestataires réguliers sont à la charge de l'Etat qui leur doit logement, nourriture et équipement.

Centralisés à jour fixe dans des bâtiments (1) susceptibles de recevoir les milliers d'hommes constituant le contingent appelé, les « troudovaks » avant d'être répartis sur les chantiers ou dans les ateliers, reçoivent un équipement complet et en particulier un uniforme

---

(1) Les anciennes casernes sont utilisées dans ce but.

très simple composé d'une vareuse, d'une culotte avec bandes molletières et d'une casquette.

Les travailleurs sont ensuite amenés sur les chantiers avec leur équipement et sont alors répartis par groupe soit dans des baraquements, soit sous des tentes car bien souvent les camps de travail ne sont que provisoires et appelés à disparaître suivant la nature des travaux à entreprendre.

Cependant, en tous cas, les camps sont installés avec le plus grand soin et les chefs doivent veiller à l'application des règles d'hygiène et à la bonne qualité de la nourriture distribuée aux prestataires.

---

## CHAPITRE IV

# LES RESULTATS DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

---

### I. — NOMBRE ET VALEUR DES JOURNÉES DE TRAVAIL FOURNIES

Nous avons remarqué dans le chapitre précédent que les chiffres représentant les effectifs des prestataires réguliers n'étaient pas rigoureusement exacts et pouvaient donner lieu à certaines erreurs.

En outre, si l'on spécifie qu'en deux années, 1921 et 1922, sur un total de 38.000 hommes devant être assujettis au service obligatoire de travail pour la durée légale, 21.400 travailleurs ont été libérés après trois mois de présence, on déduit que seul le nombre de journées de huit heures de travail fournies par les « trourovaks » peut constituer un élément certain.

Les statistiques officielles relèvent chaque année, le nombre de journées de travail fournies en faisant une distinction entre les journées consacrées à la construction des routes et voies ferrées d'une part et à divers travaux et aux domaines de l'Etat d'autre part (voir tableau III).

TABLEAU III

**Nombre et valeur des journées de travail fournies  
par les « troudovaks »**

| Années     | Nombre de journées de travail fournies        |                             |            | Valeur totale<br>des journées<br>de travail (leva) |
|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------|------------|----------------------------------------------------|
|            | Construction<br>de routes<br>et voies ferrées | Autres travaux<br>de l'État | Total      |                                                    |
| 1922.....  | 2.271.579                                     | 322.131                     | 2.593.710  | 77.811.210 (1)                                     |
| 1923.....  | 1.345.936                                     | 191.069                     | 1.537.005  | 93.940.134                                         |
| 1924.....  | 1.055.789                                     | 112.909                     | 1.168.698  | 66.058.916                                         |
| 1925.....  | 962.361                                       | 151.473                     | 1.113.834  | 75.111.237                                         |
| 1926.....  | 710.835                                       | 201.225                     | 912.060    | 68.083.877                                         |
| 1927.....  | 1.336.980                                     | 234.820                     | 1.571.800  | 135.450.983                                        |
| 1928.....  | 1.310.178                                     | 214.299                     | 1.524.477  | 142.075.936                                        |
| 1929.....  | 1.310.166                                     | 158.553                     | 1.468.719  | 154.381.307                                        |
| 1930.....  | 1.261.359                                     | 190.317                     | 1.451.676  | 142.082.059                                        |
| 1931.....  | 1.236.346                                     | 167.893                     | 1.404.239  | 131.858.836                                        |
| Total..... | 12.801.529                                    | 1.844.689                   | 14.646.215 | 1.086.854.595                                      |

(1) Cette somme, reçue de différentes administrations par la Direction, correspond à 2.593 710 journées à 30 leva.

Il apparaît aussitôt à la lecture de ce tableau que l'effort fourni pour améliorer les moyens de communication est considérable étant donné qu'en dix années, sur un total approximatif de 14 millions et demi de journées de travail, plus de 12 millions et demi ont été consacrées à la construction des routes et des voies ferrées.

Les statistiques se complètent par une colonne réservée à l'établissement de la valeur totale des journées de travail, mais le fait, pour ce calcul, d'attribuer une valeur conventionnelle à la main-d'œuvre gratuite fournie par le service obligatoire de travail enlève toute

précision à ces chiffres qui ne représentent qu'une évaluation toute approximative et arbitraire.

Néanmoins, le relevé du nombre de journées de travail fournies suffit amplement à prouver l'importance de l'institution bulgare.

## II. — TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR L'ÉTAT

### 1) *Les routes*

Dès sa création, le service obligatoire de travail a été utilisé en vue d'améliorer le réseau routier qui se trouvait au lendemain de la guerre mondiale en très mauvais état.

Dans ce but, la grande majorité des travailleurs eurent pour tâche d'entreprendre des terrassements et des empièvements de routes ainsi que la construction de ponts et de murs de soutènement.

Les statistiques officielles résument, par catégorie, l'importance des travaux effectués et donnent un aperçu des efforts productifs fournis par les « troudivaks » (voir tableau IV).

L'institution du service obligatoire de travail a eu sans aucun doute le grand intérêt de permettre la réalisation de voies nouvelles et l'amélioration générale du réseau routier : travaux indispensables à l'extension des relations commerciales. Et pour appuyer cette affirmation par des faits certains, il suffit de consulter les états comparatifs des années 1921 et 1930, relatifs à la nomenclature des routes existantes et en construction, ainsi

TABLEAU IV

## Construction de routes

| Nature des travaux                              | 1922       |  |  |  |  | 1923       |  |  |  |  | 1924       |  |  |  |  | 1925       |  |  |  |  | 1926       |  |  |  |  |
|-------------------------------------------------|------------|--|--|--|--|------------|--|--|--|--|------------|--|--|--|--|------------|--|--|--|--|------------|--|--|--|--|
|                                                 | mètres     |  |  |  |  | nb.        |  |  |  |  | mètres     |  |  |  |  | nb.        |  |  |  |  | mètres     |  |  |  |  |
| Terrassement de nouvelles routes.....           | 512 000    |  |  |  |  | 281 600    |  |  |  |  | 175 240    |  |  |  |  | 213 318    |  |  |  |  | 452 000    |  |  |  |  |
| Empierrement de nouvelles routes.....           | 192 000    |  |  |  |  | 418 682    |  |  |  |  | 158 678    |  |  |  |  | 108 390    |  |  |  |  | 108 000    |  |  |  |  |
| Elargissement et réparation de routes.....      | 199 000    |  |  |  |  | 388 792    |  |  |  |  | 187 271    |  |  |  |  | 215 437    |  |  |  |  | 160 000    |  |  |  |  |
| Construction de murs de soutènement.....        | —          |  |  |  |  | 8 478      |  |  |  |  | 3 055      |  |  |  |  | 4 734      |  |  |  |  | 2 446      |  |  |  |  |
| Réparation de murs de soutènement.....          | —          |  |  |  |  | 120        |  |  |  |  | 58         |  |  |  |  | 50         |  |  |  |  | 250        |  |  |  |  |
| Correction de courants d'eau.....               | —          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  |
| Construction de ponts en pierre et bois.....    | nb.        |  |  |  |  | 44         |  |  |  |  | 25         |  |  |  |  | 36         |  |  |  |  | 43         |  |  |  |  |
| Réparation de ponts.....                        | —          |  |  |  |  | 2          |  |  |  |  | 4          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | 3          |  |  |  |  |
| Construction d'aqueducs et conduites d'eau..... | —          |  |  |  |  | 69         |  |  |  |  | 88         |  |  |  |  | 67         |  |  |  |  | 69         |  |  |  |  |
| Réparation d'aqueducs et conduites d'eau.....   | —          |  |  |  |  | 3          |  |  |  |  | 45         |  |  |  |  | 3          |  |  |  |  | 25         |  |  |  |  |
| Fontaines.....                                  | —          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | 4          |  |  |  |  | —          |  |  |  |  | 2          |  |  |  |  |
| Nombre de journées de huit heures fournies..    | 1 530 534  |  |  |  |  | 906 473    |  |  |  |  | 591 946    |  |  |  |  | 534 356    |  |  |  |  | 376 097    |  |  |  |  |
| Valeur totale des travaux.....                  | 45 945 930 |  |  |  |  | 56 736 686 |  |  |  |  | 37 687 010 |  |  |  |  | 40 718 296 |  |  |  |  | 31 395 665 |  |  |  |  |

## Nature des travaux

| Nature des travaux                              | 1927       |  |  |  |  | 1928        |  |  |  |  | 1929        |  |  |  |  | 1930        |  |  |  |  | 1931        |  |  |  |  |
|-------------------------------------------------|------------|--|--|--|--|-------------|--|--|--|--|-------------|--|--|--|--|-------------|--|--|--|--|-------------|--|--|--|--|
|                                                 | mètres     |  |  |  |  | nb.         |  |  |  |  | mètres      |  |  |  |  | nb.         |  |  |  |  | mètres      |  |  |  |  |
| Terrassement de nouvelles routes.....           | 401 000    |  |  |  |  | 453 564     |  |  |  |  | 453 745     |  |  |  |  | 443 672     |  |  |  |  | 325 785     |  |  |  |  |
| Empierrement de nouvelles routes.....           | 172 391    |  |  |  |  | 161 525     |  |  |  |  | 172 453     |  |  |  |  | 207 486     |  |  |  |  | 163 924     |  |  |  |  |
| Elargissement et réparation de routes.....      | 236 000    |  |  |  |  | 239 704     |  |  |  |  | 405 067     |  |  |  |  | 471 206     |  |  |  |  | 352 956     |  |  |  |  |
| Construction de murs de soutènement.....        | 11 987     |  |  |  |  | 7 564       |  |  |  |  | 8 324       |  |  |  |  | 5 307       |  |  |  |  | 5 412       |  |  |  |  |
| Réparation de murs de soutènement.....          | 3 020      |  |  |  |  | 292         |  |  |  |  | 270         |  |  |  |  | 344         |  |  |  |  | 63          |  |  |  |  |
| Correction de courants d'eau.....               | 1 400      |  |  |  |  | 5 900       |  |  |  |  | 5 880       |  |  |  |  | 2 395       |  |  |  |  | —           |  |  |  |  |
| Construction de ponts en pierre et bois.....    | 409        |  |  |  |  | 51          |  |  |  |  | 49          |  |  |  |  | 48          |  |  |  |  | 66          |  |  |  |  |
| Réparation de ponts.....                        | 7          |  |  |  |  | 24          |  |  |  |  | 44          |  |  |  |  | 14          |  |  |  |  | 19          |  |  |  |  |
| Construction d'aqueducs et conduites d'eau..... | 138        |  |  |  |  | 106         |  |  |  |  | 181         |  |  |  |  | 223         |  |  |  |  | 169         |  |  |  |  |
| Réparation d'aqueducs et conduites d'eau.....   | 48         |  |  |  |  | 42          |  |  |  |  | 67          |  |  |  |  | 39          |  |  |  |  | 30          |  |  |  |  |
| Fontaines.....                                  | —          |  |  |  |  | 11          |  |  |  |  | 44          |  |  |  |  | 3           |  |  |  |  | 21          |  |  |  |  |
| Nombre de journées de huit heures fournies..    | 976 690    |  |  |  |  | 1 076 046   |  |  |  |  | 1 487 781   |  |  |  |  | 1 445 703   |  |  |  |  | 1 054 674   |  |  |  |  |
| Valeur totale des travaux.....                  | 94 352 988 |  |  |  |  | 111 041 560 |  |  |  |  | 131 907 899 |  |  |  |  | 119 072 597 |  |  |  |  | 104 293 666 |  |  |  |  |

que ceux concernant l'état des routes constaté ces mêmes années (voir tableau V).

TABLEAU V

**Nomenclature des routes**

|      |                | Existantes | En construction |
|------|----------------|------------|-----------------|
|      |                | —          | —               |
| 1921 | Etat.....      | 6.658 km.  | 900 km.         |
|      | Communes ..... | 4.140      | 4.802           |
|      | Total.....     | 10.798     | 5.702           |
| 1930 | Etat.....      | 7.548      | 936             |
|      | Communes ..... | 8.598      | 5.553           |
|      | Total.....     | 16.146     | 6.489           |

**État des routes (en km.)**

|        | Routes de l'État |       |         |            | Routes communales |       |         |            |
|--------|------------------|-------|---------|------------|-------------------|-------|---------|------------|
|        | Bon              | Moyen | Mauvais | % Bon état | Bon               | Moyen | Mauvais | % Bon état |
| 1921.. | 2.395            | 2.672 | 1.590   | 35         | 1.392             | 1.589 | 1.160   | 33         |
| 1930.. | 3.963            | 2.138 | 1.447   | 52,5       | 4.955             | 2.427 | 1.216   | 58         |

| Total des routes |       |       |         |            |
|------------------|-------|-------|---------|------------|
|                  | Bon   | Moyen | Mauvais | % Bon état |
| 1921.....        | 3.787 | 4.261 | 2.750   | 35         |
| 1930.....        | 8.918 | 4.565 | 2.663   | 55         |

Le concours apporté par le service obligatoire de travail se traduit, pour une période de neuf années, par la construction de plus de 5.300 kilomètres de routes nou-

velles et par l'amélioration du pourcentage des routes en bon état qui passe pour cette même période de 35 % à 55 %.

Avec de tels résultats se passant de commentaires, l'utilité du service obligatoire de travail ne peut être mise en doute.

## 2) *Les voies ferrées*

Le réseau ferroviaire se trouvait en 1920 dans un tel état de délabrement et d'infériorité que, dès l'origine de l'institution du service obligatoire de travail, de nombreux « troudivaks » reçurent pour mission de procéder tout d'abord à des travaux de réfection, puis d'entreprendre la construction de nouvelles voies.

Les statistiques officielles concernant les différentes catégories de travaux exécutés sur les voies ferrées constituent un témoignage indubitable de l'activité et du rendement des « troudivaks » (voir tableau VI).

D'ailleurs la Direction générale des Chemins de fer et des ports a tenu à rendre hommage au service obligatoire de travail dans son rapport de 1924 : « Le service régulier s'est révélé utile et a permis d'accomplir de grands travaux, surtout si l'on tient compte des conditions et des difficultés financières actuelles. C'est grâce à cette institution que la Direction générale des Chemins de fer a pu organiser l'établissement de quelques lignes de chemins de fer. »

Pour une large part, le service obligatoire de travail a permis à la Bulgarie d'améliorer et d'agrandir son réseau ferroviaire qui se chiffrait en 1911 par 1.931 km. de longueur atteignait en 1930 plus de 2.540 km.

TABLEAU VI

## Construction de voies ferrées

| Nature des travaux                           | 1922       | 1923       | 1924       | 1925       | 1926       |
|----------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Lignes complètement achevées.....            | —          | 2.170      | —          | —          | —          |
| Élargissement de lignes.....                 | —          | 610        | —          | —          | 24.800     |
| Pose de lignes.....                          | —          | —          | 1.400      | 54.484     | 5.100      |
| Terrassement et empierrement.....            | —          | —          | 14.346     | —          | —          |
| Réparations générales.....                   | 184.000    | 54.236     | 81.091     | 84.653     | 47.980     |
| Lignes Decauville.....                       | —          | 72.780     | 90.533     | 15.687     | —          |
| Murs de soutènement.....                     | —          | 750        | 5.960      | —          | —          |
| Construction d'aqueducs et conduites d'eau.. | —          | 748        | 600        | 80         | 580        |
| Réparation d'aqueducs.....                   | —          | 17         | 25         | 43         | 23         |
| Edifices.....                                | —          | —          | 8          | —          | 12         |
| Ponts construits et réparés.....             | —          | —          | 4          | 13         | 13         |
| Quais de gare.....                           | —          | —          | 9          | 7          | 11         |
| Nombre de journées de huit heures fournies.. | 741.045    | 439.463    | 487.462    | 102.703    | 130.350    |
| Valeur totale des travaux.....               | 22.231.350 | 27.722.573 | 23.884.766 | 28.533.930 | 334.738    |
|                                              |            |            |            |            | 23.624.271 |

| Nature des travaux                           | 1927       | 1928       | 1929       | 1930      | 1931       |
|----------------------------------------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| Lignes complètement achevées.....            | —          | —          | —          | —         | —          |
| Élargissement de lignes.....                 | 11.400     | 2.014      | 7.300      | —         | —          |
| Pose de lignes.....                          | 9.800      | 2.340      | —          | —         | 7.074      |
| Terrassement et empierrement.....            | —          | —          | —          | —         | —          |
| Réparations générales.....                   | 46.162     | 26.600     | 17.230     | 15.980    | 24.604     |
| Lignes Decauville.....                       | —          | —          | —          | —         | —          |
| Murs de soutènement.....                     | 17.000     | —          | 3.100      | —         | —          |
| Construction d'aqueducs et conduites d'eau.. | 2.647      | 653        | —          | —         | 20         |
| Réparation d'aqueducs.....                   | 39         | 12         | 1          | —         | 6          |
| Edifices.....                                | —          | —          | —          | —         | —          |
| Ponts construits et réparés.....             | 9          | —          | 1          | —         | —          |
| Quais de gare.....                           | —          | —          | —          | —         | —          |
| Nombre de journées de huit heures fournies.. | 27.826     | 47.530     | 1.000      | 15.750    | 6.619      |
| Valeur totale des travaux.....               | 360.290    | 234.162    | 422.385    | 115.656   | 184.672    |
|                                              | 27.030.140 | 47.662.730 | 40.610.563 | 8.900.697 | 15.007.599 |

Les efforts accomplis par la Direction générale des Chemins de fer sont d'autant plus remarquables, que l'œuvre immense de remise en état et d'amélioration du réseau ainsi que du matériel roulant a été réalisée sans emprunts, avec les seuls crédits alloués au budget et l'appoint considérable de la main-d'œuvre fournie par le service obligatoire de travail.

### III. — TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction générale du service obligatoire de travail est chargée de régir directement des entreprises industrielles de l'Etat dans lesquelles elle emploie des « troudovaks ».

Ces exploitations industrielles de diverses catégories comprennent, en particulier, des fabriques de chaussures, des ateliers de confection de vêtements, des briqueteries et des exploitations forestières. Ces entreprises ont, d'ailleurs, donné de bons résultats alors que celles de pêche, de pisciculture, d'agriculture et d'élevage n'ont pu être exploitées longtemps par suite de l'insuffisance de rendement.

Les entreprises dont les résultats d'exploitation sont les plus satisfaisants figurent au nombre de quatre : une briqueterie aux environs de Sofia, une fabrique de chaussures et de vêtements à Gorna Bania et le domaine forestier de Guénich-Ada (1).

---

(1) *La Bulgarie*, n° du 19 février 1930.

### 1° *Briqueterie*

Cette briqueterie, édifiée aux environs de Sofia, possède une installation moderne avec des machines des plus perfectionnées. L'activité de cette entreprise est des plus intéressantes et la progression de sa production remarquable puisque débutant en 1922 par une production annuelle d'un million de briques, celle-ci s'élevait en 1925 à 4 millions pour atteindre ces dernières années 6 à 8 millions.

L'effectif annuel des « troudovaks » utilisés s'établit environ à la centaine.

### 2° *Fabrique de chaussures à Gorna Bania*

Cette fabrique installée près de Sofia possède une organisation moderne avec un équipement électrique des plus récents. Ouverte en 1924, elle travaille pour les besoins des prestataires et emploie annuellement environ soixante-dix « troudovaks ».

La production est des plus importantes ainsi qu'en témoigne le relevé suivant du 1<sup>er</sup> avril 1928 au 31 mars 1929, période pendant laquelle soixante-dix « troudovaks » ont fourni 12.200 journées de travail :

|        |                                              |
|--------|----------------------------------------------|
| 10.350 | paires de bottes pour prestataires           |
| 357    | — — — civils                                 |
| 9.510  | — — — soldats et gendarmes                   |
| 2.190  | — — — personnel Chemins de fer<br>et Postes. |

### 3° *Atelier pour confection de vêtements à Gorna Bania*

Cet atelier créé à Radomir en 1922 a été transféré aux environs de Sofia en 1924 et donne depuis 1926 des ré-

sultats fort satisfaisants. La production est destinée au personnel du service obligatoire de travail ainsi qu'à celui des Postes et de la Police.

Le tableau suivant dressé pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1928 au 31 mars 1929, période pendant laquelle cent quarante « troudevaks » fournirent 33.860 journées de travail, donne un aperçu de l'importance de la production :

|        |                    |
|--------|--------------------|
| 6.700  | capotes            |
| 8.775  | vestons d'hiver    |
| 12.429 | vestons d'été      |
| 13.545 | pantalons d'hiver  |
| 24.020 | casquettes         |
| 2.750  | tuniques           |
| 2.045  | blouses de travail |
| 1.890  | combinaisons.      |

#### *4° Exploitation forestière de Guénich-Ada*

L'entreprise d'Etat la plus productive semble être l'exploitation forestière de Guénich-Ada, spécialisée dans la fabrication des traverses de chemins de fer, des poteaux télégraphiques, des supports de mine et des bois de construction.

L'entreprise exploite les forêts de Longoza, Kodja-Balkan, Guénich-Ada et Dlgata-Stoka, situées sur le cours inférieur de la rivière Kamtchia au sud de Varna.

L'effectif des prestataires réguliers, fort important chaque année, s'élève à 1.300 hommes environ et l'exploitation produit annuellement environ 250.000 traverses de chemins de fer à voie normale, 50.000 traverses pour voie Decauville, 50.000 poteaux télégraphiques, 90.000 mètres cubes de bois de chauffage et 250.000 mètres cubes de bois de construction.

#### IV. — LE RENDEMENT

##### 1) *Rendement des entreprises*

Il est intéressant, après avoir étudié l'organisation et la production des entreprises d'Etat d'essayer de se faire une idée de leur rendement.

Cette étude est rendue fort délicate par l'introduction dans les calculs d'éléments difficiles à évaluer avec certitude. C'est ainsi que, pour des raisons que nous avons déjà étudiées, l'existence d'une main-d'œuvre gratuite, à elle seule suffit pour donner aux statistiques établies une valeur intrinsèque inexacte puisque l'Administration se voit dans l'obligation d'attribuer à la journée de travail d'un « troudivak » une valeur purement conventionnelle.

D'autre part, au chapitre des recettes figurent le montant des ventes des produits fabriqués pour lesquels l'Etat étant, en général, son propre acheteur se réserve des prix de faveur en des marchés passés dans des conditions toutes spéciales.

##### RENDEMENT DE DEUX ENTREPRISES DU 1<sup>er</sup> AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 1924

| Entreprises                | Nombre<br>de journées<br>affectées à la<br>fabrication | Autres<br>journées<br>(1) | Total  | Production<br>essentielle | Dépenses<br>générales<br>(leva) | Recettes<br>(leva) | Bénéfice<br>net<br>(leva) |
|----------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------|--------|---------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------|
| Briqueterie..              | 21.937                                                 | 6.883                     | 28.842 | 2.911.080                 | 1.266.633                       | 2.802.746          | 1.536.111                 |
| Entreprise<br>forestière.. | 15.348                                                 | 21.672                    | 37.020 | (2)                       | 778.876                         | 1.963.143          | 1.186.269                 |

(1) Journées consacrées aux travaux n'intéressant pas directement la production essentielle tels que : construction de routes, travaux dans les ateliers et bureaux et y compris les journées perdues pour cause de fête, de maladie, etc.

(2) Traverses : 48.373 ; lignes Decauville : 1.236 mètres ; planches : 32 m<sup>3</sup> ; poutres : 52 m<sup>3</sup> ; bois de chauffage : 247 m<sup>3</sup> ; bois de chauffage pour les chantiers : 1.430 m<sup>3</sup> ; charbons de bois : 1.152 kg ; manches de cognées et autres : 1.636.

Néanmoins, ainsi qu'en témoigne le tableau précédent (1) les statistiques officielles sont loin de manquer d'intérêt et permettent d'établir des états comparatifs du rendement d'exploitation de catégories différentes.

## 2) *Rendement et coût d'entretien des « Troudovaks »*

Dans le calcul du rendement des prestataires réguliers, le premier élément à déterminer doit être leur coût d'entretien. L'entretien général d'un « troudovak » qui se chiffrait en 1923 à 27 leva par jour, s'éleva à 32 leva en 1924 pour atteindre 40 et 45 leva les années suivantes.

Les Ministères versaient ainsi en 1925 à la Direction générale 40 à 50 leva par prestataire régulier, sous réserve que jamais ce taux ne pourrait dépasser le salaire moyen d'un journalier. Mais ce dernier salaire variant entre 60 et 70 leva dans l'ensemble du pays, une marge importante permettait ainsi à la main-d'œuvre fournie par le service obligatoire de travail de revenir moins cher à l'Etat que celle des salariés.

Le rendement journalier des prestataires réguliers a fait, d'autre part, l'objet d'études minutieuses dans les bureaux de la Direction générale. C'est ainsi qu'un état statistique basé sur l'ensemble des travaux effectués du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 1924 permet d'établir une comparaison entre le rendement des « troudovaks » utilisés dans deux catégories de travaux :

---

(1) Extrait d'une brochure officielle intitulée : « *Le service obligatoire de travail en Bulgarie* » (Sofia, 1926).

**RENDEMENT JOURNALIER DES « TRODOVAKS »**  
**DANS LA CONSTRUCTION DE ROUTES ET DE VOIES FERRÉES**

| Nature des travaux                                             | Construction de routes                                        | Construction de voies ferrées                                  |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| Terrassement (3 catégories) .                                  | 3 m <sup>3</sup> 26, 2 m <sup>3</sup> , 1 m <sup>3</sup> 30   | 2 m <sup>3</sup> 63, 1 m <sup>3</sup> 97, 0 m <sup>3</sup> 85  |
| Extraction de pierres à casser.                                | 1 m <sup>3</sup> 64                                           | 2 m <sup>3</sup> 04                                            |
| Extraction de cailloux . . . . .                               | 3 m <sup>3</sup> 18                                           | 2 m <sup>3</sup> 49                                            |
| Extraction de sable . . . . .                                  | 2 m <sup>3</sup> 30                                           | 1 m <sup>3</sup> 95                                            |
| Pierres concassées . . . . .                                   | 1 m <sup>3</sup> 08                                           | 0 m <sup>3</sup> 88                                            |
| Transport de terre, pierres,<br>etc., de 20 à 200 mètres . . . | 5 m <sup>3</sup> 20                                           | 5 m <sup>3</sup> 23                                            |
| Maçonnerie sèche (au mortier<br>et au béton) . . . . .         | 1 m <sup>3</sup> 76, 1 m <sup>3</sup> 50                      | 5 m <sup>3</sup> 35, 1 m <sup>3</sup> 10, 0 m <sup>3</sup> 53  |
| Lit de chaussées . . . . .                                     | 33 m <sup>2</sup>                                             | 21 m <sup>2</sup> 88                                           |
| Empierrement . . . . .                                         | 16 m <sup>2</sup> 60, 17 m <sup>2</sup> 40, 67 m <sup>2</sup> | 13 m <sup>2</sup> , 21 m <sup>2</sup> 88, 24 m <sup>2</sup> 36 |

De plus certaines statistiques constatent que l'utilisation des journées de travail consacrées à la construction des voies ferrées s'établit de la façon suivante :

|                                                                    |      |
|--------------------------------------------------------------------|------|
| Travail effectif . . . . .                                         | 66 % |
| Temps perdu pour cause d'intempéries,<br>fêtes, maladies . . . . . | 25 % |
| Service intérieur . . . . .                                        | 4 %  |
| Missions, congés . . . . .                                         | 5 %  |

Bien entendu, ces calculs n'ont qu'une valeur approximative et ne peuvent avoir un caractère de précision mathématique, néanmoins, le rendement des « troudivaks », qui en 1925 était déjà fort satisfaisant, n'a fait que s'accroître depuis cette année grâce à la centralisation des travaux et à une meilleure organisation des bureaux départementaux.

## V. — RÉSULTATS FINANCIERS

Le financement du service obligatoire de travail fut à l'origine assez difficile car, durant la période d'organisation, cette institution se chiffrà au budget de la Direction générale par d'importants déficits.

TABLEAU VII

### Budget de la Direction générale du Service obligatoire de travail

| Années<br>—     | Recettes<br>(leva)<br>— | Dépenses<br>(leva)<br>— | Excédent<br>(leva)<br>— | Déficit<br>(leva)<br>— |
|-----------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------|
| 1920-21 . . . . | 16.465                  | 7.492.313               | —                       | 7.475.848              |
| 1921-22 . . . . | 4.559.573               | 53.268.856              | —                       | 48.709.283             |
| 1922-23 . . . . | 79.694.173              | 177.778.237             | —                       | 98.084.064             |
| 1923-24 . . . . | 150.025.038             | 174.809.356             | —                       | 24.783.318             |
| 1924-25 . . . . | 156.552.532             | 147.384.288             | 9.168.244               | —                      |
| 1925-26 . . . . | 194.535.785             | 182.944.746             | 11.591.039              | —                      |
| 1926-27 . . . . | 162.292.360             | 146.548.629             | 15.743.731              | —                      |
| 1927-28 . . . . | 233.259.382             | 154.388.922             | 78.870.460              | —                      |
| 1928-29 . . . . | 310.365.684             | 164.482.237             | 145.883.447             | —                      |
| 1929-30 . . . . | 370.338.271             | 188.061.303             | 182.276.968             | —                      |
| 1930-31 . . . . | 316.881.174             | 149.413.223             | 117.467.951             | —                      |
| 1931-32 . . . . | 276.532.562             | 173.334.375             | 103.198.187             | —                      |

En effet, de 1920 à 1924 les excédents de dépenses s'élevèrent à près de 180 millions de leva, mais en 1924, pour la première fois, le budget faisait ressortir un excédent de recette de près de 10 millions de leva et depuis cette année les profits n'ont fait qu'augmenter.

Le budget des années 1920 à 1931 tel qu'il figure dans le tableau ci-dessus (VII) fait apparaître l'évolution heureuse des résultats financiers de l'institution.

Au poste des dépenses de ce bilan figurent entre autres éléments l'entretien des « troudivaks » et du Personnel de la Direction générale, les soins médicaux, les appointements, les frais de bureau, l'équipement, l'amortissement du matériel et les frais généraux.

Par contre les recettes sont constituées par la vente de la production, les sommes versées par les Ministères utilisant des prestataires réguliers et le montant total des rachats.

La valeur de la production est difficilement évaluable pour des raisons que nous avons déjà exposées car outre la difficulté de la définir sur des bases purement commerciales il faut tenir compte du fait qu'un grand nombre de travaux réalisés tels que : assèchement des marais, détournement de rivière, etc. ne peut être chiffré même approximativement.

Cependant les statistiques qui établissent une discrimination entre les recettes provenant de la production et celles constituées par les sommes versées par les Ministères et à titre de rachat, prouvent que la production des « troudivaks » augmente chaque année progressivement.

Les sommes versées à titre de rachat constituent un élément appréciable de recettes pour le budget. Grâce à l'extension de cette exemption, le montant des rachats qui avait valu, en 1923, une rentrée de fonds de 5.624.000 leva s'éleva en 1926 à 36.034.000 leva pour atteindre durant l'année 1929-30 la somme importante de 92.800.000 leva.

Ainsi qu'en témoigne le bilan de 1920 à 1930, si pendant quatre années : 1926-27-28-29, les excédents de recettes se sont élevés à plus de 420 millions de leva, il est

juste de remarquer que durant cette même période il fut versé à titre de rachat une somme globale de 265 millions de leva.

Si l'admission du rachat a terni, dans une certaine mesure le caractère démocratique de l'institution il n'en demeure pas moins que cette exemption a permis au budget de la Direction générale du service obligatoire de travail de s'équilibrer dans d'heureuses conditions.

---

## CHAPITRE V

### LE RÔLE SOCIAL

#### DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

---

Après avoir étudié les résultats matériels obtenus, il est intéressant de préciser le rôle social joué par le service obligatoire de travail.

Quelle est l'influence de cette institution sur le peuple bulgare ?

Bien qu'il soit prématuré de porter un jugement définitif, il est cependant permis d'affirmer que, du point de vue social, le service obligatoire de travail n'a donné, jusqu'à ce jour, que d'excellents résultats.

En effet, le service obligatoire de travail a permis d'imposer à la multitude des principes d'hygiène qui bien souvent étaient négligés et surtout d'organiser l'enseignement professionnel tout en développant l'éducation morale de la jeunesse.

#### I. — DÉVELOPPEMENT DES MESURES D'HYGIÈNE

Au point de vue du développement de l'hygiène social le service obligatoire de travail exerce un double rôle : préventif et éducatif.

Rôle préventif, en ce sens qu'il a permis de rétablir, sous une forme différente, un conseil de révision médical que la suppression du service militaire avait fait disparaître. Et la visite médicale très consciencieuse que doivent passer les jeunes Bulgares, avant d'être incorporés dans les équipes de travailleurs, permet de découvrir les sujets atteints de maladies contagieuses, de les isoler et bien souvent de les guérir.

A l'aide des statistiques officielles, il est possible de constater que la plupart des hommes présentés au service obligatoire de travail sont robustes et de saine constitution.

En effet au recrutement de 1928, sur 80.500 hommes présentés, 2.780 seulement ont été exemptés définitivement pour raison de santé, ce qui représente un pourcentage assez faible.

Cependant les ajournés temporaires, après la visite médicale, connaissent exactement leur état de santé et peuvent prendre en connaissance de cause toutes les mesures nécessaires.

Ainsi, l'intérêt de l'institution du service obligatoire de travail se révèle supérieur car bien des malades, en l'absence de visite médicale obligatoire, ignoreraient la gravité de leur cas.

Rôle éducatif : tel est en second lieu l'influence bien-faisante du service obligatoire de travail.

En effet, les prestataires doivent se soumettre aux règles d'hygiène les plus sévères et sur ce point l'institution devient un précieux moyen d'action en vue de fortifier la race.

Astreints à veiller sur la propreté des lieux qui les abritent ainsi qu'à la netteté de leur tenue, les jeunes

Bulgares adoptent rapidement les principes d'une vie saine et hygiénique.

D'autre part, la nourriture abondante et familiale qui est servie aux prestataires permet de supporter vaillamment les efforts qui leur sont demandés et la vie au grand air, loin des débits d'alcool et des salles enfumées, agit sur leur constitution comme un stimulant souvent bienfaisant et salubre.

## II. — DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE

Le service obligatoire de travail a le grand mérite de collaborer puissamment au développement de l'éducation professionnelle tout en mettant à l'honneur les travaux manuels. Apprendre, en particulier, aux intellectuels à se servir de leurs mains pour exécuter les travaux les plus divers, constitue sans aucun doute un objectif des plus intéressants.

Malheureusement, il faut reconnaître que la possibilité du rachat permet difficilement à l'enseignement professionnel de s'introduire dans les milieux intellectuels.

### Profession des jeunes gens déclarés propres au service obligatoire de travail

| Années | Travaux<br>agricoles | Métiers<br>et<br>industries | Communi-<br>cations<br>et<br>transport | Com-<br>merce | Adminis-<br>trations<br>publiques<br>et<br>professions<br>libérales | Travaux<br>domes-<br>tiques | Travail<br>non<br>spécifié<br>comme<br>journalier | Autres<br>pro-<br>fessions | Total<br>des<br>jeunes<br>gens |
|--------|----------------------|-----------------------------|----------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| —      | —                    | —                           | —                                      | —             | —                                                                   | —                           | —                                                 | —                          | —                              |
| 1921.. | 37.759               | 6.346                       | 658                                    | 855           | 1.151                                                               | 42                          | 404                                               | 2.081                      | 49.296                         |
| %      | 76,6                 | 12,9                        | 1,3                                    | 1,7           | 2,4                                                                 | 0,1                         | 0,8                                               | 4,2                        |                                |
| 1928.. | 32.464               | 8.465                       | 558                                    | 875           | 846                                                                 | 10                          | 643                                               | 1.658                      | 45.523                         |
| %      | 71,3                 | 18,6                        | 1,2                                    | 1,9           | 1,9                                                                 | 0,0                         | 1,4                                               | 3,7                        |                                |

En effet, les statistiques officielles ainsi que l'indique le tableau précédent, soulignent le fait que les agriculteurs et les ouvriers forment l'élément le plus important du recrutement.

Néanmoins, même pour les travailleurs manuels, le service obligatoire de travail est d'un vif intérêt.

Les simples manœuvres employés pour la construction des routes et des voies ferrées apprennent à se servir des appareils modernes que l'on met à leur disposition.

D'autre part, les milliers de prestataires qui sont affectés dans des manufactures de vêtements et de souliers, dans des briqueteries ou dans des exploitations forestières, apprennent un métier ou se perfectionnent. Grâce à l'esprit d'émulation et la bonne volonté qui règnent dans les ateliers, les débutants deviennent rapidement de bons ouvriers.

Quant aux prestataires déjà spécialisés, sous la conduite de chefs compétents et bienveillants ils acquièrent durant ce stage de sérieuses qualités professionnelles.

Tenant compte des méthodes nouvelles et des procédés modernes que l'on se fait un devoir de leur inculquer, les travailleurs augmentent leurs connaissances techniques et terminent leur service obligatoire de travail en ayant accru très sensiblement leur valeur professionnelle.

### III. — L'ÉDUCATION MORALE

La valeur morale du service obligatoire de travail est indéniable.

Malgré la possibilité du rachat, le système bulgare

demeure une institution démocratique : ouvriers, agriculteurs, employés de commerce, intellectuels même, vivent côte à côte sans distinction de classe, de rang ou d'éducation. Ecole de démocratie, le service obligatoire de travail constitue ainsi un auxiliaire précieux en vue d'obtenir la cohésion des races et l'unité du peuple bulgare.

D'autre part, le Gouvernement bulgare fournissant un réel effort pour répandre l'instruction primaire dans le peuple, les illettrés du service obligatoire de travail sont régulièrement recensés et font l'objet de mesures spéciales.

Mais, le service obligatoire de travail a d'autres résultats aussi heureux : ainsi que pendant le service militaire se forment si souvent des amitiés loyales et durables, durant leur service de travail les jeunes prestataires, vivant dans une atmosphère de labeur et de camaraderie, voient se développer en eux l'esprit d'entraide et de solidarité.

De plus, l'idée de sacrifice au bien commun en vue d'améliorer l'équipement du pays, devient pour la jeunesse bulgare un principe établi, dépourvu toutefois d'un caractère nationaliste par trop exagéré.

En application de la doctrine solidariste que Léon Bourgeois a si magnifiquement exposée dans des pages demeurées célèbres, le jeune Bulgare, comprenant qu'il doit un tribut à la Société, du fait qu'il profite lui-même de tout ce qui a été créé avant lui, se fait un devoir d'apporter sa quote-part de travail et de réalisation.

Sacrifice au pays, camaraderie et solidarité : telles sont les idées fondamentales que l'institution du service obligatoire de travail permet d'inculquer dans l'esprit de la jeunesse bulgare.

## CHAPITRE VI

### L'ACCUEIL DE L'INSTITUTION DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

---

#### I. — EN BULGARIE

Le service obligatoire de travail a été, en général, fort bien accueilli par la population bulgare.

La jeunesse préfère, sans aucun doute, le régime actuel à l'ancien service militaire obligatoire qui retenait les jeunes soldats dans les casernes, pendant deux ou même trois années, sous un commandement des plus rigides.

Les jeunes Bulgares n'ont certes pas perdu au change : dans une atmosphère de travail et de cordialité, huit mois de prestation s'écoulent rapidement car les travaux entrepris présentent fréquemment le plus vif intérêt. En outre les prestataires ont la possibilité, à l'achèvement des travaux, d'apprécier la valeur et la réalité de leurs efforts et ils ont alors la belle satisfaction d'avoir ainsi contribué efficacement à l'enrichissement du pays et au bien-être de la nation.

Toute la population bénéficiant du travail fourni par les « troudovaks », il est normal que le système de prestations régulières ait été bien accueilli.

Cependant, aux premières années de l'institution, le budget de la Direction générale du travail obligatoire étant déficitaire certaines critiques n'ont pas manqué de se faire entendre. Il était en effet à craindre que les charges imposées par la nouvelle institution ne vissent encore aggraver la situation financière du pays.

Mais dès que le service obligatoire de travail devint une ressource appréciable par suite de la valeur des travaux effectués et de l'importance des sommes versées à titre de rachat, de telles critiques n'avaient plus de raisons de s'élever.

D'autre part, le peuple bulgare ne considéra jamais la loi sur le service obligatoire de travail comme une atteinte à la liberté du travail. Le pays avait besoin de bras pour retrouver son équilibre, le peuple bulgare de tout âge et de tout rang social saurait répondre à l'appel du Gouvernement et prouver au monde entier que le travail sous toutes ses formes ne pouvait le rebuter.

D'ailleurs la presse bulgare est unanime à reconnaître la bonne volonté et l'application des « troudovaks » et le souverain lui-même n'hésite pas à leur exprimer sa satisfaction. En septembre 1931 après avoir complimenté à Titcha un groupe de prestataires armés de pelles et de pioches, le roi Boris s'exprimait ainsi : « Jeunes gens, souvenez-vous toujours que chaque coup de vos pioches et de vos pelles contribue au redressement de la Bulgarie. Notez que c'est dans le travail que réside le salut et le progrès de chaque homme. Soyez toujours travailleurs et de retour dans vos foyers n'oubliez pas que c'est

seulement par le travail que le peuple bulgare s'assurera le bien-être (1).

A l'époque où dans les discours de chefs d'Etat impérialistes il n'est question que d'armements et de conquêtes, ces paroles pacifiques font honneur à leur auteur, ainsi qu'à la nation dont il est le souverain.

## II. — EN AUTRICHE

La création du service obligatoire de travail en Bulgarie n'a pas manqué de soulever en Autriche un vif mouvement d'intérêt et la presse autrichienne a suivi de très près l'évolution de l'institution bulgare en la commentant, en général, très favorablement.

Entre autres publications, le D<sup>r</sup> Lauffer a donné dans « l'Economiste Autrichien » un compte-rendu détaillé sur le service obligatoire de travail. Dans cet article (2), l'auteur fait ressortir le fait que le budget de la Direction Générale du service obligatoire de travail n'est plus en déficit depuis 1924 : trois années ont suffi pour mettre au point une institution aussi hardie dans sa conception que dans sa réalisation. L'exposé bien documenté insiste sur les questions de productivité et de frais généraux, en faisant ressortir l'intérêt pour une nation de disposer d'une main-d'œuvre stable et régulière.

Cependant, l'application du service obligatoire de travail en Autriche n'a jamais été envisagée très sérieusement.

---

(1) *La Bulgarie*, n° du 11 septembre 1931.

(2) Un compte-rendu de cet article a paru dans *La Bulgarie*, n° du 29 avril 1930.

Pour lutter contre l'influence du mouvement hitlérien, le Gouvernement autrichien dépourvu de forces militaires suffisantes, aurait peut-être eu recours à l'institution d'un service militaire déguisé, mais l'autorisation donnée à l'Autriche de renforcer dans de notables proportions les effectifs de sa milice a rendu ce projet absolument inutile.

### III. — EN ALLEMAGNE

C'est, sans aucun doute, en Allemagne que l'institution bulgare a eu le plus grand retentissement.

Dès sa création, de nombreux articles ont exposé les principes du service obligatoire de travail et régulièrement le peuple allemand est tenu au courant des résultats obtenus en Bulgarie.

Entre autres commentaires intéressants, un article paru en mai 1930 dans le « Frankfurter Zeitung » donnait sur le service obligatoire de travail en Bulgarie certains détails des plus précieux. Cette publication prenait d'autant plus de valeur que son auteur M. Helmont Schutz, étudiant en Droit, n'avait pas hésité, avec une trentaine de camarades, à se déplacer de Silésie en Bulgarie et à s'enrôler, par mesure spéciale, dans un contingent de « troudivaks » afin d'étudier sur place l'institution bulgare (1).

Les impressions de M. Schutz, qui pendant deux mois a participé aux travaux entrepris par les prestataires bulgares, sont des plus favorables. Rendant hommage à

---

(1) *La Bulgarie*, n° du 19 mai 1930.

la bonne volonté et à la discipline des « troudivaks » l'auteur n'hésite pas à reconnaître l'importance des travaux réalisés tant sur les routes que sur les voies ferrées et les heureux résultats d'exploitation des Entreprises de la Direction générale.

Enfin M. Schutz, pour terminer cette étude, aborde le point le plus délicat de l'institution, et affirme que le service obligatoire de travail en Bulgarie ne peut être assimilé en aucune façon à un service militaire déguisé : « Nous n'avons trouvé nulle part, dans les dix centres de travail, aucune trace d'exercice militaire, bien que nous nous soyons donné toutes les peines possibles pour en surprendre la manifestation ».

Ainsi favorablement entretenue, une partie importante du peuple allemand ne tarda pas à considérer le service obligatoire de travail comme une institution du plus haut intérêt et à en désirer l'application.

Cette opinion devait — nous le verrons — prendre consistance en se traduisant tout d'abord par un projet de loi et en devenant un point positif du programme d'action du parti national-socialiste qui devait devenir le grand maître des destinées allemandes.

#### IV. — EN FRANCE

L'institution bulgare fut accueillie en France avec quelque réserve.

Le conflit qui s'éleva, dès la parution de la première loi du 5 juin 1920, entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement bulgare devait impressionner fort défavorablement l'opinion française car faisant siennes

les inquiétudes de l'Entente la presse française exprimait quelques doutes sur la véritable tendance du service obligatoire de travail.

Mais, après l'intervention de la Conférence des Ambassadeurs et les modifications apportées à la première loi, les commentaires en France devaient se faire moins acerbes.

D'ailleurs, en 1922, M. Max Lazard, chargé par le Bureau International du Travail d'étudier sur place la nouvelle institution, devait rapporter de Bulgarie un rapport très documenté et impartial qui concluait à la tendance purement économique du service obligatoire de travail.

Ainsi l'opinion française était tranquilisée : le service obligatoire tel qu'il était institué en Bulgarie ne troublerait pas la paix mondiale.

Bien mieux, en présence des résultats intéressants obtenus par ce système de prestations, le Gouvernement français devait s'inspirer quelque peu de la loi bulgare pour remédier à la carence de main-d'œuvre qui rendait impossible l'amélioration de l'outillage économique et la mise en valeur de la grande île de Madagascar.

Et c'est dans ce but exclusivement économique que le décret concernant le S.M.O.T.I.G. instituait à Madagascar une forme de service obligatoire de travail que nous allons étudier.

---

DEUXIÈME PARTIE

---

LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL  
A MADAGASCAR



## CHAPITRE PREMIER

### EXPOSE DE L'INSTITUTION

---

#### I. — LA CRÉATION DU S.M.O.T.I.G.

Le Service de la main-d'œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général (S.M.O.T.I.G.) a été créé, à Madagascar, par décret du 3 juin 1926 afin d'entreprendre l'exécution d'un plan d'équipement national dont la réalisation devait donner à notre colonie un nouvel essor économique.

Ce programme de grands travaux consistait surtout en construction de routes et de voies ferrées.

Parmi les difficultés nombreuses qui rendent longue et pénible la mise en valeur d'une colonie, le défaut de moyens de communication et de pénétration entrave plus que toute autre l'action colonisatrice.

Réseau routier durable, voies ferrées judicieusement tracées, ports faciles d'accès : tels doivent être les résultats à obtenir.

C'est pourquoi à Madagascar, parmi les travaux à entreprendre, il importait de construire dès 1924 une ligne de chemin de fer entre Fianarantsoa situé dans les Hauts Plateaux et Manakara sur la Côte Est.

Cette œuvre avait en effet, le grand intérêt de doubler la ligne directe Tananarive-Tamatave et de procurer aux

terres fertiles du Betsileo un débouché facile sur la mer.

D'autre part, l'aménagement d'un port à Manakara, l'agrandissement du port de Majunga, la construction de routes et de canaux constituaient un plan d'outillage économique de la plus haute importance.

Pour réaliser ce programme — avant toute autre considération — il était indispensable de disposer d'une main-d'œuvre en quantité suffisante.

Problème difficile à résoudre lorsqu'il se présente dans une colonie où l'indigène ne connaît pas l'habitude du travail régulier.

Question délicate, résolue, cependant, par le Gouverneur Général Olivier avec la création du S.M.O.T.I.G.

Dans un ouvrage intitulé « Six ans de politique sociale à Madagascar » le Gouverneur Général Olivier trace un tableau saisissant de la lutte que doit soutenir un Gouverneur pour échapper à l'emprise des procédés imposés par la routine et, en termes précis, il expose les raisons qui l'ont amené à contraindre la jeunesse malgache à un service obligatoire de travail, afin de disposer d'un important réservoir de main-d'œuvre.

Ces raisons provenaient, en fait, de ce qu'il était impossible de recruter par le seul attrait d'une solde journalière, une main-d'œuvre suffisante et régulière dans un pays où les indigènes sont de nature indolente.

D'autre part, le procédé classique consistant à traiter avec les chefs des « fokonolona » pour recruter des travailleurs, ne pouvait satisfaire un esprit aussi novateur et épris d'idées de justice que celui du Gouverneur Général Olivier qui n'hésite pas à condamner cette institution en écrivant ces lignes : « L'Administration a toujours utilisé, elle utilise aujourd'hui encore ce système

dans les régions où le fokonolona existait avant notre occupation, parce qu'elle ne peut faire autrement mais je ne crois pas que mes prédécesseurs, pas plus que moi, aient pu se faire illusion sur la spontanéité du concours donné dans ce cas par les populations. Toujours offert généreusement par les chefs et les notables des collectivités indigènes qui en tirent honneurs et profits, il pèse lourdement et inégalement sur la masse des indigènes. La partialité et la vénalité de ces chefs et de ces notables, leur manque d'ordre et de méthode quand, par aventure, ils sont honnêtes, font que le choix des travailleurs s'effectue toujours dans des conditions défectueuses. Tel célibataire robuste et oisif échappera à la corvée, pourvu qu'il soit riche ou apparenté à une famille influente. En revanche, un pauvre diable âgé et père de famille le remplacera sur les chantiers de travail et deux fois plutôt qu'une.

A peine admissible, faute de mieux, quand il s'agit de travaux de courte durée à exécuter à proximité du village, le système de recrutement par l'intermédiaire des fokonolona est à rejeter, sans hésitations dans le cas inverse » (1).

Une solution plus équitable restait donc à trouver. Partant du principe qu'une simple loi sur le recrutement de l'armée permet d'astreindre les jeunes malgaches au service militaire obligatoire, le Gouverneur Général Olivier réussit à convaincre le Ministre des Colonies de la nécessité d'imposer un service obligatoire de travail à la seconde portion du contingent comprenant

---

(1) Marcel Olivier : *Six ans de politique sociale à Madagascar*, page 106.

les indigènes, qui valides, mais exemptés par le tirage au sort, du service militaire effectif, devaient rester à la disposition de l'autorité militaire pendant cinq ans.

Le Ministre des Colonies, conscient de l'intérêt pratique d'une telle innovation, soumit à la signature du Président de la République, le 3 juin 1926, un décret créant le S.M.O.T.I.G. après avoir exposé, en un rapport détaillé, les raisons pour lesquelles cette institution paraissait indispensable et légitime. Aucun texte officiel ne peut mieux situer le problème : il est donc essentiel d'en connaître la teneur.

**Exécution de travaux d'intérêt général à Madagascar par des travailleurs prélevés sur la deuxième portion du contingent indigène (1).**

**RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

*Paris, le 3 juin 1926.*

*Monsieur le Président,*

*La colonie de Madagascar s'apprête à exécuter, en outre de son programme ordinaire, d'importants travaux d'intérêt général auxquels j'ai donné mon approbation et qui répondent à une nécessité immédiate et absolue. Ils sont en effet, destinés à permettre la mise en valeur de certaines régions des plus intéressantes par la création d'un outillage nouveau. Il ne pourra manquer d'avoir sur le développement de la Grande Ile toute entière une influence considérable. L'exécution de tous ces tra-*

---

(1) *Journal Officiel de Madagascar*, n° du 4 décembre 1926.

*v*aux se heurtera à des difficultés de main-d'œuvre fort graves, dues en grande partie à ce que, dans certaines régions excentriques de l'île, notamment dans le Sud et dans l'Ouest les indigènes vivent isolément, complètement oisifs, figés dans une existence des plus primitives. Malgré tous les conseils, malgré tous les efforts de persuasion qui ont été tentés, il a été jusqu'ici impossible de provoquer chez eux un changement appréciable dans leurs habitudes.

D'autre part, il est juste que tous les éléments autochtones de Madagascar participent à la réalisation d'ouvrages dont le pays entier sera le premier à bénéficier à tous égards.

M. le Gouverneur Général de Madagascar a donc recherché les moyens d'amener cette participation indispensable et logique à la fois, des populations à l'exécution des travaux auxquels elles sont au premier chef, intéressées. Il s'est également attaché à trouver la possibilité de le faire en leur donnant les plus sérieuses garanties, notamment en ce qui concerne l'égalité des charges et la limitation des abus.

C'est ainsi qu'il a songé à utiliser la deuxième portion du contingent (indigènes) qui comprend actuellement, suivant les dispositions du décret du 4 décembre 1919 sur le recrutement des troupes indigènes à Madagascar, « les recrues non incorporées et qui ne sont ni dispensées du service militaire, ni impropres au service ».

Après examen très attentif, j'ai donné mon adhésion à cette mesure, qui m'a paru, non seulement au point de vue spécial des travaux, mais encore au point de vue moral et social, susceptible d'avoir une portée des plus

heureuses. Elles permettraient en effet, de rapprocher de nous, de la vie civilisée, des hommes dont beaucoup trop encore végètent misérablement au fond de leurs forêts ou de leurs savanes.

Leur incorporation dans des unités bien encadrées, bien administrées, pourvues d'un service médical soigneusement organisé, leur utilisation à des travaux judicieusement fixés seront pour eux une occasion d'être bien nourris, bien vêtus et de recevoir les soins qui leur ont toujours fait défaut.

Ils acquerront ainsi et ils la conserveront, il faut l'espérer, l'habitude des aliments convenables, de porter des vêtements, de s'accoutumer au travail, de se soumettre à certaines règles d'hygiène dont l'observation sera profitable non seulement à eux-mêmes, mais aussi une fois de retour dans leurs foyers, à la collectivité entière, par voie d'exemple.

Par surcroît, l'installation de terrains de culture, de jardins à proximité des camps, permettra d'initier ces indigènes à l'usage de nos instruments de travail que la plupart ne connaissent pas, à nos méthodes, ainsi qu'à des cultures qu'ils ignorent pour la plupart.

L'organisation de conférences très simples sera également une occasion de leur ouvrir des horizons nouveaux en matière de travail, de production, d'hygiène, etc.. Ainsi la valeur sociale de chacun d'eux sera accrue et en même temps, les possibilités d'évolution et de développement de la colonie en seront augmentées, en même temps que s'exécuteront des travaux qui y contribueront pour une part décisive.

A un autre point de vue, l'armée, en cas de mobilisation générale, bénéficiera de la discipline et de l'ins-

truction qu'auront acquises des hommes, qu'il lui sera ainsi possible s'il est nécessaire, d'utiliser immédiatement dans les bataillons d'étape du génie par exemple.

Cette façon de procéder aura enfin l'avantage sinon de faire disparaître, du moins de limiter dans de très grandes proportions les contrats de travail avec les collectivités qui ne sont pas sans offrir des inconvénients ni sans provoquer quelques abus.

J'ajoute que M. le Gouverneur Général de Madagascar a exposé cette question aux Délégations administratives et financières de Madagascar. Cette assemblée s'est unanimement ralliée à cette manière de voir.

La section indigène, notamment composée des représentants élus des populations de toutes les parties de l'île a exprimé sa satisfaction de voir ainsi préconiser un régime susceptible d'apporter l'égalité dans les obligations qui pèsent sur la jeunesse et de permettre la réalisation des travaux d'intérêt général dont elle saisit toute l'importance.

Un arrêté du Gouverneur Général qui sera soumis à mon approbation, fixera les détails d'application du projet de décret que j'ai l'honneur de vous soumettre et que je vous serai reconnaissant de bien vouloir revêtir de votre signature, s'il recueille votre adhésion.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Ministre des Colonies,*

LÉON PERRIER.

Le 3 juin 1926, en vertu des conclusions exposées dans le rapport, le décret établissant le S.M.O.T.I.G. était

signé ; un arrêté restait à prendre pour fixer les modalités d'application de l'institution nouvelle.

L'analyse de l'arrêté du 29 novembre 1926, charte du nouveau système de recrutement de main-d'œuvre, permet d'en comprendre les principes et le fonctionnement.

II. — ANALYSE DE L'ARRÊTÉ DU 29 NOVEMBRE 1926 FIXANT  
LES CONDITIONS D'APPLICATION DU DÉCRET DU 3 JUIN  
1926 SUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL  
A MADAGASCAR PAR LES TRAVAILLEURS PRÉLEVÉS SUR  
LA DEUXIÈME PORTION DU CONTINGENT INDIGÈNE (1).

1) *Organisation*

L'administration des travailleurs prélevés sur la deuxième portion du contingent indigène est confiée au « Service de la main-d'œuvre des travaux d'intérêt général ».

A la tête de cet organisme est placé un fonctionnaire désigné par le Gouverneur Général et chargé de prendre toutes les mesures nécessaires concernant la convocation, la répartition et l'utilisation des hommes, et l'administration des camps.

Un cadre de fonctionnaires européens et indigènes désignés par le Gouverneur Général est placé sous les ordres du chef de service, le contrôle du fonctionnement du service étant assuré, au point de vue administratif par les Inspecteurs des provinces et du travail et les chefs de provinces et au point de vue sanitaire par un médecin.

---

(1) *Journal Officiel de Madagascar*, n° du 4 décembre 1926.

## 2) Appel des « pionniers » (1)

Nous savons que par la loi du 4 décembre 1919 les jeunes malgaches sont astreints à accomplir 3 années de service militaire. Or, sur environ quarante mille hommes recensés annuellement, un quart seulement est reconnu apte au service armé, et seuls 5.000 hommes environ sont désignés au sort pour constituer la première portion du contingent qui doit accomplir effectivement un service militaire.

Quant aux indigènes constituant la deuxième portion exemptée par le sort mais apte à porter les armes, la loi leur imposait de se tenir à la disposition des autorités militaires pendant 3 ans.

De par l'arrêté du 29 novembre 1926, ces hommes de la deuxième portion sont maintenant appelés en qualité de « pionniers » suivant l'ordre du tirage au sort jusqu'à concurrence du nombre fixé par le Gouverneur Général.

Dans l'ordre d'appel, un privilège est attribué aux hommes mariés qui ne sont convoqués qu'après les célibataires.

Des sursis, d'autre part, peuvent être accordés aux élèves diplômés des écoles supérieures officielles de Madagascar.

Chaque « pionnier » est titulaire d'un livret individuel, d'une plaque d'identité et d'une fiche d'état civil déposée aux archives du Service central de la main-d'œuvre.

---

(1) Nom donné par le Gouverneur Général Olivier.

### 3) *Utilisation et aménagement des « pionniers »*

Le « pionnier » avant d'être utilisé sur un chantier doit faire un stage dans un camp de rassemblement.

Ces camps comportent des constructions bien aménagées, où les jeunes indigènes sont tenus à adopter les plus strictes règles d'hygiène.

Dans ces bâtiments, les nouvelles recrues, tout comme les tirailleurs à la caserne, sont soumis à une visite médicale, puis à la vaccination et reçoivent ensuite leur équipement.

Revêtus d'un uniforme semblable à celui des tirailleurs, les « pionniers » sont répartis en demi-sections, sections et compagnies.

Après un séjour de deux mois environ dans les camps de rassemblement où ils commencent à s'adapter à leur vie nouvelle, les « pionniers » sont alors dirigés dans les camps de travail.

Bien entendu, ceux-ci sont installés près des chantiers.

L'emplacement de ces camps provisoires est déterminé par le service de la main-d'œuvre, d'accord avec le Directeur des Travaux Publics.

Les travailleurs mariés ont la possibilité de vivre avec leur famille dans les camps de travail dont les baraquements, les tentes, les postes sanitaires, les écoles et les « foyers du pionnier » constituent d'ailleurs des villages fort importants mais temporaires, car ils disparaissent avec l'achèvement des travaux entrepris à proximité.

Les « pionniers » travaillent sous l'autorité, soit des représentants des Travaux Publics, soit des entrepre-

neurs ; mais pour éviter tous abus, le droit de sanction disciplinaire ne peut être assuré que par les fonctionnaires du service de la main-d'œuvre.

#### 4) *Entretien et logement des « pionniers »*

Tous les frais d'entretien des pionniers sont supportés par le budget annexe des Travaux Publics qui centralise, par compensation, les indemnités versées pour chaque année de travail par les entrepreneurs et le Service des Travaux Publics.

La solde du « pionnier », payée chaque semaine, est celle du tirailleur ; elle est d'ailleurs supprimée du jour où l'absence irrégulière du « pionnier » est constatée.

La journée de travail est de huit heures, mais en réalité, il est demandé quarante-huit heures de travail effectif par semaine.

Par contre, il est prévu un repos hebdomadaire d'une journée et une détente journalière d'une heure pour le déjeuner.

L'habillement des travailleurs fait l'objet de soins tout particuliers. Semblable à l'équipement du tirailleur il se complète pour le « pionnier » par l'adjonction d'un imperméable et d'un moustiquaire.

La nourriture abondante et saine doit convenir aux goûts indigènes et être assez substantielle pour soutenir des travailleurs. Elle se compose essentiellement de riz, de viande ou de poisson, et de condiments indigènes.

Les « pionniers » sont logés dans des baraques démontables ou dans des cases surélevées et disposent de lit de camps avec des paillasses.

### 5) *Sanctions disciplinaires*

Les « pionniers » peuvent encourir deux sortes de peines disciplinaires : la consigne ou la prison.

La consigne est infligée pour actes de négligence ou de paresse et ne peut dépasser huit jours.

Par contre, la peine de prison est appliquée pour récidive d'actes de paresse et de négligence, pour absence injustifiée et refus d'obéissance.

Si un « pionnier » a été l'objet de peine de prison excédant trente jours, il est maintenu au camp à l'expiration de son service, pendant le nombre de journées correspondant à celui passé en prison au-delà de 30 jours.

Ces peines disciplinaires sont infligées suivant le cas, par les chefs de section, le commandant de compagnie et de camp et le chef du S.M.O.T.I.G.

### 6) *Permissions et libération*

L'article 24 de l'arrêté attribue une permission d'un mois par an à tout travailleur n'ayant pas subi de peine de prison supérieure à huit jours.

Mais, sur ce point, l'arrêté de 1926 dut être réformé car l'attribution de ces permissions, cause constante de désordre, soulevait de grosses difficultés pour l'organisation du travail.

En 1929, la durée d'incorporation des « pionniers » ayant été réduite à deux années, les permissions mensuelles furent supprimées.

Ainsi réglementée dans les moindres détails, l'institution du service obligatoire de travail, mise en application à Madagascar devait donner d'excellents résultats.

## CHAPITRE II

### LES RESULTATS OBTENUS

---

Comme toute institution nouvelle, la création du S.M.O.T.I.G. souleva un grand nombre de critiques.

Outre la question de la légitimité du service obligatoire de travail, il se trouva dès l'origine des détracteurs pour affirmer que le rendement des pionniers dans les camps de travail serait insignifiant.

C'est ainsi qu'en fin d'année 1928, un journal local n'hésitait pas à donner son opinion : « Actuellement, les camps du S.M.O.T.I.G. sont de véritables organisations de culture physique, où les soi-disants « travailleurs » sont en quelque sorte à l'engrais et font beaucoup plus de lard que de terrassements » (1).

Quelle valeur faut-il attribuer à ces critiques ?

Aucune vraiment car, avant toute considération, il est impossible de juger une expérience de cette envergure quelques mois après son application.

A l'heure actuelle, après six années d'existence, les statistiques dressées par le Service des Travaux Publics de la colonie, permettent d'affirmer que les pionniers

---

(1) Marcel Olivier : *Op. cit.*, page 119.

n'ont pas seulement « engraisé », mais effectué des travaux considérables.

Que les camps du S.M.O.T.I.G. soient de véritables organisations de culture physique, que le sport fasse l'objet d'une attention toute spéciale, est-ce un mal, après tout ; et n'est-ce pas, au contraire, tout à l'honneur des réalisateurs de cette institution ?

D'ailleurs, les travaux exécutés sont présents pour témoigner de l'ardeur et de la bonne volonté apportées par les pionniers.

Le S.M.O.T.I.G. en particulier, a le grand mérite de permettre la réalisation du programme de construction du réseau routier élaboré par le Gouverneur Général Olivier qui considérait la route « à la fois comme l'outil qui crée la richesse et comme l'instrument le plus sûr du progrès » (1).

## I. — LES EFFECTIFS

La main-d'œuvre fournie par l'institution du service de travail est considérable ; un coup d'œil sur les statistiques permet de se rendre compte qu'en six ans les effectifs de pionniers mis à la disposition du S.M.O.T.I.G. ont presque doublé.

En effet, en 1928, l'effectif journalier moyen s'élevait à 6.900 hommes avec 2.228.500 journées de travail pour atteindre 10.000 hommes l'année suivante.

Actuellement 12.000 pionniers sont répartis en 8 camps divisés en sections.

---

(1) Discours prononcé, le 17 octobre 1927, à l'ouverture de la Session des Délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances.

## II. — TRAVAUX EXÉCUTÉS

Les travaux entrepris consistent surtout en terrassement sur les routes de l'Ouest, et en travaux d'aménagement des voies ferrées.

Encadrés par des instructeurs bienveillants et compétents, les pionniers, après un stage d'adaptation, deviennent rapidement de bons manœuvres et constituent des équipes de travail parfaitement entraînées.

Dans ces travaux de longue haleine, point n'est besoin de main-d'œuvre spécialisée ; il faut avant tout le nombre et la bonne volonté. Avec un réservoir de 10 à 12.000 hommes, le S.M.O.T.I.G. devait obtenir des résultats appréciables.

D'ailleurs, en décembre 1933, sous l'énergique impulsion du Gouverneur Général Cayla, le programme des travaux était déjà très avancé.

En effet, durant l'année, trois grandes voies routières ont été réalisées, dont celle de Majunga à Diego-Suarez.

Les ouvrages maritimes de Tamatave ainsi que ceux de Tuléar étaient déjà en voie d'achèvement, tandis que la construction du nouveau port de Majunga devait être commencée.

De plus, la réalisation de la ligne de Chemin de fer de Fianarantsoa à Manakara se poursuit dans d'excellentes conditions et il est possible de prévoir qu'en 1936, les vastes plaines fertiles du Betsileo seront directement reliées à la mer.

C'est maintenant un point assuré : grâce au S.M.O. T.I.G. l'île de Madagascar sera dotée d'ici peu d'un outillage économique des plus complets.

### III. — LE RENDEMENT

Dès 1929, M. Berthier, Gouverneur Général par interim, déclarait que « durant l'exercice 1928, le rendement en travail des pionniers avait été dans l'ensemble très convenable et nettement supérieur à celui des travailleurs engagés » (1).

Cependant, il apparaît impossible de chiffrer le rendement des pionniers, sans entrer dans le domaine des conventions, en attribuant une valeur à leurs journées de travail et aux travaux exécutés.

Néanmoins, un fait certain demeure : par suite de l'importance des travaux réalisés et de la modicité du prix de revient, le rendement du pionnier ressort de façon fort satisfaisante.

En effet, les dépenses pour l'exercice 1928 (non compris celles relatives à la construction des camps) se sont élevées à 11.700.000 fr.

Le nombre de journées de travail ayant été de 2 millions 228.500, le prix de revient de la journée du pionnier s'établit à 5 fr. 25.

Cet aperçu sur les résultats obtenus par le S.M.O.T.I.G. permet d'affirmer que le service obligatoire de travail institué à Madagascar donne toute satisfaction. Et en présence de ces heureux résultats le Gouverneur Général Cayla, par un arrêté du 6 novembre 1930, a prévu l'engagement avec primes pour le recrutement de nou-

---

(1) Discours prononcé, le 16 octobre 1929, à l'ouverture de la Session des Délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances.

velles sections de travailleurs libres destinés à concourir avec les pionniers à l'exécution des travaux (1).

L'idée du Gouverneur Général Olivier a fait son chemin en devenant une réalité et en contribuant puissamment à l'essor économique de la Grande Ile.

D'ailleurs, le courant d'opinion défavorable a disparu : en présence des résultats tangibles obtenus, les dénigreurs professionnels qui qualifiaient les camps de travail du S.M.O.T.I.G. de « Sanatoria » ne pouvaient que garder le silence.

Seuls demeurent en tant qu'adversaires irréductibles, de l'institution, les esprits nombreux qui en contestent la valeur morale et sociale.

---

(1) *Journal Officiel de Madagascar*, n° du 15 novembre 1930.

---

### CHAPITRE III

## VALEUR MORALE ET SOCIALE DE L'INSTITUTION

---

#### I. — LES OBJECTIONS SOULEVÉES PAR LA CRÉATION DU S.M.O.T.I.G.

Dès l'origine, l'institution du Gouverneur Général Olivier n'a pas manqué de soulever de nombreuses polémiques.

Sur quels arguments se sont basées ces critiques ?

Tout d'abord sur un principe fondamental de doctrine : le service obligatoire de travail, forme de travail forcé, doit être banni de toute société civilisée.

Point capital du problème, car l'obligation pour les pionniers de travailler pendant deux années dans les camps du S.M.O.T.I.G., apparaît nettement comme une atteinte à la liberté individuelle.

Et l'argument prend d'autant plus de valeur que les indigènes sont astreints à travailler, du jour où le gouvernement de la métropole en a pris la décision.

Il faut en effet, se garder de confondre sur ce point l'institution bulgare adoptée par un peuple se gouvernant lui-même en vertu de lois consenties en toute liberté et le système malgache purement imposé aux indigènes.

Dès l'instant où le jeune Malgache est affecté dans

une compagnie de pionniers, il est tenu à travailler pendant deux ans sous les ordres et le contrôle de chefs : l'atteinte au principe de la liberté du travail n'est-elle pas flagrante ?

Les défenseurs de cette doctrine ne manquent certes pas d'arguments philosophiques pour étayer leurs critiques.

Mais pour répondre à cette thèse, les partisans du S.M.O.T.I.G. ont fait remarquer que le principe du système appliqué à Madagascar résulte d'une simple adaptation, en vue d'exécuter des travaux d'équipement économiques, de la loi sur le recrutement des tirailleurs.

Puisqu'une telle loi avait été votée et reconnue indispensable, rien ne s'opposait à admettre la légitimité d'un décret contraignant la seconde portion des tirailleurs « en réserve » et favorisée par le sort, à fournir en compensation un service de travail dans l'intérêt de leur pays.

Mais les adversaires du S.M.O.T.I.G. ne manquent pas de faire remarquer qu'il est tout différent de convoquer des hommes pour accomplir un service militaire afin d'être rendu apte à défendre le pays en cas de guerre, que de recruter militairement des hommes pour leur faire tracer des routes et aménager des voies ferrées.

La même loi ne devrait pas servir à deux fins toutes différentes.

En l'espèce, cette distinction paraît assez discutable car si l'on admet la légalité du service militaire imposé aux indigènes, il ne semble pas que la différence des objectifs poursuivis puisse constituer un argument suffisant pour nier la légitimité du service obligatoire de travail tel qu'il est institué à Madagascar.

Le pionnier qui consacre deux années de son activité à collaborer à l'exécution de travaux d'équipement national, me rend-il pas autant de services à son pays que le tirailleur ?

L'opinion du Gouverneur Général Olivier fournit à la question posée une réponse catégorique : « Si l'expression de « Défense Nationale » n'est pas une expression vide de sens, s'il faut entendre par là non seulement le maintien de l'intégrité territoriale d'un pays, mais encore la garantie que le territoire en question ne sera pas transformé en steppe ou en désert, je dis qu'il n'est pas un ouvrage aux colonies : route, pont, chemin de fer ou port, qu'on ne puisse justement qualifier d' « ouvrage stratégique » ; les hommes du S.M.O.T.I.G. qui, à l'instant où je trace ces lignes, besognent sur la voie ferrée du Betsileo, concourent au même titre que leurs camarades casernés en France à la défense de leur pays » (1).

Ainsi seul, l'argument doctrinaire et philosophique a sa valeur propre et théorique, mais les raisons que l'on peut invoquer pour la défense du S.M.O.T.I.G. semblent autoriser l'institution du service obligatoire de travail dans une colonie où l'habitude du travail n'est pas encore rentrée dans les mœurs.

## II. — DÉFENSE ET RAISONS D'ÊTRE DU S.M.O.T.I.G.

Malgré la haute valeur des considérations philosophiques condamnant tout atteinte à la liberté du travail,

---

(1) Marcel Olivier : *Op. cit.*, page 112.

le système de recrutement des travailleurs institué par le S.M.O.T.I.G. trouve sa défense dans sa propre valeur éducatrice.

L'institution du service obligatoire de travail se révèle, en effet, à Madagascar comme une belle œuvre sociale d'éducation et de civilisation.

Astreints à de strictes règles d'hygiène et entraînés à la pratique des sports, les pionniers accomplissent leur service de travail dans d'excellentes conditions physiques et gardent à l'avenir le souci constant de conserver à leur corps : propreté, force et souplesse.

Au point de vue moral, les camps de travail, constituant de véritables villages, donnent à l'indigène le goût de la vie sociale.

De nombreux « Foyers du Pionnier » permettent l'organisation de réunions et de représentations du théâtre malgache, tandis que des appareils cinématographiques et des phonographes contribuent à l'éducation des travailleurs, tout en les distrayant.

Cependant, dans les camps de travail, les indigènes prennent rapidement des habitudes de travail régulier, tout en ayant la possibilité d'apprendre un métier : telle est la portée sociale la plus importante du service obligatoire de travail.

Alors qu'avant la création du S.M.O.T.I.G., les jeunes indigènes pouvaient se soustraire à tout labeur en acceptant une vie misérable et oisive, il est certain que, grâce à la nouvelle institution, le travail régulier, générateur de bien-être et de richesse, s'imposera aux esprits indigènes et deviendra rapidement une nécessité.

Tel était l'espoir formulé par le Gouverneur Général Olivier dans un discours prononcé en 1927 : « Il est au

surplus à espérer que les indigènes qui auront effectué un stage dans les écoles de travail régulier et organisé en rapportent une mentalité profondément transformée, un appétit de mieux-être et des besoins désormais en contradiction avec la vie oisive et végétative que pour la plupart ils menaient auparavant » (1).

En ce sens l'institution devient un procédé de civilisation des plus efficaces, car dans une colonie où l'indigène s'adonne volontiers au « farniente », il est impossible d'accuser le civilisateur d'atteinte à la liberté du travail tant que l'habitude de l'effort n'est pas entrée dans les mœurs d'une façon régulière.

Imposé dans de telles conditions, un service obligatoire de travail ne constitue donc pas un acte brutal de domination, mais plutôt un procédé utile de colonisation civilisatrice.

De plus, ce système de recrutement semble plus logique que l'enrôlement des indigènes dans des formations militaires. En effet, le tirailleur transplanté trop brusquement de son village natal dans une civilisation dont il adopte parfois les mauvais effets, revient trop souvent de France avec une mentalité douteuse. Le pionnier, par contre n'abandonnant pas son milieu, tout en prenant contact avec la civilisation, termine son service moralement sain, avec l'habitude et le goût du travail.

D'ailleurs, l'effort soutenu commence à porter ses fruits : déjà de nombreux pionniers libérés ont volontairement demandé à travailler dans les camps. Et ce résultat seul permettrait de conclure à la légitimité, dans les conditions actuelles, du service obligatoire de travail institué à Madagascar.

---

(1) Session des Délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances.

## CHAPITRE IV

### LE S.M.O.T.I.G. ET LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

---

Le service obligatoire de travail institué par le S.M.O.T.I.G. a été l'objet d'une étude approfondie lors de la conférence internationale du travail de 1930, où la question du « Travail forcé ou obligatoire » se trouvait à l'ordre du jour.

Ce sujet avait d'ailleurs été déjà effleuré en 1929 en fin de la douzième session, mais il avait été décidé de renvoyer l'examen détaillé de la question lors de la quatorzième session.

Le projet de questionnaire déposé par le Bureau à la douzième session, interrogeait les Gouvernements sur le point de savoir s'ils étaient en faveur d'une convention ayant pour objet de limiter ou de réglementer l'emploi du « Travail forcé ou obligatoire ».

Mais la conférence de 1930 ne s'en tint pas là et décida de demander aux Gouvernements s'ils étaient disposés à défendre une convention qui prévoirait l'abolition totale du travail forcé.

En réponse à la question posée, les Gouvernements, à l'exception du Portugal qui niait toute valeur pratique

d'une convention internationale en la matière, sont tombés d'accord pour reconnaître la nécessité d'abolir à jamais et le plus rapidement possible toute forme de travail forcé ou obligatoire.

Cependant les représentants estimaient que cette suppression était irréalisable immédiatement et que, d'ici là, cette forme de travail devait être strictement réglementée.

Toutefois, avant de rechercher les mesures à prendre dans ce but, il importait d'établir une définition précise du « Travail forcé ou obligatoire ».

Le questionnaire préliminaire définissait ainsi le travail forcé ou obligatoire : « Tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. »

Cette définition demandait une grande précision dans la rédaction, car les termes employés permettaient de déduire implicitement les formes de travail qui ne rentraient pas dans la convention.

En particulier, il était essentiel de savoir si le système de service obligatoire de travail institué par le S.M.O.T.I.G. entraînait dans la définition du « Travail forcé ou obligatoire ».

Or, la Conférence de 1929 n'avait même pas cru nécessaire de préciser qu'il ne pouvait être question du service militaire obligatoire dans une convention internationale du travail.

Si, sans aucun doute, le service militaire obligatoire ne pouvait entrer dans la définition du travail forcé ou obligatoire, pouvait-on en déduire qu'un service de travail imposé en vertu de lois sur le service militaire

obligatoire, échappait à la convention, même dans le cas où le travail exigé était consacré à l'exécution de travaux publics et non à des fins purement militaires ?

Que le système institué à Madagascar, en quelque sorte, décalqué sur l'organisation du service militaire obligatoire soit une forme de travail obligatoire en vue de l'exécution de travaux publics, c'est un fait certain.

Restait à savoir si cette forme de travail devait rentrer dans le champ d'application de la convention.

Telle était une des questions à laquelle la Conférence, tenue à Genève en 1930, devait répondre.

## I. — AVANT-PROJET DE CONVENTION

Antérieurement à la Conférence, le Bureau International du Travail faisait remarquer qu'il serait dangereux de ne pas pouvoir appliquer la convention au service obligatoire de travail, car il serait possible aux Etats de la rendre inopérante en exploitant les possibilités offertes par l'admission de cette exception.

Et le Bureau lors de la rédaction de l'avant-projet qui devait servir de base à la Conférence suggérerait une réglementation du travail des conscrits indigènes.

Le recours à une telle forme de travail, demandant de fortes garanties, le Bureau estimait que l'opinion publique de la métropole doit toujours être informée d'une proposition de ce genre.

D'autre part, le Bureau jugeait que la durée maximum de travail ne pouvait excéder 12 mois.

Toutes ces considérations avaient conduit le Bureau

à rédiger de façon suivante l'article 2 de l'avant-projet (1) concernant le service obligatoire de travail.

Art. 2 : « Aux fins de la présente convention, le terme « travail forcé ou obligatoire » désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ».

Toutefois, le terme « travail forcé ou obligatoire » ne comprendra pas aux fins de la présente convention :

a) Tout travail ou service exigé en application de lois sur le service militaire obligatoire étant entendu que, dans les cas où l'on désirerait employer un tel travail ou service à l'exécution de travaux publics, il serait nécessaire, sauf dans les cas de force majeure visés à l'article 4 (2) de la présente convention :

1° que la décision d'employer ce travail ou service à de telles fins soit prise par les autorités législatives de la métropole ;

2° que les dispositions de la présente convention concernant la limitation et la réglementation de l'emploi du travail forcé ou obligatoire soient appliquées dans de tels cas, à l'exception des dispositions prévues à l'article 14;

3° que la durée maxima de la réquisition dans de tels cas ne dépasse pas douze mois et 4° que toute personne soumise à un travail de

---

(1) Rapport 1 sur la quatorzième Session de la C.I.T.

(2) L'art. 4 rendait la Convention inapplicable à tout travail exigé dans les cas de force majeure et aux menus travaux de village.

ce genre soit dispensée à l'avenir de tout travail forcé ou obligatoire... » (1)

La Conférence générale de l'organisation internationale du travail de la Société des Nations, convoquée à Genève et réunie le 10 juin 1930 en sa quatorzième session, adopta alors un projet de convention qui condamnait l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes — y compris le service obligatoire de travail — en remaniant en particulier l'article 2.

## II. — ANALYSE DU PROJET DE CONVENTION

### ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL (2)

Art. 1 : « Tout membre de l'organisation internationale du travail qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes dans le plus bref délai possible.

En vue de cette suppression totale, le travail forcé ou obligatoire pourra être employé, pendant la période transitoire, uniquement pour des fins publiques et à titre exceptionnel, dans les conditions et avec les garanties stipulées par les articles qui suivent, à l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention et à l'occa-

---

(1) L'article 2 de l'avant-projet se complétait par les paragraphes b) et c) adoptés sous le même ordre et sans modification dans le projet de convention.

(2) *Bulletin Officiel du B.I.T.*, du 15 juillet 1930.

sion du rapport prévu à l'article 31 ci-dessous, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail examinera la possibilité de supprimer sans nouveau délai le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes et décidera s'il y a lieu d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence. »

Art. 2 : « Aux fins de la présente convention le terme « travail forcé ou obligatoire » désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. Toutefois, le terme « travail forcé ou obligatoire » ne comprendra pas aux fins de la présente convention :

- a) tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux d'un caractère purement militaire ;
- b) tout travail ou service faisant partie des obligations civiles normales des citoyens d'un pays se gouvernant pleinement lui-même ;
- c) tout travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ;
- d) tout travail ou service exigé dans les cas de force majeure (art. 4, parag. a) avant-projet) ;
- e) les menus travaux de village (art. 4, parag. b) avant-projet).

Ainsi, aucune exception ne concernant spécialement

le travail exigé en vertu de loi sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux autres que militaires : travaux publics par exemple, il est bien certain que le service obligatoire de travail institué à Madagascar entre dans le champ de la convention internationale et doit être soumis à la réglementation du travail forcé ou obligatoire exposée dans le projet de convention adopté le 28 juin 1930.

### *Garanties exigées*

La réglementation du travail forcé ou obligatoire tend à exercer le maximum de garantie sur l'emploi de cette pratique.

L'article 4 spécifie en particulier que : « les autorités compétentes ne devront pas imposer ou laisser imposer le travail forcé ou obligatoire au profit des particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées. Si une telle forme de travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées existe à la date à laquelle la ratification de la présente convention par un Membre est enregistrée par le Secrétaire général de la S.D.N., ce Membre devra supprimer complètement ledit travail forcé ou obligatoire dès la date de l'entrée en vigueur de la présente convention à son égard. »

D'autre part, l'article 10, texte fondamental concernant la réglementation du service obligatoire de travail, décide : « Le travail forcé ou obligatoire demandé à titre d'impôt et le travail forcé ou obligatoire imposé pour des travaux d'intérêt public par des chefs qui

exercent des fonctions administratives devront être progressivement supprimés.

En attendant cette abolition, lorsque le travail forcé ou obligatoire sera demandé à titre d'impôt et lorsque le travail forcé ou obligatoire sera imposé, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt public, les autorités intéressées devront s'assurer préalablement :

- a) que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter ;
- b) que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente ;
- c) qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle en égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question ;
- d) que l'exécution de ce travail ou service n'obligera pas les travailleurs à s'éloigner du lieu de leur résidence habituelle ;
- e) que l'exécution de ce travail ou service sera dirigée conformément aux exigences de la religion, de la vie sociale et de l'agriculture. »

La paragraphe d) soulève une objection car il semble difficilement applicable : en effet, pour entreprendre des travaux de construction de routes et de voies ferrées il est impossible de ne pas obliger les travailleurs à quitter leur toit familial.

*Durée de l'obligation de travail*

Les articles 12 et 13 limitent de la façon suivante, la durée du travail forcé ou obligatoire :

Art. 12 : « La période maximum pendant laquelle un individu quelconque pourra être astreint au travail forcé ou obligatoire sous ses diverses formes, ne devra pas dépasser soixante jours par période de douze mois, les jours de voyage nécessaires pour aller au lieu de travail et pour en revenir devant être compris dans ces soixante jours.

Chaque travailleur astreint au travail forcé ou obligatoire devra être muni d'un certificat, indiquant les périodes de travail forcé ou obligatoire qu'il aura effectuées. »

Art. 13 : « Les heures normales de travail de toute personne astreinte au travail forcé ou obligatoire devront être les mêmes que celles en usage pour le travail libre et les heures de travail effectuées en sus de la durée normale devront être rémunérées aux mêmes taux que les taux en usage pour les heures supplémentaires des travailleurs libres.

Un jour de repos hebdomadaire devra être accordé à toutes les personnes soumises à une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire et ce jour devra coïncider autant que possible avec le jour consacré par la tradition ou les usages du pays ou de la région. »

D'après l'article 12, on peut se rendre compte que

la réglementation du service obligatoire de travail en vigueur à Madagascar n'est pas en accord avec la convention.

Alors que cette dernière fixe la durée de travail obligatoire à des périodes de 60 jours par an, sans préciser l'âge au-dessus duquel le travailleur sera libéré de toute obligation, le système malgache astreint les indigènes à deux ans de travail continu.

A première vue, il semble que la réglementation de la convention soit plus favorable aux travailleurs, mais en fait il n'en est rien. Il est bien plus avantageux pour l'indigène de n'être appelé qu'une seule fois dans sa vie à une époque où, dans la force de l'âge, il peut supporter toute fatigue que d'être arraché plusieurs fois à sa vie habituelle.

D'autre part, lors de chaque période, l'indigène doit s'acclimater et s'adapter à sa vie nouvelle : sur soixante jours, combien de journées de travail effectif seront-elles enregistrées ?

De plus, un argument fondamental semble donner raison au système institué par le S.M.O.T.I.G. : la possibilité d'entreprendre l'éducation de l'indigène.

En deux années le Malgache peut être dégrossi et recevoir l'empreinte de la civilisation en prenant l'habitude du travail régulier ; des périodes de soixante jours sont dans ce but absolument inefficaces.

### *Conditions d'adaptation du travailleur Mesures d'hygiène sociale*

La convention a pris soin de spécifier toutes les précautions à prendre pour le bien-être du travailleur, ainsi

que les mesures de protection sanitaires indispensables.

Art. 16 : « Les personnes soumises au travail forcé ou obligatoire ne devront pas, sauf dans le cas de nécessité exceptionnelle, être transférées dans des régions où les conditions de nourriture et de climat seraient tellement différentes de celles auxquelles elles ont été accoutumées qu'elles offriraient un danger pour leur santé. Dans aucun cas, un tel transfert de travailleurs ne sera autorisé sans que toutes les mesures d'hygiène et d'habitat qui s'imposent pour leur installation et pour la sauvegarde de leur santé n'aient été strictement appliquées.

Lorsqu'un tel transfert ne pourra être évité, des mesures assurant l'adaptation progressive des travailleurs aux nouvelles conditions de nourriture et de climat devront être adoptées après avis du service médical compétent.

Dans les cas où ces travailleurs sont appelés à exécuter un travail régulier auquel ils ne sont pas accoutumés, des mesures devront être prises pour assurer leur adaptation à ce genre de travail, notamment en ce qui concerne l'entraînement progressif, les heures de travail, l'aménagement de repos intercalaires et les améliorations ou accroissements de rations alimentaires qui pourraient être nécessaires. »

Art. 17 : « Avant d'autoriser tout recours au travail forcé ou obligatoire pour des travaux de construction ou d'entretien qui obligent les travailleurs à séjourner sur des lieux de travail pen-

dant une période prolongée, les autorités compétentes devront s'assurer :

1) que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'hygiène des travailleurs et leur garantir les soins médicaux indispensables et que, en particulier : *a)* ces travailleurs subissent un examen médical avant de commencer les travaux et de nouveaux examens à des intervalles déterminés durant la durée de l'emploi ; *b)* il a été prévu un personnel médical suffisant ainsi que les dispensaires, infirmeries, hôpitaux et matériel nécessaire pour faire face à tous les besoins ; *c)* la bonne hygiène des lieux de travail, l'approvisionnement des travailleurs en eau, en vivres, en combustibles et matériel de cuisine ont été assurés d'une manière satisfaisante et des vêtements et un logement satisfaisants ont été prévus s'il est nécessaire ;

2) que des mesures appropriées ont été prises pour assurer la subsistance de la famille du travailleur, notamment en facilitant l'envoi d'une partie du salaire à celle-ci par un procédé sûr, avec l'assentiment ou sur la demande du travailleur ;

3) que les voyages des travailleurs pour aller au lieu du travail et pour en revenir seront assurés par l'administration, sous sa responsabilité et à ses frais, et que l'administration facilitera ces voyages en utilisant dans la plus large mesure possible tous les moyens de transport disponibles ;

4) que, en cas de maladie ou d'accident du travailleur, entraînant une incapacité de travail d'une certaine durée, le rapatriement du travailleur sera assuré aux frais de l'administration ;

5) que tout travailleur qui désirerait rester sur place comme travailleur libre, à l'expiration de sa période de travail forcé ou obligatoire, aura la faculté de le faire sans être déchu pendant une période de deux ans de ses droits de rapatriement gratuit. »

Si l'on compare ces deux articles avec le texte de l'arrêté organisant le S.M.O.T.I.G., il est facile de se rendre compte que les précautions adoptées à Madagascar pour ménager aux pionniers une vie sociale régulière et saine, ne sont inférieures en rien à celles exposées dans le texte de la convention internationale.

Tels sont les principaux points du projet de convention internationale du travail de 1930.

L'analyse de ce texte nous a conduit à remarquer que les principes de réglementation exposés à Genève ont été adoptés et appliqués dès 1926 lors de la création du S.M.O.T.I.G.

Sur un seul point les deux réglementations ne sont pas d'accord : sur la durée de l'obligation du travail — et nous avons exposé les raisons pour lesquelles la durée de service fixée par le S.M.O.T.I.G. semble préférable.

Certes le travail obligatoire aux colonies, considéré du seul point de vue doctrinaire, doit disparaître et le Bureau International du Travail doit être loué de ses efforts.

Cependant, le service obligatoire de travail en vigueur

à Madagascar n'en demeure pas moins dans les conditions actuelles, une institution nécessaire (1) et bienfaisante.

Institution réalisatrice qui permet de doter la Grande Ile d'un équipement économique remarquable ;

Institution civilisatrice, d'autre part, qui a le grand mérite de dégrossir l'indigène, de lui donner l'habitude du travail en lui apprenant un métier et de lui faire entrevoir un idéal plus humain.

Le travail obligatoire sous toutes ses formes, y compris le service obligatoire de travail, ne pourra être supprimé à Madagascar que du jour où après avoir servi d'instrument d'éducation, il aura modifié les mœurs indigènes.

Quand le travail, seule source de bien-être et d'élévation de la condition humaine, sera devenu une habitude normale et continue chez l'indigène, le service obligatoire de travail n'aura plus sa raison de subsister.

Mais d'ici là, l'institution, telle qu'elle est réglementée et appliquée à Madagascar, doit être conservée pour le bien de la race malgache et de la colonie.

En ce point de notre étude, l'examen de la mise en application du service obligatoire de travail en Bulgarie et à Madagascar, nous a permis de juger de l'esprit pacifique de deux réalisations en concluant à des tendances exclusivement économiques. Par contre, l'exposé des projets allemands va nous donner l'occasion de dévoiler le vrai caractère d'une forme de service obligatoire de travail dont la valeur économique semble des plus discutables.

---

(1) En ce sens et à la suite de la 14<sup>e</sup> Session de la C.I.T. le Ministre des Colonies a adressé au Président de la République un rapport en date du 21 août 1930.

TROISIÈME PARTIE

---

LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL  
EN ALLEMAGNE



## CHAPITRE PREMIER

### LE MILIEU

---

Bien que vaincue, l'Allemagne n'avait pas de raisons aussi valables que celles invoquées par la Bulgarie pour instituer, au lendemain de la guerre, le service obligatoire de travail. Certes, le pays sortait fort déprimé d'une guerre épuisante et meurtrière soutenue durant de longues années contre le monde coalisé pour briser l'élan de l'agresseur ; certes, la nation allemande recevait à Versailles, lors de la signature du Traité, le leçon la plus terrible de son histoire, mais malgré ses morts, ses privations, les réparations exigées par le Traité de Versailles et l'humiliation d'une défaite, il n'est pas inutile de remarquer qu'en aucun moment la terre allemande n'avait eu à subir les effets directs et dévastateurs de la guerre.

Que les forces vives du pays aient été mises fortement à contribution, que toutes les richesses économiques aient été avidement utilisées pour subvenir aux frais d'une guerre : véritable gouffre de sang et de capitaux, rien de plus normal. Tous les belligérants européens n'avaient-ils pas subi le même sort ? Le territoire français, en outre, n'avait-il pas été le théâtre de tous ces terribles combats où les hommes, pour mieux s'exter-

miner, détruisent construction et végétation, tout ce qui permet de se dérober à la vue de l'adversaire ?

Le sol allemand nullement foulé par les bottes alliées, nullement ravagé par la tourmente de feu, n'était qu'un capital d'où l'on avait extirpé jusqu'aux derniers intérêts, mais le capital lui-même demeurait intact et conservait encore une grande valeur.

Car l'Allemagne de 1914 possédait un outillage économique des plus perfectionnés. L'équipement national en particulier : routes, voies ferrées et ports, avait sans aucun doute subi les contre-coups de la guerre mais demeurait, néanmoins, malgré le manque d'entretien, un des premiers d'Europe. D'autre part, malgré les pertes subies sur les champs de bataille, l'Allemagne ne manquait pas de bras pour se relever, et la main-d'œuvre nécessaire pour entreprendre la mise en valeur de la terre et la remise en état des voies de communication, ne faisait pas défaut.

En résumé, au lendemain de la guerre mondiale, aucune comparaison ne pouvait être établie entre la situation économique de l'Allemagne et celle de la Bulgarie. De plus, si l'Allemagne, ainsi que la Bulgarie, se voyait interdire par les Alliés, toute organisation de service militaire obligatoire, il est permis d'affirmer que, toute proportion gardée et compte tenu de l'importance des richesses des deux pays, le Traité de Versailles était moins rude que ne l'était le Traité de Neuilly pour la Bulgarie. Ainsi le service obligatoire de travail ne devait logiquement pas trouver d'application en Allemagne.

Mais en dehors de la nécessité imposée par la situation économique d'après-guerre, un autre facteur pou-

vait militer en faveur du service obligatoire de travail : le caractère du peuple allemand. Si l'institution bulgare dès sa création, avait si favorablement été accueillie en Allemagne, c'est qu'elle cadrerait exactement avec la mentalité allemande toute imprégnée de l'idée de sacrifice au pays. D'autre part, aux yeux de la grande majorité du peuple allemand, le service obligatoire de travail avait le grand mérite de rétablir les principes de discipline en vigueur durant l'ancien service militaire.

Pour ces raisons, la République allemande, redoutant d'une part les frais énormes d'une institution qui ne se justifiait nullement par le manque de main-d'œuvre ou par la nécessité de grands travaux à entreprendre, attirée d'autre part par les vertus d'une incorporation qui permettait à l'Etat de maintenir sous son empreinte pendant quelques mois la jeunesse allemande, attendait une occasion plus favorable pour instituer le service obligatoire de travail.

Le grave problème du chômage et surtout le triomphe du parti national-socialiste devaient placer au premier rang de l'actualité la question du service obligatoire de travail, et donner naissance à l'établissement de projets dont nous allons étudier la teneur et les tendances.

---

## CHAPITRE II

### PREMIER PROJET : REMÈDE CONTRE LE CHOMAGE

---

#### I. — LE CHOMAGE

Le chômage, véritable fléau, qui s'est abattu sur le monde entier, sévit en Allemagne depuis déjà de longues années pour atteindre un degré d'intensité des plus critiques. Pays éminemment industriel et rationalisé, l'Allemagne plus que tout autre pays était menacée par la crise du chômage du jour où une limitation des échanges économiques et un resserrement des marchés devaient se produire. Le chômage, cependant, devait évoluer avec rapidité et dans des proportions catastrophiques à partir de 1929. En effet, si l'on établit une comparaison entre le nombre de chômeurs et celui de la population obligée à travailler pour vivre, on obtient les proportions suivantes :

|                    |       |            |
|--------------------|-------|------------|
| (1) Février 1925 : | 25.7  | pour mille |
| — 1926 :           | 79.6  | —          |
| — 1927 :           | 76.1  | —          |
| — 1928 :           | 60.3  | —          |
| — 1929 :           | 100.9 | —          |
| — 1930 :           | 106.5 | —          |
| — 1931 :           | 157.6 | —          |
| — 1932 :           | 187.0 | —          |

---

(1) Les statistiques concernant le chômage sont extraites du Reichsarbeitsmarkt-Anzeiger (1932).

Ce tableau, brutal dans sa réalité, ne peut que donner un aperçu de la situation déplorable dans laquelle se trouvait la population ouvrière allemande. Car si l'agriculture ne souffrait pas trop de cette crise très grave, l'industrie, par contre, était fortement touchée et l'on peut admettre qu'en 1930 un tiers des ouvriers environ se trouvait sans travail. En outre, la crise du chômage n'épargnait même pas la jeunesse qui ne pouvait trouver la possibilité de donner libre cours à son activité.

C'est ainsi qu'en janvier 1928, 13,4 % de la totalité des jeunes gens, de 14 à 21 ans, bénéficiaient d'indemnité de chômage, alors qu'en mai 1931, ce pourcentage s'élevait à 17. Situation pénible que celle d'un Etat où des millions d'ouvriers, d'artisans et même d'intellectuels n'ont plus la possibilité de travailler pour vivre. Situation dangereuse pour la stabilité du régime qui demandait de toute urgence l'application de tous les remèdes susceptibles de faire du « droit au travail » une réalité. Parmi les nombreux palliatifs préconisés pour terrasser le mal social qui sévissait en Allemagne, le service obligatoire de travail, auprès de certains partis politiques, paraissait devoir constituer un remède bienfaisant et opportun.

Telle est la première occasion favorable qui permettait de placer à l'ordre du jour le service obligatoire de travail afin d'en obtenir l'application. C'est dans ce but qu'en 1930 le Parti Economique déposait, quelque temps avant la dissolution du Reichstag, un projet de loi au sujet duquel le professeur Walter Hoffmann, directeur de l'Institut de l'Europe Centrale de Dresde, a publié un article dans « Die Deutsche Beraverkseitung ». Ce projet de loi, prétendu remède contre le chômage, s'ins-

pirait dans ses grandes lignes de l'institution bulgare (1) en présentant, toutefois, ces divergences : le rachat n'était pas admis et les chômeurs devaient être appelés les premiers.

De plus, ce texte différait de la loi bulgare par certaines précisions quelque peu militaristes. En effet, la loi proposée par le Parti Economique prévoyait des sanctions pouvant s'élever à trois mois de prison en cas de refus et recommandait « accessoirement » la pratique du « sport militaire » et l'enseignement patriotique.

Cependant, en admettant même que ce projet n'ait eu pour objectif que la réduction du chômage, il est intéressant d'essayer de se rendre compte si l'institution du service obligatoire de travail pouvait avoir une influence heureuse dans la solution de ce grave problème. Afin de pouvoir mieux juger de l'intérêt d'une telle innovation, il est indispensable d'étudier les résultats obtenus par le *service volontaire de travail* institué dans un but identique.

## II. — LE SERVICE VOLONTAIRE DE TRAVAIL

L'origine du service volontaire de travail remonte en 1925, année pendant laquelle des étudiants créèrent le premier « *arbeitslager* » ou camp de travail.

Les jeunes gens se réunissaient et pendant quelques semaines se livraient à des travaux manuels tout en profitant de la vie au grand air. Cette institution toute

---

(1) *La Bulgarie*, n° du 19 août 1930.

particulière, conçue par des étudiants et à leur propre usage devait, en 1928, recevoir une extension des plus importantes. En effet, à cette époque où le chômage commençait à sévir dans des proportions inquiétantes, des étudiants de Silésie créèrent un camp de travail où les ouvriers chômeurs eurent la possibilité de se joindre à eux pour collaborer à l'exécution de travaux d'intérêt national. Dans ce camp de travail s'effectua sous le signe du travail volontaire un rapprochement de classe qui devait créer un vif élan de solidarité.

Bientôt, de nombreux camps de travail s'ouvrirent dans toute l'Allemagne et le Gouvernement, devant un tel enthousiasme, pensant ainsi remédier à la crise du chômage, prit la résolution d'organiser officiellement le « *Freiwilliger Arbeitsdienst* » (F.A.D.) ou service volontaire de travail (1).

Les décrets-lois du 5 juin et du 23 juillet 1931 fournirent à l'organisation du service volontaire de travail une réglementation précise. Afin que les chômeurs puissent travailler dans les camps de travail, l'Etat devait verser 12 marks par semaine et par homme pendant une période ne pouvant excéder dix mois. Ces sommes permettaient ainsi d'assurer l'entretien des volontaires qui recevaient en outre 40 à 50 pf. d'argent de poche.

Pour ne pas aller à l'encontre du but poursuivi, il fallait éviter que l'institution ne vienne accroître le chômage. C'est pourquoi les décrets spécifiaient que les travaux entrepris dans les camps ne devaient constituer que des travaux complémentaires de colonisation inté-

---

(1) Pour une étude détaillée de la question, lire l'ouvrage de M. Stellrecht : *Der Deutsche Arbeitsdienst* (Berlin, 1933).

rieure. D'autre part, le Gouvernement allemand précisait que dans de telles conditions d'application, le service volontaire de travail ne pouvait provoquer un abaissement des salaires ainsi qu'un déséquilibre sur le marché du travail.

Telles étaient les grandes lignes de l'organisation du service volontaire de travail dont l'institution ne semble pas avoir réalisé toutes les espérances (1). Bien au contraire, malgré les précautions prises, l'introduction sur le marché d'une main-d'œuvre à prix réduit, a provoqué une lutte entre les syndicats et le F.A.D. Les syndicats ne voulant à aucun prix diminuer le taux des salaires, la réalisation de nombreux travaux a été confiée au F.A.D. qui peut établir des prix imbattables. Pour ces raisons, de nombreux ouvriers sont licenciés par les entreprises peu prospères et viennent grossir le nombre des chômeurs.

Devant cette situation, les syndicats se voient dans l'obligation d'abaisser le taux des salaires. Et les résultats de l'institution du service volontaire de travail se chiffrent en résumé par une recrudescence du chômage et une diminution des salaires : le Gouvernement allemand est loin du but poursuivi.

D'autre part, la situation des chômeurs dans les camps de travail ne paraît guère enviable, ainsi qu'en témoigne la lettre d'un volontaire parue dans « Die Welt Am Abend » : « La nourriture qu'on nous donna était franchement détestable. Une livre et demie de pain, un peu de margarine, du bouillon, du café imbuvable,

---

(1) Sur ce sujet, deux articles contradictoires ont paru sous la signature de M. K. Bremer et M. H. Francke dans la « *Revue d'Allemagne* », n° 60 et 64 (1932-1933).

70 grammes de sucre, pour quinze jours. Comme vêtement de travail, nous reçûmes de vieux uniformes de schupos. On était cinquante à dormir dans une salle — véritable caserne — sur des bottes de paille. A 8 h. 45 tout le monde devait être dans le dortoir. A 9 heures on coupait la lumière... A 6 heures du matin on était réveillé et après un déjeuner rapide, on était conduit au lieu du travail sous le commandement : En avant, marche! » (1)

En outre, il faut remarquer que les travaux entrepris par le F.A.D. n'ont pas toujours une valeur économique certaine. Les camps de travail une fois ouverts doivent fonctionner sans arrêt : aussi, bien souvent les travaux ne sont entrepris que dans le but d'occuper les hommes.

Par contre, si le F.A.D. accepte des travaux dans lesquels des salariés pourraient trouver la possibilité de gagner leur vie, il va à l'encontre de l'objectif poursuivi. D'où une grande difficulté pour établir une discrimination précise entre les catégories de travaux à entreprendre.

### III. — REJET DU PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE PARTI ECONOMIQUE

Devant de tels résultats, il est compréhensible que le projet de loi du Parti Economique tendant à instituer le service obligatoire de travail n'ait pas été adopté. Car le service obligatoire de travail ne serait, en définitive, que l'extension et la généralisation du service

---

(1) Traduction de « Lu », n° du 11 novembre 1932.

volontaire de travail ; et le déséquilibre économique provoqué par le F.A.D. ne manquerait pas de se produire avec encore plus de violence et d'intensité. De plus, si l'on admettait — ce qui est douteux — que le service obligatoire de travail ne provoque pas une recrudescence du chômage, son institution ne pouvant occuper que 800 à 900.000 hommes, ne réduirait les effectifs de chômeurs que dans de faibles proportions, puisque les statistiques officielles en comptent près de six millions.

Le service obligatoire de travail ne pouvant constituer un remède efficace contre le chômage, le triomphe du parti national-socialiste permit au Gouvernement allemand d'établir un projet de service obligatoire de travail, basé sur d'autres principes et de tendances différentes.

---

## CHAPITRE III

### PROJETS ACTUELS: SERVICE MILITAIRE DEGUISE

---

#### I. — PROGRAMME DU GOUVERNEMENT HITLÉRIEN

Après la nomination de M. Adolf Hitler à la Chancellerie, l'Allemagne tout entière devait se trouver sous l'emprise du parti national-socialiste. Il est donc intéressant de rappeler les points essentiels du programme du Cabinet hitlérien tel que son chef l'a défini lui-même le 1<sup>er</sup> février 1933.

1) « Le Gouvernement national considère que sa tâche principale doit être de rétablir l'unité intellectuelle et politique du peuple allemand. Dans ce but, il protégera l'idée chrétienne, base de toute morale, et l'idée de la famille, noyau de la structure de l'Etat. L'éducation de la jeunesse allemande devra s'inspirer du grand passé de l'Allemagne et de ses vieilles traditions.

2) « Le Gouvernement national se propose de réaliser l'œuvre de réorganisation économique de l'Allemagne par deux grands plans de quatre ans. A l'expiration de cette période, le paysan allemand devra avoir été arraché à sa détresse actuelle et le chômage devra avoir complètement disparu.

Le service obligatoire de travail et la politique de

colonisation intérieure sont les fondements du programme gouvernemental. » (1)

Il résulte de cette déclaration que la réorganisation économique du pays, le chômage et l'éducation de la jeunesse doivent être l'objet de tous les soins du Gouvernement et que le service obligatoire constitue un des rares points positifs du programme d'action hitlérienne. Reste à définir le but poursuivi par le parti national-socialiste en voulant instituer le service obligatoire de travail.

Il apparaît fort douteux que cette décision ait été prise en vue de conjurer et de réduire la crise de chômage.

Le projet du Parti Economique s'était heurté aux résultats plutôt contraires obtenus par le service volontaire de travail et la preuve semblait être faite que le service obligatoire de travail ne constituerait jamais, dans les conditions économiques de l'Allemagne, qu'un médiocre et même dangereux palliatif à la crise du chômage. Il ne restait donc que deux facteurs pour expliquer la naissance du projet hitlérien de service obligatoire de travail :

- 1) *la réorganisation économique du pays;*
- 2) *l'éducation de la jeunesse.*

Essayons de définir l'importance respective de ces deux points afin de dégager le caractère réel de ce projet :

Le service obligatoire de travail participerait à la réorganisation économique du pays en permettant la

---

(1) Premier discours officiel du Chancelier Hitler.

réalisation de travaux d'intérêt général tels que : assèchement de marais et régularisation de cours d'eau. Certes, le service obligatoire de travail utilisé dans ce but peut donner d'excellents résultats. Mais ces travaux sont-ils vraiment indispensables à l'essor économique du pays et n'est-il pas plutôt à craindre que le service obligatoire de travail ne soit surtout considéré en tant que moyen d'éducation de la jeunesse, avec une tendance marquée à faire revivre le prestige de l'uniforme et à exalter les vertus militaires ? D'ailleurs, ainsi conçu, le service obligatoire de travail n'est que le complément normal des institutions para-militaires que l'Allemagne a créées en vue de disposer de « réserves » de guerre dont les effectifs, autant qu'il soit possible de les évaluer avec précision, apparaissent des plus considérables.

Et avant de prouver que l'institution du service obligatoire de travail ne constitue qu'un élément du programme de réorganisation militaire, il est utile d'établir une comparaison entre les effectifs militaires allemands fixés par le Traité de Versailles et l'ensemble de forces militaires ou para-militaires groupées sous l'influence hitlérienne.

## II. — CLAUSES MILITAIRES DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Les clauses militaires du Traité de Versailles fixaient tout d'abord les effectifs de l'armée allemande :

Art. 160 : « A dater du 31 mars 1920 au plus tard, l'armée allemande ne devra pas comprendre plus de sept divisions d'infanterie, trois divisions de cavalerie, sept régiments d'artillerie...

« Le maintien ou la constitution de forces différemment groupées ou d'autres organes de commandement ou de préparation à la guerre sont interdits. »

Cet article limitait ainsi à 100.000 hommes dont 4.000 officiers, les effectifs de l'armée allemande. Le recrutement des soldats était basé sur le principe d'engagements volontaires prescrit par le Traité. La durée d'engagement était fixée à douze ans pour les hommes de troupe, et à 25 ans pour les officiers.

Art. 173 : « Tout service militaire obligatoire sera aboli en Allemagne. »

Art. 176 : « A l'expiration du délai de 2 mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, il ne subsistera en Allemagne que le nombre d'écoles militaires strictement indispensable au recrutement des officiers des unités autorisées. »

Après la suppression du service militaire obligatoire, le traité s'attaquait aux organisations para-militaires :

Art. 177 : « Les Etablissements d'enseignement, les universités, les sociétés d'anciens militaires, les associations de tir, sportives ou de tourisme et, d'une manière générale, les associations de toute nature, quel que soit l'âge de leurs membres, ne devront s'occuper d'aucune question militaire. Il leur sera, notamment, interdit d'instruire ou d'exercer, ou de laisser instruire et exercer, leurs adhérents dans le métier ou l'emploi des armes de guerre. Les sociétés, as-

sociations, établissements d'enseignement et universités ne devront avoir aucun lien avec le Ministère de la Guerre, ni avec aucune autre autorité militaire. »

A la lecture de ces articles, il ne semble pas possible de reprocher aux rédacteurs du Traité de Versailles de n'avoir pas pris les dispositions nécessaires au désarmement de l'Allemagne. Mais, nous allons constater de quelle manière certaines clauses militaires et en particulier l'article 177 concernant les organisations paramilitaires sont devenues absolument inopérantes de nos jours.

### III. — TABLEAU DE LA RÉORGANISATION MILITAIRE EN ALLEMAGNE

#### 1) *La Reichswehr*

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1921, le général Von Seeckt, dans un ordre du jour à l'armée, précisait « qu'il fallait non pas une armée de soldats de carrière, mais des chefs pour encadrer le peuple au moment du danger ». Partant de ce principe, les sous-officiers et caporaux reçoivent une instruction militaire très poussée, afin de pouvoir au besoin prendre le commandement d'une section.

D'autre part, les libérations anticipées interdites par le Traité sont régulièrement pratiquées tant pour les officiers que pour les soldats, et ont pour résultat d'agrandir les cadres de l'organisation militaire.

De plus, la Reichswehr, à l'encontre du Traité de Versailles, a notablement augmenté ses effectifs. Une compagnie comprend actuellement neuf groupes de combat au lieu de six et le nombre de groupes par escadron s'est élevé de six à neuf. L'artillerie, de son côté, a été complétée par des groupes de repérages par le son, des batteries de transmissions et de défense contre avions.

En outre, la Reichswehr a été autorisée par la Convention aérienne du 7 mai 1926 à permettre à trente-six officiers de s'entraîner au pilotage d'avions. Autorisation qui a été exploitée, bien entendu, sur une plus grande échelle.

## 2) *La police d'Etat*

La police d'Etat qui s'élevait à 30.000 hommes en 1913, atteint actuellement près de 100.000 hommes. Les policiers sont pourvus d'un armement identique à celui de la Reichswehr et reçoivent une instruction militaire spéciale. La Police d'Etat ainsi organisée peut être assimilée à une seconde armée tout aussi bien entraînée que la Reichswehr.

## 3) *Les associations patriotiques*

Contrairement aux termes de l'article 177 du Traité de Versailles, les nombreuses associations patriotiques allemandes ont toutes pour but la préparation militaire. Il suffit d'ailleurs de rappeler les paroles que prononçait Gustav Stressmann en juin 1925 pour se rendre compte de l'importance de ces groupements : « Les associations patriotiques sont indispensables à l'Alle-

magne, car ce n'est pas une armée de 100.000 hommes qui pourrait défendre efficacement ses frontières. Si l'Allemagne consentait à dissoudre ces associations, on pourrait dire qu'elle s'émascule elle-même. »

En accord avec ces paroles catégoriques, de nombreuses associations en uniforme virent le jour, parmi lesquelles le Stahlhelm, la Reichsbanner, l'Eiserne Front et les sections d'assaut hitlériennes apparaissaient les plus puissantes.

Mais après les succès électoraux du Parti National-Socialiste et la constitution d'un Gouvernement hitlérien, à l'exception du Stahlhelm, les associations patriotiques furent dissoutes pour faire place à une immense fédération de préparation militaire encadrée par les sections d'assaut hitlériennes. L'unification étant ainsi réalisée, il est fondamental de connaître l'organisation des troupes hitlériennes dont les effectifs atteignent environ un million d'hommes.

Les formations hitlériennes, calquées sur celles de la Reichswehr, sont soumises à une discipline rigoureuse et dotées d'un armement des plus modernes. L'organisation de cette véritable armée est la suivante (1) :

Les « brigades » (*undergruppe*) d'échelons de protection (*Schutz Staffeln*) ou S.S. sont réunies en cinq « divisions » (*gruppe*) et les « brigades » de détachement d'assaut (*Sturm Abteilungen*) ou S.A. en vingt divisions — le tout réuni en sept « régions de corps d'armée » (*obergruppe*). D'autre part, chaque « brigade » est elle-

---

(1) Jacques Bardoux : *L'irréfutable dossier du réarmement allemand*, article du « Temps », n° du 11 novembre 1933.

même constituée par trois régiments qui comprennent chacun cinq bataillons. Les effectifs de ces formations sont composés d'éléments permanents et volontaires.

Les éléments stables comprennent les états-majors des grandes unités, les cadres des écoles et les gardes particuliers.

Les volontaires des « détachements d'assaut » ou S.A. sont convoqués deux fois par mois pour effectuer des marches et subir des inspections.

Par contre, les volontaires des « échelons de protection » ou S.A. sont appelés, suivant un rôle défini, pour des périodes de trois mois.

Dans ces deux catégories de groupement, l'instruction militaire est très poussée, tout en s'adaptant aux conditions nouvelles imposées par les armements modernes.

Telle est la tendance des formations hitlériennes qui constituent avec la Reichswehr et la Police d'Etat un bloc homogène de forces militaires s'élevant à près de 1.200.000 hommes parfaitement entraînés. Un tel groupement de forces militaires permet de se faire une idée précise de l'orientation de la politique allemande.

Et le fait seul, que le 3 juillet 1933 le ministère de la propagande donnait ordre à la presse sous peine de sanction, « de supprimer tout ce qui a trait aux exercices avec des armes ou tout ce qui concerne le Wehrsport », prouve amplement que le Gouvernement allemand désire imposer à la presse le plus complet silence afin de pouvoir à son aise militariser la nation entière. Car tel semble être l'objectif final du Gouvernement hitlérien...

Constatation basée sur des faits, qui vont nous permettre de démontrer facilement que le service obligatoire

de travail, qui doit être institué au début de l'année 1934 ne constitue qu'un élément complémentaire de réorganisation militaire.

#### IV. — DANGER DU PROJET HITLÉRIEN

Le projet hitlérien prévoit l'incorporation, dès janvier 1934, des jeunes gens âgés de 20 ans, dans la formation du service obligatoire de travail, pour une durée de six et peut-être douze mois. D'après les calculs approximatifs, les effectifs annuels varieraient entre 600.000 et un million d'hommes. Le recrutement du service obligatoire de travail présentera les avantages de la conscription des forces militaires, en ce sens qu'il permettra le rétablissement de bureaux de mobilisation et de conseils de révision supprimés par le Traité de Versailles.

Le projet prévoit, d'autre part, que les camps seront placés sous la direction de chefs donnant toutes garanties au point de vue national et desquels il sera exigé trois qualités principales : être jeune, travailleur et animé de l'esprit militaire. Examinons maintenant de quelle manière le projet définit officiellement le but de l'institution.

En principe, l'activité des prestataires du service obligatoire de travail doit être utilisée en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général, tels que : défrichement des terres, assèchement des marais, irrigation, drainage et régularisation de cours d'eau. En résumé, ce programme est identique à celui fixé pour le service volontaire de travail, et il suffit de savoir de quelle façon, sous l'influence hitlérienne, ces objectifs sont poursuivis dans

les camps de travail volontaire pour avoir quelques inquiétudes sur les intentions du projet allemand.

En effet, depuis que l'emprise hitlérienne s'est étendue sur l'Allemagne entière, les camps de travail volontaire, primitivement institués dans le but de remédier à la crise du chômage, ne semblent être devenus que des centres de préparation militaire, où il est plus souvent question d'apprendre à lancer la grenade, à tirer à la carabine ou à creuser des tranchées que de fertiliser le sol.

D'ailleurs, le service militaire est pour ainsi dire rétabli en ce qui concerne les étudiants des facultés. En effet, les universitaires non enrôlés dans les formations hitlériennes, doivent accomplir dans un camp de travail une période pendant laquelle les exercices militaires et les sports de combat, constituent leur seule occupation.

Si, d'autre part, la « *mensur* » vient d'être autorisée dans les universités allemandes, permettant ainsi aux étudiants de se livrer à de farouches duels, n'est-ce pas de la part du Gouvernement hitlérien dans le but précis d'inculquer à la jeunesse un esprit martial et d'exalter les vertus militaires ?

Cet ensemble de mesures, d'un caractère militariste accentué, suffit, semble-t-il, à affirmer que le service obligatoire de travail, tel qu'il doit être institué en Allemagne, ne peut que masquer un service militaire obligatoire, complément indispensable d'un plan de militarisation générale.

Devant de tels faits, quelle va être l'attitude de l'Europe ? Alors que la Conférence des Ambassadeurs, dès 1920 se fit un devoir de surveiller la mise en application

de la loi concernant le service obligatoire de travail en Bulgarie, laissera-t-on en toute liberté le Gouvernement allemand instituer à l'encontre du Traité de Versailles, un véritable service militaire ?

Pourtant les conditions sont loin d'être identiques. Aucune comparaison n'est possible entre la Bulgarie mutilée et désemparée du lendemain de la guerre mondiale, et l'Allemagne de 1934, qui, forte d'un esprit d'enthousiasme n'a nullement besoin d'une main-d'œuvre gratuite pour améliorer un équipement national déjà très complet.

Sur ce point, aucun doute n'est permis, le Gouvernement allemand ne poursuit qu'un but : l'entraînement de la nation aux manœuvres de la guerre.

Le service obligatoire de travail, institution de labeur et de solidarité dans les mains d'un Gouvernement pacifique, animé d'un esprit de franchise dans la réalisation de travaux indispensables à la prospérité économique du pays, devient une arme meurtrière à la disposition d'un Gouvernement belliqueux qui ne peut trouver son équilibre que dans l'exaltation des esprits que le mot seul de « revanche » surexcite.

Et cette tendance du projet allemand constitue une lourde menace pour la France et pour la paix mondiale. L'Allemagne ayant déjà violé à maintes reprises les clauses du Traité de Versailles, et ne craignant nullement les sanctions impossibles de la Société des Nations, réussira une fois de plus à rendre inopérant le « Diktat » abhorré.

Devant la carence des traités et des engagements pris, la France, consciente du danger et ferme dans son attitude pacifique se doit, pour son salut, de renforcer sa

situation économique et financière, tout en restant l'arme au pied, afin d'intimider les insensés qui pourraient avoir pour but de plonger le monde entier dans un affreux carnage.

---

## CONCLUSION

---

Au terme de cette étude, après avoir examiné les diverses formes de service obligatoire de travail actuellement en vigueur, ou à l'état de projet, on peut se demander si l'exemple donné par la Bulgarie a des chances d'être suivi dans d'autres pays.

Si le service obligatoire de travail s'avère fort utile dans une colonie où un immense effort créateur doit être réalisé dans des conditions difficiles de recrutement de main-d'œuvre, de même, il est permis d'affirmer que cette institution ne peut être appliquée avec succès que dans des pays de développement économique et industriel restreint.

Dans un pays agricole et assez peu industrialisé où l'équipement national demande à être amélioré et enrichi — c'est le cas de la Bulgarie — le service obligatoire de travail ne peut que fournir d'excellents résultats.

Par contre, dans un pays industriel et rationalisé comme l'Allemagne, il est à craindre que, dans les conditions actuelles, l'institution du service obligatoire de travail, loin de constituer un élément précieux de redressement économique, ne vienne plutôt accroître le chômage et accentuer le déséquilibre existant.

Cependant, malgré cette dangereuse répercussion, nous avons pu nous rendre compte que tous les efforts

du Gouvernement allemand tendaient à établir le service obligatoire de travail, mais sans aucun doute, pour le détourner de son véritable but.

En effet, l'amélioration de la situation économique nationale constituant la justification morale essentielle du service obligatoire de travail, il est évident que cette institution ne doit être utilisée que dans un but éminemment pacifique.

Or, il serait dangereux d'oublier que le promoteur du projet sur le service obligatoire de travail en Allemagne est l'auteur de cette terrible menace : « L'ennemi implacable et mortel du peuple allemand est et restera la France ; peu importe qui la gouverne ou la gouvernera. Avec cette nation, aucune réconciliation n'est possible, il faudra nécessairement l'abattre un jour ou l'autre : c'est l'anéantissement qui s'impose ».

Et dès lors, il est de notre devoir de considérer que le service obligatoire de travail, loin d'avoir été envisagé pour sa valeur économique discutable, n'a pu l'être que pour les possibilités qu'il assurerait au Gouvernement allemand de militariser la jeunesse sous le fallacieux prétexte de colonisation intérieure.

Vu : le Président de la thèse,

J. BARTHÉLEMY.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### PREMIERE PARTIE

- Colonel LAMOUCHE. — *Quinze ans d'Histoire balkanique* (1904-1918) (Paris, Payot, 1928).
- Léon LAMOUCHE. — *La Bulgarie* (Rieder, 1923).
- P. GENTIZON. — *Le Drame bulgare* (Paris, Payot, 1924).
- K. POPOFF. — *La Bulgarie économique* (Sofia, 1920).
- A. IARANOFF. — *La Bulgarie économique* (Lausanne, 1919).
- H. PROST. — *La Bulgarie de 1912 à 1930* (Paris, Pierre Roger, 1932).
- G. DESBONS. — *La Bulgarie après le Traité de Neuilly* (1930).
- KOSZUL. — *La restauration financière de la Bulgarie* (Thèse pour le Doctorat, Paris, 1932).
- Max LAZARD. — *Le service obligatoire de travail en Bulgarie* (Mission d'étude du Bureau International du Travail. Genève, 1922).
- Christo STOYANOFF. — *Le travail obligatoire en Bulgarie* (Sofia, 1922).
- Dr Hans RAUPACH. — *Der Arbeitsdienst in Bulgarien* (Berlin, 1932).
- La Bulgarie*, journal quotidien.
- Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie.*
- Annuaire de législation étrangère de la Société de Législation Comparée.*
- Bulletin mensuel de la Banque Nationale de Bulgarie.*
- Bulletin des Chambres de Commerce et d'Industrie Bulgares.*
- Revue Politique et Parlementaire.*
- Documentation du Bureau International du Travail : série législative.*

### DEUXIEME PARTIE

- Marcel OLIVIER. — *Six ans de politique sociale à Madagascar* (Paris, Grasset, 1931).
- Pierre LYAUTEY. — *L'Empire colonial français* (Paris, 1931).

- Comptes-rendus du Congrès de l'outillage économique colonial et des communications* (20-25 juillet 1931).  
*Compte-rendu du Congrès international et intercolonial des Transports* (19-22 octobre 1931).  
*Discours prononcés durant les Sessions des Délégations économiques et financières de Madagascar et Dépendances* (depuis 1926).  
*Journal Officiel de Madagascar* (depuis 1926).  
*Rapport de la Conférence Internationale du Travail* (quatorzième session, Genève, 1930).  
*Bulletin officiel du B.I.T.*, du 15 juillet 1930.

### TROISIEME PARTIE

- Dr Georg KEIL. — *Der Vormarsch der Arbeitslagerbewegung* (Berlin, 1932).  
STELLRECHT Helmut. — *Der Deutsche Arbeitsdienst Aufgaben, Organisation und Aufbau* (Berlin, 1933).  
A. HITLER. — *Mein Kampf* (1930).  
R. TOURLY. — *Hitler* (1932).  
R. LAURENT. — *Le National-Socialisme* (1932).  
G. MANDEL. — *L'Allemagne réarme* (Discours prononcé à la Chambre des Députés le 9 novembre 1933).  
*Annuaire militaire de la S.D.N.*  
*Revue d'Allemagne* (Editions Montaigne, Paris).  
*Le Temps*. — J. Bardoux : *L'irréfutable dossier du réarmement allemand* (Novembre 1933).
-

# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

## PREMIÈRE PARTIE

### LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL EN BULGARIE

#### PRELIMINAIRES

|                                                                           | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------|-------|
| I. — LA BULGARIE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE MONDIALE .....                 | 11    |
| II. — LES CHARGES DU TRAITÉ DE NEUILLY.....                               | 13    |
| III. — LA SITUATION POLITIQUE EN 1920.....                                | 20    |
| IV. — EXPOSÉ DES CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES DE LA BULGARIE EN 1920..... | 22    |
| V. — LA SITUATION FINANCIÈRE EN 1920.....                                 | 27    |

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA LOI SUR LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. — RAISONS QUI PRÉSIDÈRENT A L'INSTITUTION DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL..... | 29 |
| II. — LA LOI DU 5 JUIN 1920.....                                                    | 31 |
| III. — ANALYSE DE LA LOI DU 22 OCTOBRE 1921.....                                    | 34 |
| IV. — RÈGLEMENTS RELATIFS A L'APPLICATION DE LA LOI DU 22 OCTOBRE 1921.....         | 45 |

#### CHAPITRE II

##### L'ÉVOLUTION DE LA LOI

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| I. — LOI DU 15 JUIN 1923.....      | 51 |
| II. — RÈGLEMENT DU 9 MAI 1924..... | 53 |
| III. — LE RACHAT .....             | 55 |

### CHAPITRE III

#### L'APPLICATION DE LA LOI

|                                                             | Pages |
|-------------------------------------------------------------|-------|
| I. — LE RECRUTEMENT DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL ..... | 58    |
| II. — LES EFFECTIFS .....                                   | 61    |
| III. — AFFECTATION DES « TRODOVAKS » .....                  | 62    |
| IV. — L'ENTRETIEN DES « TRODOVAKS » .....                   | 64    |

### CHAPITRE IV

#### LES RESULTATS DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| I. — NOMBRE ET VALEUR DES JOURNÉES DE TRAVAIL FOURNIES ..... | 66 |
| II. — TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR L'ÉTAT .....                     | 68 |
| 1) <i>les routes</i> .....                                   | 68 |
| 2) <i>les voies ferrées</i> .....                            | 71 |
| III. — TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE .....     | 73 |
| IV. — LE RENDEMENT .....                                     | 76 |
| V. — RÉSULTATS FINANCIERS .....                              | 79 |

### CHAPITRE V

#### LE RÔLE SOCIAL DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| I. — DÉVELOPPEMENT DES MESURES D'HYGIÈNE .....           | 82 |
| II. — DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE ..... | 84 |
| III. — L'ÉDUCATION MORALE .....                          | 85 |

### CHAPITRE VI

#### L'ACCUEIL DE L'INSTITUTION DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

|                           |    |
|---------------------------|----|
| I. — EN BULGARIE .....    | 87 |
| II. — EN AUTRICHE .....   | 89 |
| III. — EN ALLEMAGNE ..... | 90 |
| IV. — EN FRANCE .....     | 91 |

DEUXIÈME PARTIE

LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL A MADAGASCAR

CHAPITRE PREMIER

EXPOSE DE L'INSTITUTION

|                                                   | Pages |
|---------------------------------------------------|-------|
| I. — LA CRÉATION DU S.M.O.T.I.G.....              | 95    |
| II. — ANALYSE DE L'ARRÊTÉ DU 29 NOVEMBRE 1926.... | 102   |

CHAPITRE II

LES RESULTATS OBTENUS

|                             |     |
|-----------------------------|-----|
| I. — LES EFFECTIFS.....     | 108 |
| II. — TRAVAUX EXÉCUTÉS..... | 109 |
| III. — LE RENDEMENT.....    | 110 |

CHAPITRE III

VALEUR MORALE  
ET SOCIALE DE L'INSTITUTION

|                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — LES OBJECTIONS SOULEVÉES PAR LA CRÉATION DU<br>S.M.O.T.I.G. .... | 112 |
| II. — DÉFENSE ET RAISONS D'ÊTRE DU S.M.O.T.I.G.....                   | 114 |

CHAPITRE IV

LE S.M.O.T.I.G. ET LA CONFERENCE  
INTERNATIONALE DU TRAVAIL

|                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — AVANT-PROJET DE CONVENTION.....                                                          | 119 |
| II. — ANALYSE DU PROJET DE CONVENTION ADOPTÉ PAR<br>LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.. | 121 |

TROISIÈME PARTIE

LE SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL EN ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

Pages

|                |     |
|----------------|-----|
| LE MILIEU..... | 133 |
|----------------|-----|

CHAPITRE II

PREMIER PROJET :  
REMEDE CONTRE LE CHOMAGE

|                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — LE CHOMAGE.....                                                  | 136 |
| II. — LE SERVICE VOLONTAIRE DE TRAVAIL.....                           | 138 |
| III. — REJET DU PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE PARTI<br>ECONOMIQUE ..... | 141 |

CHAPITRE III

PROJETS ACTUELS :  
SERVICE MILITAIRE DEGUISE

|                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT HITLÉRIEN....                       | 143 |
| II. — CLAUSES MILITAIRES DU TRAITÉ DE VERSAILLES...                   | 145 |
| III. — TABLEAU DE LA RÉORGANISATION MILITAIRE EN ALLE-<br>MAGNE ..... | 147 |
| IV. — DANGER DU PROJET HITLÉRIEN.....                                 | 151 |

|                     |     |
|---------------------|-----|
| CONCLUSION .....    | 155 |
| BIBLIOGRAPHIE ..... | 157 |

---







